

Les Cahiers de l'IREF

COLLECTION TREMLIN, N° 5, 2014

Le mouvement trans au Québec. Dynamique d'une militance émergente

Mickael Chacha Enriquez

UQÀM

IREF

Institut de recherches
et d'études féministes

Mickael Chacha Enriquez

Le mouvement trans au Québec.
Dynamiques d'une militance émergente

Collection Tremplin, n° 5, 2014
Cahiers de l'IREF

Prix de publication 2013-2014
Institut de recherches et d'études féministes
Université du Québec à Montréal

La collection Tremplin des Cahiers de l'IREF est consacrée à la publication de mémoires avec concentration en études féministes qui ont remporté le Prix de publication de l'Institut.

Distribution : Institut de recherches et d'études féministes
Université du Québec à Montréal
Téléphone : 514-987-6587
Télécopieur : 514-987-6742
Courriel : iref@uqam.ca
Commande par Internet : www.iref.uqam.ca

Adresse postale :
Case postale 8888, Succursale Centre-ville
Montréal (Québec) H3C 3P8
CANADA

Adresse géographique :
Pavillon Hôtel-de-ville
210 Sainte-Catherine Est
Local VA-2200
210, rue Sainte-Catherine Est
Montréal (Québec) H2X 1L1

Institut de recherches et d'études féministes
Dépôt légal : 4^e trimestre 2014
Bibliothèque et Archives nationales du Québec
Bibliothèque et Archives Canada
978-2-922045-45-1

Les textes publiés dans Les Cahiers de l'IREF n'engagent que la responsabilité de leurs auteures et auteurs.

Révision linguistique et traduction libre des citations de langue anglaise : Catriona LeBlanc

Couverture : Service des communications, UQAM

Mickael Chacha Enriquez, M.A. Sociologie, lauréat du Prix de publication du meilleur mémoire de maîtrise avec concentration en études féministes pour l'année 2013-2014.

Sous la présidence de Thérèse St-Gelais, directrice de l'Unité de programmes en études féministes, le jury a évalué les mémoires provenant de la Faculté de science politique et de droit et de la Faculté des sciences humaines. Il était composé des personnes suivantes :

Janik Bastien-Charlebois, professeure, Département de sociologie

Micheline de Sève, membre professeure honoraire, IREF

Lorraine Archambault, agente de recherche et de planification, IREF, membre observatrice

REMERCIEMENTS

Je tenais d'abord à remercier tous les militants-es qui s'impliquent dans la lutte contre la cisnormativité et pour plus de justice sociale ; je leur dédie cette recherche. Plus particulièrement, je remercie les douze militants-es trans qui ont participé à ma recherche avec leurs tripes. L'engagement militant vient d'une soif de justice sociale qui nous habite de l'intérieur, et vous me l'avez encore prouvé.

Toute ma gratitude à mes deux directrices, qui m'ont illuminé de leur brillance intellectuelle tout au long de mon processus : Maria Nengeh Mensah et Line Chamberland. Elles ont en grande partie financé ma recherche en me fournissant du travail, notamment au sein de la formidable Chaire de recherche sur l'homophobie de l'UQAM. Grâce à elles, mon cheminement tout au cours de ma maîtrise s'est avéré un véritable plaisir. Je tiens particulièrement à remercier Nengeh pour son soutien émotionnel et Line pour sa disponibilité sans faille.

Un gros merci à ma mère, Martine Enriquez, et ma sœur, Sophie Barra, qui m'ont soutenu pendant toute ma démarche.

Alexandre Baril et Billy Hébert ont assuré une présence incroyable, en me nourrissant théoriquement tout au long de mon processus. Ils sont des collègues et des camarades très chers à mon cœur.

Finalement, un merci en rafale à ceux et celles qui ont partagé ma vie ces dernières années et m'ont soutenu à leur manière : Nathou Bouh, Jean-Philippe Ung, Philippe Voyer, Marc-André Fortin P., Bruno Dion, Sylvain Chartier, Michael Hawrysh, Barbara Legault, Andréanne Boudreau, Janik Bastien-Charlebois, Béatrice Chateauvert-Gagnon, la bande de la Commune et les copines du P ! NK BLOC.

TABLE DES MATIÈRES

LISTE DES TABLEAUX	xiii
RÉSUMÉ	xv
INTRODUCTION.....	1
Chapitre 1	
CARACTÉRISER LA MILITANCE TRANS.....	5
1.1 La militance trans	5
1.1.1 Aux États-Unis.....	6
1.1.2 En France	7
1.1.3 Au Québec.....	9
1.2 Les enjeux de la militance trans : changer d’identité de genre et combattre le cissexisme	9
1.2.1 Une vision systémique de la transphobie : le cissexisme	9
1.2.2 Changer d’identité de genre.....	11
1.2.2.1 La régulation du changement d’identité de genre par les institutions médicales et juridiques aux États-Unis	12
1.2.2.2 La régulation du changement d’identité de genre par les institutions médicales et juridiques en France.....	13
1.2.2.3 La régulation du changement d’identité de genre par les institutions médicales et juridiques au Québec	13
1.2.3 Exclusion, marginalisation et reconnaissance des personnes trans	15
1.3 La diversité des transidentités.....	17
Chapitre 2	
ANALYSER UN MOUVEMENT SOCIAL REMETTANT EN CAUSE LES NORMES DE GENRE, DE SEXE ET DE SEXUALITÉ	21
2.1 Analyser un mouvement social à partir de ses militants-es	21
2.1.1 Qu’est-ce qu’un mouvement social ?	21
2.1.2 La construction d’une identité collective au sein d’un mouvement social.....	23
2.1.3 L’importance de constituer des communautés.....	25
2.2 Mouvement social et normes de genre, de sexe et de sexualité.....	26
2.2.1 Quelques conceptions du rapport entre genre, sexe et sexualité en études féministes	27
2.2.2 Les conceptions du rapport entre genre et sexe en études trans.....	29
2.2.3 Les liens entre le cissexisme et les autres oppressions régulant le genre, le sexe et la sexualité	31
2.3 Analyser les alliances au sein des mouvements sociaux.....	32
2.3.1 S’allier pour renforcer la dimension collective	32
2.3.2 Les alliances avec les militants-es LGBTQ.....	33
2.3.3 Les alliances avec les militants-es féministes	35
2.3.4 Les alliances avec les militants-es appartenant à d’autres populations marginalisées ...	36
2.4 Questions de recherche	37

Chapitre 3

DÉMARCHE MÉTHODOLOGIQUE	39
3.1 Une recherche engagée	39
3.1.1 Une recherche inspirée de l'épistémologie féministe	39
3.1.2 La connaissance située des militants-es trans	40
3.1.3 Mon positionnement en tant que chercheur	42
3.2 L'approche qualitative	44
3.2.1 L'entrevue	45
3.2.2 L'échantillonnage	45

Chapitre 4

PRÉSENTATION DES PARTICIPANTS-ES, DES ORGANISMES TRANS ET DES TENSIONS

AU SEIN DE LA MILITANCE	47
4.1 Portrait des militants-es rencontrés	47
4.1.1 L'influence du changement d'identité de genre sur la militance	48
4.1.2 L'importance de la militance dans la vie des participants-es	50
4.2 Les organismes et regroupements trans	50
4.2.1 Les organismes spécifiquement trans	51
4.2.2 Les organismes trans ayant un mandat orienté vers la santé	52
4.2.3 Les organismes trans ayant un mandat orienté vers les LGBTQ	55
4.2.4 Les regroupements d'organismes trans	57
4.3 Les tensions au sein de la militance trans	59
4.3.1 Les tensions transidentitaires	59
4.3.2 Les tensions liées à d'autres caractéristiques	61

Chapitre 5

LES ENJEUX DE LA LUTTE CONTRE LE CISSEXISME	65
5.1 Définir le cissexisme et la transphobie	65
5.2 Améliorer l'accès à la santé et aux services sociaux	66
5.2.1 Un accès limité	67
5.2.2 Les stratégies militantes	68
5.3 Changer de prénom et de mention de sexe	72
5.4 La reconnaissance politique	75
5.5 La reconnaissance sociale	77
5.6 Les alliances avec d'autres militances	80
5.6.1 Les alliances avec les militants-es LGBTQ	81
5.6.2 Les alliances avec les militantes féministes	84
5.6.3 Les alliances avec d'autres populations marginalisées	86
5.6.4 Les stratégies de rapprochement	88
5.7 Perception du changement social	90



Chapitre 6

ANALYSE DU MOUVEMENT TRANS AU QUÉBEC.....	93
6.1 Construire une identité collective et une communauté	93
6.1.1 La construction d'une identité trans collective	93
6.1.2 La formation d'une communauté trans.....	96
6.2 Contester le cissexisme et remettre en cause les normes de genre, de sexe et de sexualité.....	97
6.2.1 La lutte contre la régulation du changement d'identité de genre	98
6.2.2 La reconnaissance des personnes trans	99
6.2.3 La remise en cause des normes de genre, de sexe et de sexualité.....	101
6.3 Les alliances avec d'autres mouvements remettant en cause les normes de genre, de sexe et de sexualité.....	102
CONCLUSION	107
 Appendice A	
PLAN DE REVENDICATIONS DU COMITÉ TRANS DU CQGL.....	113
 Appendice B	
CITATIONS ORIGINALES ANGLAISES TRADUITES DANS LE TEXTE	117
 BIBLIOGRAPHIE	127

LISTE DES TABLEAUX

Tableau	Page
4.1. Profil des militants-es rencontrés	48
4.2. Liste des organismes trans	51

RÉSUMÉ

Tout comme aux États-Unis et en France, la militance trans est en plein essor au Québec depuis ces vingt dernières années. Cela se voit par la création ou l'expansion d'organismes trans et le développement de projets trans au sein d'organismes de santé ou d'organismes LGBTQ (lesbiens, gais, bis, trans, queers).

Les militants-es trans combattent le cissexisme, c'est-à-dire l'oppression réprimant les individus qui franchissent la frontière du genre et ainsi pousse la plupart des personnes à s'accommoder du genre assigné à leur naissance. Elle s'exprime d'une part par la régulation du changement d'identité de genre par les institutions gouvernementales, médicales et juridiques, d'autre part par la marginalisation et l'exclusion des personnes trans de l'espace médiatique et des milieux de travail, scolaire, familial et de la santé et des services sociaux.

En prenant appui à la fois sur des concepts de la sociologie des mouvements sociaux et des concepts issus des études féministes et des études trans, cette recherche a pour objectif d'explorer les dynamiques d'émergence du mouvement trans au Québec. Douze entrevues semi-structurées ont été réalisées en 2010 avec des militants-es trans appartenant à trois générations. Trois axes d'analyse ont été privilégiés : 1. les dynamiques de la militance trans ; 2. les sens que les militants-es donnent à leurs actions ; 3. les liens entre cette militance et d'autres militances.

Cette recherche démontre qu'il y a bien un mouvement trans émergent au Québec. Celui-ci a acquis une dimension collective à travers la création d'une identité trans et la formation d'une communauté trans, deux éléments constitués de façon dynamique et traversés par des tensions. Le mouvement trans revêt également une dimension conflictuelle et s'oriente vers le changement social en combattant le cissexisme et en remettant en cause les normes de genre, de sexe et de sexualité. Enfin, le mouvement trans a mis en place des alliances avec le mouvement gai et lesbien, le mouvement queer, le mouvement féministe et les luttes d'autres populations marginalisées.

Mots clés : trans, mouvement social, transphobie, cissexisme, militance, genre, études féministes, alliances, Québec.

INTRODUCTION

L'ancien mouvement LGBTQ se fragmente, et les enjeux transgenres sont maintenant manifestement à l'avant-garde des préoccupations de justice sociale. L'acceptation grandissante de représentations transgenres dans les médias et le niveau de confort croissant que semblent avoir les jeunes quant aux identités et aux comportements transgenres et genderqueers suggèrent qu'à l'avenir – peut-être même bientôt – les personnes transgenres seraient enfin acceptées comme membres égaux de la société, et ce, à part entière. Mais il reste beaucoup de travail à faire.

Stryker, 2008 : 153 (traduction libre)

Depuis les vingt dernières années, les personnes trans¹ sont de plus en plus visibles dans l'espace public. Cette présence s'observe dans le milieu universitaire, où la recherche trans représente aujourd'hui un champ d'étude à part entière. Les personnes trans ont une présence croissante dans l'espace médiatique, les journaux, les films et les séries télévisées. La visibilité trans se retrouve également dans l'espace des mouvements sociaux, où la militance trans s'organise de mieux en mieux, augmentant sa visibilité et cherchant le soutien d'autres militances.

En m'impliquant dans les mouvements LGBT (lesbiennes, gais, bis, trans), féministe et queer, j'ai eu l'occasion de rencontrer beaucoup de militants-es trans. C'est ainsi que je suis devenu un de leurs alliés, d'abord en France où j'ai participé à plusieurs manifestations Existrans et actions du Groupe Activiste Trans, et où j'ai coorganisé plusieurs campagnes locales contre la transphobie sur mon campus universitaire, au sein de l'association Étudions Gayment.

J'ai choisi en 2008 de m'installer à Montréal, au Québec. En rencontrant des militants-es trans, j'ai été choqué par la rigidité des règles de changement d'identité de genre et la marginalisation que subissaient les personnes trans dans la société. J'ai alors participé à la fondation de la commission trans de l'organisme PolitiQ-queers solidaires, et ai aidé à l'organisation de plusieurs réunions publiques, du Rassemblement du 17 juin 2010 ainsi qu'à l'écriture d'un manifeste de revendications trans. Après plusieurs mois d'implication, je me suis rendu compte qu'il y avait très peu de recherches et d'outils permettant de comprendre la militance trans et son émergence. Une étude sur la question m'a alors semblé un excellent moyen de soutenir cette lutte.

Cette recherche vise à comprendre les objectifs, pratiques et stratégies des militants-es trans afin d'étudier l'émergence du mouvement trans. Les militants-es trans rencontrés dans le cadre de cette étude m'ont impressionné par leur soif de justice sociale. Dean Spade (2011), activiste et théoricien trans, souligne à quel point l'oppression que subissent les personnes trans est répandue dans la société :

La loi, les organismes d'état, les individus discriminatoires et nos familles disent aux personnes trans que nous sommes des personnes impossibles qui ne peuvent ni exister, ni être vues, ni entrer dans une catégorie, ni nous intégrer nulle

¹ Le terme « personnes trans » est défini au début de la section 1.2.2.

part. Les groupes lesbiens et gais mieux financés nous disent, en nous laissant toujours de côté, que nous ne sommes pas politiquement viables ; nos vies sont une possibilité politique inconcevable. (p. 41, traduction libre)

Ainsi, l'existence même des personnes trans est niée. Militer contre la transphobie, et plus largement le cissexisme, demande donc beaucoup de courage.

Pour mener à bien ma recherche, j'ai utilisé des concepts propres à la sociologie des mouvements sociaux, laquelle offre beaucoup d'outils permettant d'analyser l'engagement des militants-es sous divers angles. En effet, la sociologie permet d'apporter un nouveau regard sur la militance, comme l'illustre le sociologue français Lilian Mathieu (2004) :

Il ne s'agit en aucun cas ici de révéler aux militants ce qu'ils ignoreraient et de se poser à leur égard en conseiller ou en donneur de leçons, mais de rendre compte, avec les outils conceptuels forgés par les sciences sociales, de mécanismes et de processus dont ils ont généralement une connaissance d'ordre avant tout *pratique*, et ainsi de susciter un déplacement du regard que l'on espère enrichissant, mais en aucun cas une « conversion » de ce regard. (p. 11-12)

Ce positionnement de sociologue des mouvements sociaux est particulièrement inspirant, car il montre qu'une recherche sur la militance trans peut aider à la comprendre et à la rendre visible d'une nouvelle manière tout en apportant une complexification de la connaissance sans enlever quoi que ce soit aux pratiques actuelles des militants-es.

Les études féministes m'ont outillé méthodologiquement grâce à l'épistémologie de la connaissance située féministe (Harding, 2007). Elles aident également à faire une analyse critique des normes de genre, de sexe et de sexualité (Butler, 2006, 2005 ; Mathieu, 1991). Mener une recherche sur le mouvement trans dans un cadre d'analyse féministe est particulièrement intéressant, car le cœur de la lutte des militants-es trans est la facilitation du franchissement de la frontière du genre. En effet, une frontière est érigée de manière à assurer que les individus demeurent dans le genre assigné à leur naissance, de manière à assurer une adéquation entre genre, sexe et sexualité. Les personnes trans, en faisant une transition de genre, qu'elle soit sociale, médicale ou juridique, franchissent cette frontière. Le point de vue des militants-es trans permet ainsi d'apporter de nouveaux éclairages à la théorie féministe. À ce propos, plusieurs théoriciens-es trans ancrent leurs recherches dans un cadre d'analyse féministe (Stryker, 2008 ; Espineira, 2008 ; Thomas, 2007 ; Califia, 2003) : cela démontre la pertinence du lien entre ces deux champs d'études.

Enfin, j'ai ancré ma recherche au sein des études trans, lesquelles se concentrent actuellement sur les expériences et les vécus des personnes trans (Stryker, 2006). Elles m'ont offert de nombreux concepts et outils permettant de mieux cerner la militance trans (Stryker, 2008 ; Espineira, 2008), les différents mécanismes d'oppression combattus (Spade, 2011 ; Bauer *et al.*, 2009), la diversité des stratégies utilisées par les activistes (Thomas, 2007 ; Califia, 2003), les tensions entre militants-es trans (Davidson, 2007) et les alliances avec d'autres mouvements sociaux (Baril, 2009 ; Namaste, 2005b ; Broad, 2002).

Cette étude a pour objectif de répondre aux questions suivantes : « Y a-t-il un mouvement trans émergent au Québec ? Si oui, qu'est-ce qui permet de l'affirmer ? » Elle est composée de six chapitres. Le premier chapitre aborde la problématique de cette recherche en caractérisant la militance trans dans divers contextes en se basant sur une partie de la littérature disponible aux États-Unis, en France et au Québec. Ce chapitre développe ensuite les enjeux de la militance trans, c'est-à-dire la régulation du changement d'identité de genre et la lutte contre le cissexisme. Il se termine par une présentation de la diversité des transidentités qui conduit à des tensions entre militants-es.



Le second chapitre présente l'orientation théorique. Il commence par une présentation des concepts de la sociologie des mouvements sociaux utilisés pour analyser la militance trans : les trois dimensions d'un mouvement social selon Lilian Mathieu, l'identité collective et la communauté. Dans un second temps, il aborde la remise en cause des normes de genre, de sexe et de sexualité dans les études féministes et les études trans. Dans un dernier temps, il se penche sur les alliances entre militants-es trans, avec des experts-es et avec les mouvements LGBTQ, féministes et d'autres populations marginalisées.

Le troisième chapitre explique en quoi mon positionnement de chercheur cis² engagé, allié à la lutte des militants-es trans, m'a poussé à privilégier une démarche qualitative, inspirée de l'épistémologie de la connaissance située féministe et respectueuse de l'évolution des études trans en me concentrant sur les expériences des douze militants-es trans rencontrés. Il présente ensuite la technique d'entrevue semi-dirigée et comment l'échantillon a été déterminé.

Les quatrième et cinquième chapitres explorent les résultats de mes entrevues avec les douze militants-es trans. Le chapitre IV présente les participants-es, les différents organismes trans identifiés ainsi que les tensions qui traversent la militance trans. Le chapitre V présente plusieurs enjeux qui traversent la militance trans, dont les objectifs, les stratégies de résistance et les alliances avec d'autres mouvements sociaux.

Dans le dernier chapitre, j'analyse plusieurs dimensions afin de savoir en quoi consisterait un mouvement trans émergent au Québec. Je me penche d'abord sur la dimension collective du mouvement trans en examinant la construction d'une identité trans collective et la formation d'une communauté trans. Je m'intéresse ensuite à la dimension conflictuelle en analysant en quoi les objectifs de la militance trans s'inscrivent dans un combat contre le cissexisme, et ainsi dans une remise en cause des normes de genre, de sexe et de sexualité. Enfin, je me penche sur les alliances entre le mouvement trans et les mouvements LGBTQ, féministe et d'autres populations marginalisées.

² Le terme « personne cis » est défini au début de la section 1.2.1.

Chapitre 1

CARACTÉRISER LA MILITANCE TRANS

Dans ce chapitre, j'aborderai plusieurs éléments importants à savoir sur la militance trans pour dresser les balises de ma problématique de recherche. L'objectif est de la caractériser en explorant les enjeux³ autour desquels les militants-es trans semblent se réunir ou se diviser. En effet, la mise en œuvre de revendications dans l'espace public par certaines pratiques, stratégies et formes d'engagement est fortement discutée par les militants-es trans.

Je commencerai par présenter quelques informations concernant l'émergence de la militance trans aux États-Unis, en France et au Québec. Ensuite je présenterai les enjeux traversant cette militance, qui semblent centrés autour du changement d'identité de genre et de la lutte contre le cissexisme. Pour terminer, j'explorerai la diversité des transidentités, ce qui représente des enjeux internes de tensions entre activistes.

1.1 LA MILITANCE TRANS

La militance ou l'activisme⁴ trans est défini par Alexandre Baril (2011a), un théoricien trans québécois, ainsi :

Le terme transactiviste est un nom et un qualificatif général permettant de désigner une diversité de personnes trans ou encore des personnes cis alliées des trans qui dénoncent la cisnormativité et qui défendent publiquement et politiquement les droits des personnes trans. Les transactivistes peuvent s'investir politiquement de différentes façons : au plan théorique (publication d'articles, de livres, de guides, de pamphlets), sur le terrain (actions directes, manifestations), dans les diverses sphères professionnelles et institutionnelles (partis politiques, syndicats, milieux communautaires et de la santé), etc. (p. 20)

Cette définition place la militance au cœur de la lutte contre la cisnormativité et pour la reconnaissance des personnes trans. De plus, elle expose les différents champs d'implications envisageables. En revanche, cet auteur considère comme militants-es trans les personnes cis alliées, c'est-à-dire ceux qui ne sont pas trans, mais s'investissent dans le combat contre la cisnormativité. Il s'agit d'une position qui fait débat au sein des études trans et d'un enjeu de la militance trans. Je traiterai de ce dernier dans le chapitre suivant quand j'aborderai l'alliance entre militants-es subissant une oppression et militants-es participant au combat contre cette oppression sans la subir. Mais pour le moment, regardons plutôt ce que dit la littérature existante à propos de la militance trans. Le mouvement trans états-unien est bien documenté, alors que le mouvement trans français l'est relativement et le mouvement trans québécois l'est très peu.

³ J'utilise le mot « enjeu » dans son sens commun.

⁴ Le mot « activiste » est l'acception anglaise du mot « militant ».

1.1.1 Aux États-Unis

Pour caractériser la militance trans états-unienne, je m'appuierai principalement sur les livres de Pat Califia, un écrivain trans, et de Susan Stryker, une chercheuse et théoricienne trans, ainsi que sur la thèse de doctorat de Megan E. Davidson. Cette dernière a mené une recherche sur l'activisme trans aux États-Unis basée sur quinze mois d'observation participante et une centaine d'entrevues avec des militants-es trans. Elle présente les objectifs de la militance identifiés par les personnes qu'elle a rencontrées :

Inclus dans les objectifs spécifiques identifiés comme faisant partie de la vision du changement social des transactivistes figurait la lutte pour le droit des jeunes d'être appuyés dans leurs familles et leurs écoles. [...] Lutter pour les [droits] juridiques était un autre objectif souvent nommé, y compris la modification des lois sur l'adoption et le mariage ; l'établissement de nouvelles politiques sur la création de nouveaux actes de naissance et documents d'identité ; la couverture de soins de santé liés aux réalités trans et les changements rendant illégale la discrimination basée sur l'identité et l'expression de genre dans l'emploi et le logement, comme la ratification d'une loi contre la discrimination à l'embauche inclusive du genre, par exemple. De plus, une portion des militants-es a affirmé que le retrait du diagnostic du *Gender Identity Disorder* et la fin de l'évaluation des personnes trans selon les normes de sexe et de genre binaires constitueraient un élément de succès. Finalement, mettre fin à la peur et la violence que vivent les personnes trans étaient un des objectifs communs des militants-es. (Davidson, 2007 : 282, traduction libre)

À partir de ces objectifs, on peut dégager une diversité d'enjeux qui guident la militance trans américaine. Pour Davidson, la compréhension de ces objectifs et des enjeux qui en découlent permettrait de dessiner les contours du mouvement trans en exposant ce que les activistes jugent prioritaires. Elle soutient notamment qu'on peut parler d'un mouvement trans justement parce qu'il y a des visions, des valeurs et des enjeux partagés (p. 272).

Califia (2003) a rédigé un livre sur le mouvement trans états-unien à partir d'une recension d'écrits. Pour lui, un premier type d'activisme s'est orienté vers l'accès au changement d'identité de genre :

Depuis la fin des années 1960, un nombre grandissant de travestis et de transsexuels se tourne vers l'arène politique afin d'améliorer leur condition et celle de leurs communautés. Au début, l'activisme transgenre se mobilisait sur plusieurs fronts : lutter contre les lois interdisant le travestisme et les politiques qui rendent difficile aux transsexuels l'obtention de documents administratifs (papiers d'identité et autres) conformes à leur genre de préférence ; faire pression pour une plus grande accessibilité à la réassignation sexuelle ; former des groupes pour les travestis et leurs partenaires ; informer le grand public sur le travestisme et le transsexualisme ; faire de l'action sociale afin que les personnes souffrant de dysphorie de genre aient plus facilement accès aux soins dont ils [sic] ont besoin pour supporter leur souffrance. Ce type d'activisme transgenre marche toujours très fort. (Califia, 2003 : 301)

Dans les années 1990, quatre éléments semblent avoir entraîné des évolutions et une diversification de la militance trans. Le premier élément est l'émergence du mouvement queer qui aurait permis, selon Califia (2003), le développement d'un second type d'activisme privilégiant une remise en cause des catégories de genre :

Jusqu'à la fin des années 1990, l'activisme transsexuel cherchait surtout à mieux faire accepter les transsexuels socialement, après réassignation. [...] Plus récemment, des activistes transgenres ont remis en question tout le système de genre, trop binaire et polarisé. Des dirigeants de la communauté de genre ont appelé les transsexuels à orienter leurs efforts politiques vers la mise en question radicale des notions d'« homme » et de « femme » plutôt que de s'attacher à être perçu comme membre de l'un ou l'autre des sexes par les non-transsexuels. Ceci coïncide avec l'augmentation du nombre de ceux qui se disent prêts à se déclarer d'un troisième sexe, transgenre, des deux genres, d'aucun genre ou intersexués, en insistant sur leur droit à vivre sans ou hors des catégories de genre que notre société s'efforce de rendre obligatoires et universelles. (Califia, 2003 : 335)

Susan Stryker (2008), dans son livre sur l'histoire du mouvement trans américain, estime aussi que l'apparition du mouvement queer aurait aidé à former une alliance entre gais, lesbiennes, féministes et



trans au sein de la lutte contre le VIH. Il s'agirait d'une « nouvelle sorte de politique d'alliance fortement et fièrement progaie, non séparatiste et anti-assimilationniste pour lutter contre le sida » (p. 134, traduction libre). Un signe de cette nouvelle forme de militance est la création du groupe Transgender Nation au sein de Queer Nation⁵ (p. 135).

Le second élément est l'apparition du VIH/sida, ce qui aurait permis aux groupes militants d'être financés en orientant leurs mandats vers la santé, comme l'illustre cette citation :

Du point de vue de la santé publique, les populations transgenres étaient désormais vues comme des populations « vulnérables » [...]. Le financement pour le sida est donc devenu un mécanisme important permettant d'apporter des ressources sociales et financières nécessaires aux communautés trans. [...] Les agences et les organismes de service luttant contre le sida sont devenus des centres de militance transgenre – ils accueillaient des groupes de soutien, animaient des rencontres communautaires et fournissaient de l'emploi à des personnes trans impliquées dans le travail d'intervention en santé et d'entraide. (Stryker, 2008 : 132-133, traduction libre)

Il semblerait que, grâce à ce financement public, plusieurs organismes ont pu développer un travail en direction de certaines populations trans marginalisées plus susceptibles d'être touchées par le VIH/sida, particulièrement celles qui exercent le travail du sexe.

Le troisième élément est la mise en place de campagnes pour dénoncer la violence contre les personnes trans. Plusieurs vigiles ont été organisées devant les cours de justice par le groupe états-unien Transsexual Menace chaque fois qu'un cas de violence anti-trans était jugé (p. 141). Ils auraient réussi à obtenir une forte attention médiatique. Cette orientation contre la violence et les crimes donnera naissance au début des années 2000 au Transgender Day of Remembrance, célébré internationalement chaque année pour commémorer les personnes trans mortes au cours de l'année (p. 148). Il s'agit d'un événement que des militants-es peuvent utiliser pour dénoncer la violence transphobe un peu partout à travers le monde.

Le quatrième élément est l'arrivée d'Internet. Pour Stryker (2008), l'expansion incroyable du mouvement trans dans les années 1990 n'aurait pas été possible sans l'arrivée de cette technologie. Eve Shapiro (2003), une chercheuse états-unienne, a mené une recherche sur les usages d'Internet par les militants-es trans à partir de 10 entrevues. Elle explique qu'Internet a transformé la militance des personnes trans de deux manières : 1. Internet est un outil utilisé aussi bien par les activistes que les organismes pour réduire les coûts et informer rapidement et efficacement ; 2. Internet est un espace qui permet le réseautage et le développement d'une identité collective, notamment par la plus grande facilité de se dévoiler sur le Net (p. 171).

1.1.2 En France

La militance trans française a été documentée par Maxime Foerster, qui a écrit un livre sur l'histoire des transsexuels en France, et par Karine Espineira, une chercheuse trans française ayant travaillé sur la visibilité médiatique des personnes trans. Selon Foerster (2006), on remarque, comme dans le contexte états-unien, une première effervescence à la fin des années 1960, notamment au sein du Front Homosexuel

⁵ *Queer Nation* connaîtra une ascension fulgurante au début des années 1990, avec la création de sections dans beaucoup de villes des États-Unis. Son existence est jugée brève, mais son influence sur les mouvements sociaux travaillant sur les enjeux de genre et de sexualité serait très importante (Stryker, 2008 : 134).

d'Action Révolutionnaire (p. 115), et une seconde dans les années 1990. Dans cette dernière période, trois groupes sont créés, montrant ici aussi une diversité au sein de la militance trans. Le premier est l'Association du Syndrome de Benjamin (ASB) :

L'action [de l'ASB] est diverse : soutien psychologique avec réunions et permanences téléphoniques, diffusion de l'information avec mise en place de dossiers pratiques et constitution d'une liste de médecins et avocats recommandés pour la qualité de leurs services. (p. 150)

Leurs activités semblent refléter un travail d'entraide et de sensibilisation de la communauté trans et de certains experts-es. Le second groupe, le Centre d'Aide, de Recherche et d'Information sur la Transsexualité et l'Identité de Genre, se serait créé en opposition aux notions psychiatrisantes auxquelles renvoie l'ASB⁶. La troisième association créée est le Groupe de prévention et d'action pour la santé et le travail des transsexuel(le)s (PASTT), une association de prévention du VIH/sida en direction des femmes trans travailleuses du sexe, qui est parvenue à se faire financer.

Si les années 1990 ont vu émerger une diversité de pratiques et d'organismes au sein de la militance trans en France, la littérature reflète trois changements importants dans les années 2000. Le premier est l'arrivée d'Internet qui aurait permis le développement fulgurant de la militance trans en France :

Les années 2000 sont marquées par une « explosion » du nombre de collectifs et d'associations transidentitaires. Ce phénomène semble lié à l'Internet à travers la multiplication des sites associatifs, pages persos, chats, forums et blogs. (Espineira, 2008 : 26)

Le second élément, lié au premier, est la régionalisation ; Foerster (2006) souligne la multiplication des groupes militants et insiste sur son développement en région :

Les récents développements du mouvement trans' [sic] indiquent que le réseau associatif devient de plus en plus dense à la fois par le nombre des adhérents mais aussi par sa médiatisation et sa répartition géographique : la création de plusieurs associations siégeant en province [...] souligne un rééquilibrage salubre au profit des villes de province. (p. 163)

Enfin, la lutte pour la dépsychiatisation des transidentités semble occuper une place de plus en plus importante au sein de la militance trans. À ce propos, Maude-Yeuse Thomas, une militante et théoricienne trans française, considère qu'il y a deux périodes dans l'activisme trans, la première soutenant la binarité des genres et la seconde la remettant en cause :

Nombre se revendiquent désormais d'une identité trans en rompant définitivement avec la binarité essentialiste régulant les comportements et le clivage homo/hétérosexualité qui devient ici sans objet. (Thomas, 2007)

Dans les années 2000, la création du Groupe Activiste Trans (GAT), un groupe influencé par le mouvement queer américain, semble être significative de cette nouvelle tendance de la militance trans en France. En effet, cet organisme composé de quatre activistes aurait organisé de nombreuses actions publiques de perturbation contre des psychiatres jugés transphobes (Espineira, 2008 : 30 ; Foerster, 2006 : 162).

⁶ L'Association du Syndrome de Benjamin porte dans son nom une charge psychiatrisante en associant les transidentités à une affection qui porte le nom du sexologue Harry Benjamin.



1.1.3 Au Québec

La militance trans au Québec est très peu documentée. Viviane Namaste (2005a), une chercheuse trans québécoise, a publié un livre sur la première génération de transsexuelles au Québec basé sur quatorze entrevues avec des femmes ayant vécu en tant que transsexuelles entre 1955 et 1980. Elle soutient que le milieu des cabarets et les bars liés au travail du sexe « remplissaient à la fois des fonctions de travail, de loisir et de rassemblement communautaire » (p. 54). C'est à partir de ces réseaux sociaux que les femmes transsexuelles auraient pu s'échanger de l'information sur le processus de changement de sexe, recommander des médecins et développer un marché *underground* de distribution d'hormones (p. 77). La chercheuse ajoute que la création de l'Association des Transsexuels et Transsexuelles du Québec (ATQ), en 1980, a « comblé beaucoup de lacunes importantes dans ce domaine en offrant une écoute attentive, de l'information et une aide précieuse aux transsexuelles du Québec » (p. 98). Peu de recherches récentes ont abordé la militance trans au Québec ; c'est pourquoi j'ai choisi d'interroger des militants-es trans.

Dans les contextes états-unien et français, la militance trans aurait connu beaucoup d'évolutions et de changements au cours des années 1990 et 2000. On pourrait parler d'une émergence de la militance trans qui s'exprime de différentes manières et avec des objectifs et enjeux pluriels. Par exemple, certains militants-es semblent privilégier une facilitation du changement d'identité de genre afin de passer d'une catégorie de genre à l'autre, alors que d'autres préfèrent remettre en cause l'existence même des catégories binaires de genre. Ces objectifs apparemment différents nous amènent à penser qu'il est pertinent d'approfondir ce qu'analyse la littérature quant aux enjeux qui traversent la militance trans.

1.2 LES ENJEUX DE LA MILITANCE TRANS : CHANGER D'IDENTITÉ DE GENRE ET COMBATTRE LE CISSEXISME⁷

J'aborderai dans cette partie les enjeux de la militance trans exposés dans la littérature. Je commencerai par présenter différentes visions de la cisnormativité, du cissexisme et de la transphobie en tant que système d'oppression. J'aborderai ensuite le changement d'identité de genre, sa régulation par les institutions médicales et juridiques. Je terminerai en exposant d'autres questions liées à la marginalisation des personnes trans qui soulèvent à leur tour d'autres enjeux pour les militants-es.

1.2.1 Une vision systémique de la transphobie : le cissexisme

Le concept de transphobie recouvre à la fois une dimension institutionnelle et médico-légale, ainsi qu'une dimension personnelle inscrite dans les rapports interindividuels. Certains auteurs-es tendent à privilégier cette seconde dimension en parlant d'hostilité et d'aversion (Krikorian, 2003 : 406) ; de sentiment de malaise, voire de répulsion (Lombardi, 2009 : 979) ; ou encore d'attitudes négatives comme la haine, le dégoût, la rage ou l'indignation morale (Bettcher, 2007 : 46). Plusieurs recherches statistiques montrent en effet l'importance de la violence contre les personnes trans (Grant *et al.*, 2011 : MAG et HES, 2009 ; Courvant et Cook-Daniels, 1998). Celle-ci s'en prendrait particulièrement aux personnes trans dont l'apparence, l'anatomie ou les papiers d'identité seraient différents de leur genre d'identification (Hébert *et al.*, 2012).

⁷ Cette partie a été rédigée en même temps qu'un article ; beaucoup d'éléments présents ici s'y retrouvent (Enriquez, 2013).

D'autres auteurs-es ont élaboré de nouvelles notions afin de souligner la dimension systémique de cette oppression⁸, comme la cis(genre)normativité (Bauer *et al.*, 2009 ; Baril, 2009) et le cissexisme (Hibbs, 2014 ; Serano, 2007). En effet, selon Baril, les néologismes « cisgenres » et « cissexuels » désignent les personnes dont le genre et le sexe correspondent au sexe qui leur a été assigné à la naissance. Pour lui, « la cisgenre normativité postule que les personnes qui s'accommodent du genre assigné à la naissance sont plus normales que les personnes qui décident de vivre dans un autre genre et qui effectuent des transitions de sexe » (p. 283). La cismnormativité expliquerait ainsi la marginalisation des personnes trans et la lutte contre cette oppression serait au cœur de la militance trans.

Cette définition est relativement similaire à celle employée par le projet de recherche communautaire ontarien Trans Pulse (Bauer *et al.*, 2009), pour qui la cismnormativité modèlerait les politiques et les pratiques des individus et des institutions de manière à rejeter l'existence ou la visibilité des personnes trans. Les auteurs-es expliquent que deux formes d'invisibilisation sont présentes dans les institutions médicales : une première informationnelle correspondant au manque d'information sur les personnes trans dans la production et la diffusion du savoir médical (p. 352), une seconde institutionnelle marginalisant les personnes trans en ne développant ni politiques ni pratiques qui accommodent les personnes trans (p. 354). Les auteurs-es expliquent :

Le processus d'effacement dans la production et la diffusion d'information ainsi que dans les protocoles, pratiques et politiques institutionnels crée un système aggravant la marginalisation des personnes trans. (p. 359, traduction libre)

Les chercheurs-es mettent ainsi en évidence comment des politiques cismnormatives excluent et marginalisent les personnes trans de manière indirecte en omettant leur existence.

De plus, la théoricienne et activiste trans états-unienne, Julia Serano (2007), considère que la transphobie s'en prendrait à l'ensemble des personnes trans, alors que le cissexisme s'attaquerait spécifiquement aux personnes transsexuelles, jugées inférieures ou moins authentiques que les personnes cissexuelles (p. 12). L'*Encyclopedia of Critical Psychology* a récemment proposé une autre définition du cissexisme : l'ensemble des personnes qui ne s'identifient pas à leur sexe ou genre de naissance seraient considérées comme déviantes et malades. Cette définition précise que le terme « cissexisme » a été développé dans les milieux militants LGBT dès les années 1990 et est actuellement de plus en plus utilisé (Hibbs, 2014 : 235-236).

Par ailleurs, un théoricien et activiste trans états-unien, Dean Spade (2011), propose une définition de la transphobie à partir d'une vision foucauldienne⁹, prenant appui sur trois modes de pouvoir : agresseur/victime, disciplinaire et gestion de la population. Le premier aspect est défini comme un mode de pouvoir agresseur/victime (p. 102-103) : une personne commet des actes transphobes qui excluent ou réduisent l'accès des personnes trans à des opportunités, à la santé, voire à la vie. Il s'agit d'une première conception de la transphobie ancrée dans les rapports interindividuels et composée d'une variable intentionnelle, ce que critique l'auteur, jugeant cette vision trop limitée. Elle révèle toutefois comment les interactions entre

⁸ Selon Iris-Marion Young (1990), cinq aspects peuvent caractériser une oppression : l'exploitation, la marginalisation, l'impuissance, la domination culturelle et la violence.

⁹ Spade (2011) s'inspire de la conception du pouvoir de Foucault : « Le pouvoir n'est pas une question d'un individu dominant ou d'une institution dominante, mais se manifeste plutôt dans les lieux interconnectés et contradictoires où prennent racine et circulent les régimes du savoir et de la pratique » (p. 22, traduction libre).



les individus peuvent être le lieu de problèmes vécus par les personnes trans et pourquoi ces interactions constituent un enjeu pour les militants-es luttant contre le cissexisme.

Le second aspect est caractérisé par un mode de pouvoir disciplinaire. Selon Spade, certaines institutions, comme la médecine, seraient au cœur de ce mode de pouvoir, car elles apprennent aux personnes comment modifier leur manière d'être afin de mieux s'ajuster aux normes de genre (p. 104). L'intériorisation des normes pousse les personnes à agir de manière à s'adapter aux standards de « bon comportement », et à encourager et contraindre autrui à les suivre (p. 120). Le contrôle par les institutions des normes de genre et des règles de changement d'identité de genre représenterait ici un second enjeu pour les activistes trans. Spade ajoute que les stratégies de résistances au mode de pouvoir disciplinaire se concentrent sur la mise en relief des normes afin de concevoir comme légitimes d'autres possibilités de manières d'être (p. 108). Enfin, une autre stratégie serait de resignifier certains actes ou certaines identités que d'autres considèrent comme un crime ou une maladie, par exemple les transidentités (p. 109).

Le troisième aspect est un mode de pouvoir basé sur la gestion de la population. En obligeant les personnes à définir leur genre chaque fois qu'elles remplissent un formulaire administratif, les institutions créent des barrières qui excluent certaines catégories de personnes, ici celles qui ne sont pas clairement identifiées comme homme ou femme (p. 110-121). Spade invite ainsi à concevoir l'utilisation du genre comme catégorie administrative par toute une série d'institutions comme problématique pour les personnes trans (p. 123).

Les différentes utilisations des concepts de cisnormativité, de cissexisme et de transphobie montrent que cette oppression peut s'exprimer de manière interindividuelle ou institutionnelle, directe ou indirecte. Je privilégie pour ma part le terme « cissexisme », défini comme l'oppression réprimant les individus qui franchissent la frontière du genre et encourage la plupart des personnes à s'accommoder du genre assigné à leur naissance.

1.2.2 Changer d'identité de genre¹⁰

Comme mentionné au début de ce chapitre, la lutte pour l'accès et la facilitation du changement d'identité de genre par des actions d'entraide et de sensibilisation semble occuper une place importante dans le combat des personnes trans. L'expression « personnes trans », ou parfois « personnes transidentifiées », englobe un large éventail de personnes dont l'identité ne correspond pas, ou du moins pas exclusivement, au genre qui leur a été assigné à la naissance (Hébert *et al.*, 2012). Ces personnes effectuent un changement d'identité de genre, aussi appelé transition. Selon Thomas (2007), celle-ci doit être comprise comme « une composante du développement de l'identité socio-subjective et non un processus limité dans le temps, un simple passage ».

Dans le cadre du projet de recherche-intervention sur les aînés-es trans au Québec, Billy Hébert, Line Chamberland et moi-même (2012) considérons que la transition de genre peut s'effectuer sur les plans

¹⁰ L'identité de genre est conçue comme dynamique ; elle est composée d'un sentiment d'unité personnelle (identité pour soi) et d'un travail d'adaptation à un environnement (identité pour autrui) (Dubar, 2001 : 4). Bien que certaines personnes trans considèrent ne pas changer d'identité de genre, car elles s'identifient depuis toujours à un genre différent de celui assigné à leur naissance, elles pourront opérer certaines modifications sociales, médicales ou juridiques afin d'être considérées par autrui comme appartenant au genre auquel elles s'identifient.

social, médical ou juridique. Au plan social, la transition peut inclure le dévoilement à son entourage de la volonté de changer d'identité de genre, des demandes d'utiliser un prénom et des pronoms différents de ceux utilisés jusqu'à présent ainsi que le port de vêtements associés au genre d'identification. Au plan médical, la transition peut être constituée de traitements hormonaux permettant une féminisation ou une masculinisation du corps et de traitements chirurgicaux changeant l'anatomie physique des personnes trans. Au plan juridique, la transition peut être composée d'un changement de prénom et d'un changement de la mention de sexe sur les papiers d'identité. Les différentes étapes possibles de la transition semblent représenter autant d'enjeux autour desquels les militants-es trans peuvent s'entraider et agir afin de les rendre plus accessibles.

Il est important de préciser que chaque parcours de transition est unique, selon l'Action Santé Travesti(e)s et Transsexuel(le)s du Québec (ASTT[e]Q) :

[L]es priorités dans le contexte d'une transition varient à tel point d'un individu à l'autre qu'il n'y a pas de formule unique pour mener à bien une telle démarche. Certaines personnes subissent de nombreuses chirurgies, d'autres une ou deux. D'autres encore n'en subissent aucune. Les facteurs déterminants quant à la façon dont une personne transitionne médicalement comprennent ses préférences personnelles, ses capacités, sa santé, sa situation financière, et son statut au pays s'il est immigrant. (2011 : 43)

Bien qu'on retrouve une diversité importante de parcours de transition, les personnes qui transitionnent rencontrent des obstacles semblables. Ceux-ci sont régulés par la marginalisation sociale des personnes trans ainsi que par des institutions médicales et juridiques. Cela pourrait expliquer pourquoi faire sa transition semble représenter un enjeu si important pour les militants-es trans.

1.2.2.1 La régulation du changement d'identité de genre par les institutions médicales et juridiques aux États-Unis

Le changement d'identité de genre est régulé et contrôlé par plusieurs institutions médicales et juridiques. Cette régulation est remise en cause par de nombreux chercheurs-es et militants-es trans (Espineira, 2008 ; Stryker, 2008 ; Thomas, 2007 ; Reucher, 2006 ; Lev, 2005 ; Krikorian, 2003), puisqu'elle donne un pouvoir décisionnel important aux divers professionnels-les de la santé, notamment ceux en santé mentale. Notons particulièrement la quatrième édition révisée du *Manuel diagnostique et statistique des troubles mentaux* (DSM) publié par l'Association américaine de psychiatrie et la *Classification Internationale des Maladies*¹¹ de l'Organisation mondiale de la santé. Au sein de ces documents de référence pour les soins de santé, il est prescrit qu'une personne trans doit recevoir un diagnostic psychiatrique de « trouble de l'identité de genre¹² » (*gender identity disorder*) basé sur des critères précis pour faire sa transition (APA, 2000 : 535-538). Cette pathologisation permet aux individus diagnostiqués d'avoir accès aux traitements médicaux liés à la transition et, dans de nombreux contextes, au changement de prénom et de mention de sexe. Mais pour ce faire, ils doivent d'abord être considérés comme malades.

À ce propos, Stryker (2008 : 16) explique que le diagnostic de trouble de l'identité de genre est très controversé aux États-Unis. D'un côté, ce diagnostic pousse à considérer les transidentités comme

¹¹ Pour plus d'information : who.int.

¹² La cinquième édition du DSM, qui paraîtra en 2013, devrait renommer la catégorie de TIG en « dysphorie de genre ». Cela s'inscrirait dans une volonté de ne plus considérer les transidentités comme un trouble mental, tout en conservant une catégorie au sein de ce manuel.



psychopathologiques en obligeant les personnes trans à le recevoir pour accéder aux procédures médicales et juridiques de changement de genre (traitements hormonaux et chirurgicaux, changement de prénom et de mention de sexe). De l'autre, il représenterait un moyen d'obtenir des remboursements pour certaines procédures médicales. Dans le cadre du National Transgender Discrimination Survey, le National Center for Transgender Equality (NCTE) et la National Gay and Lesbian Task Force (NGLTF) ont interrogé 6450 personnes trans vivant aux États-Unis. Cette recherche a permis de mettre en évidence la dimension quantitative du problème. En effet, seulement 21 % des répondants-es ont modifié l'ensemble de leurs papiers d'identité et 33 % n'en ont modifié aucun (Grant *et al.*, 2011 : 139). Ces difficultés à changer ses papiers d'identité peuvent avoir des conséquences importantes : 40 % des répondants-es ont rapporté avoir été agressé-e-s en montrant une pièce d'identité qui ne correspondait pas à leur identité de genre, 15 % ont été exclus d'un lieu et 3 % ont subi des violences (p. 153). Par ailleurs, une thérapeute spécialisée dans les besoins des personnes LGBT, Arlène Istar Lev (2005), conçoit le diagnostic de trouble de l'identité de genre comme un instrument de contrôle social basé sur des préjugés sexistes et hétérosexistes qui renforcerait la binarité des genres. Ce diagnostic stigmatiserait les personnes trans en les considérant toutes comme ayant des maladies mentales.

1.2.2.2 La régulation du changement d'identité de genre par les institutions médicales et juridiques en France

En France, il semble y avoir plus d'unanimité sur la question de la psychiatisation. Eric Macé (2010) souligne justement que « c'est sur la base de cette catégorie psychiatrique que se fonde encore de nos jours l'institution médico-légale du transsexualisme : le diagnostic permet d'accéder aux traitements hormono-chirurgicaux » (p. 505). Deux militantes et théoriciennes trans françaises, Maude-Yeuse Thomas et Karine Espineira, placent la psychiatisation des transidentités au cœur du cissexisme par sa volonté de maintenir en place le système binaire de genre. Thomas considère que le DSM est « un instrument étatique d'un type de pensée et de société générant discrimination, inégalité et infériorisation, d'autant plus efficace que son pouvoir est nié et son impact décisif » (Thomas, 2007). Espineira s'oppose vivement à la littérature psychologique et psychiatrique en général, qui serait devenue une instance de contrôle de la binarité des sexes et des genres en maintenant le groupe des personnes trans comme une exception permanente (Espineira, 2008 : 27). Ainsi, il semble que, selon ces auteurs-es français, les manifestations les plus lourdes de la transphobie proviendraient du rapport des personnes trans aux experts-es détenant le pouvoir de déterminer qui a accès à une transition médicale et juridique (Krikorian, 2003 : 408), rapport auquel les militants-es trans tentent de s'opposer en prenant la parole et en créant des associations de défense des droits (Reucher, 2006).

1.2.2.3 La régulation du changement d'identité de genre par les institutions médicales et juridiques au Québec

Après avoir abordé la vision de la régulation du changement d'identité de genre par des auteurs-es états-uniens et français, j'aborderai le cas du Québec en consultant un guide de l'ASTT(e)Q et le peu de documentation universitaire disponible sur le sujet. Plusieurs institutions gouvernementales sont au centre des politiques de changement de genre : la Régie de l'assurance maladie du Québec (RAMQ) et l'Agence de la santé et des services sociaux contrôlent l'accès au système de santé public, tandis que le Directeur de l'état civil (DEC) établit les règles de changement de prénom et de mention de sexe. Ces institutions sont de juridiction provinciale et sont donc administrées par le gouvernement du Québec.

L'ASTT(e)Q, dans son guide de référence créé afin d'outiller les personnes trans dans leur processus de transition, décrit les règles en place au Québec à propos du changement d'identité de genre, que je résume ici :

- Tous les médecins sont autorisés à prescrire des hormones, cependant la plupart d'entre eux envoient les personnes trans vers des spécialistes qui exigent une lettre d'évaluation d'un-e professionnel-le en santé mentale confirmant que la personne a bien reçu un diagnostic de trouble d'identité de genre. Ces lettres peuvent uniquement être acquises lors de consultations payantes et non remboursées par la RAMQ (ASTT(e)Q, 2012 : 26-27).
- Afin d'avoir accès aux traitements chirurgicaux au sein du système de santé public québécois, deux lettres d'évaluation de professionnels-les en santé mentale sont exigées, ainsi qu'une preuve de traitement hormonal.
- À la suite d'une consultation chirurgicale, une demande d'approbation gouvernementale doit être envoyée par le ou la chirurgien-ne à l'Agence de la santé et des services sociaux. Une fois l'approbation confirmée, la personne trans peut avoir accès aux traitements chirurgicaux qu'elle souhaite recevoir (p. 47-48).
- Pour le changement de prénom, une lettre d'un-e professionnel-le en santé mentale ainsi qu'une preuve de transition médicale (traitement hormonal ou chirurgical) sont exigées par le DEC. Il est aussi possible de changer de prénom en montrant des preuves d'utilisation d'un prénom pendant cinq ans ; cette seconde règle est universelle à la population québécoise et ne concerne ainsi pas spécifiquement les personnes trans (p. 62-65).
- Pour changer de mention de sexe, le DEC demande une preuve qu'il y a eu « modification structurale des organes génitaux »¹³, soit une hystérectomie pour les hommes trans et une vaginoplastie pour les femmes trans.

Cela signifie que, pour suivre la voie institutionnelle, il faut être capable d'accéder à un traitement hormonal puis chirurgical avant de pouvoir entamer les démarches pour changer sa mention de sexe. La régulation par les institutions médicales et juridiques semble ainsi rendre le changement de genre long et complexe, surtout pour les personnes ne souhaitant pas recevoir de traitements chirurgicaux ou n'ayant pas les moyens financiers de rencontrer des professionnels-les de la santé mentale afin de recevoir les lettres d'évaluation nécessaires.

Quelques recherches au Québec se sont penchées sur la régulation du changement de genre par les institutions médicales et juridiques. Sur le plan médical, la recherche sur les aîné-es trans révèle les barrières à l'accès aux soins de transition :

Pour les personnes amorçant leur transition en tant qu'ainé-es, nous estimons qu'il existe quatre sortes de difficultés : 1) les délais associés à l'obtention de lettres de la part des intervenant-es en santé mentale et la tendance de certains à faire attendre les aîné-es inutilement, 2) la rigidité des processus d'obtention de ces lettres et l'approche des professionnel-les en santé mentale souvent basée sur la confrontation, 3) le manque de soutien holistique offert par ces intervenant-es

¹³ Pour plus d'information : etatscivil.gouv.qc.ca.



et 4) le fait que les intervenant-es en santé offrant des soins de transition se plient au modèle d'obtention d'un diagnostic, et leur attitude parfois condescendante face à leurs patient-es et client-es de tous âges. (Hébert *et al.*, 2012)

Les chercheurs-es précisent également que ces barrières identifiées auprès d'une population d'ainés-es trans sont valables pour toute personne entamant une transition. La régulation médicale du changement d'identité de genre semble ainsi poser problème à de nombreux égards aux personnes trans.

Sur le plan juridique, deux études ont été identifiées. Nathalie Duchesne (2009), dans son mémoire de maîtrise sur les politiques du Directeur de l'état civil quant au changement de prénom et de mention de sexe, explique : « Une violence indirecte étatique de normalisation se retrouve dans les politiques qui gèrent le changement de mention du sexe et du nom au Québec » (p. 3). Selon l'auteure, les personnes qui veulent modifier leur désignation de sexe doivent se plier à des protocoles qui limitent les formes d'expression de leur sexe ou de leur genre.

Par ailleurs, deux juristes, Marie-France Bureau et Jean-Sébastien Sauvé, se sont penchés sur la question du changement de la mention de sexe d'un point de vue juridique. Ils expliquent que les exigences de modification corporelle équivalent à rendre obligatoire la stérilisation pour obtenir son changement de mention de sexe :

[N]on seulement la modification structurale des organes sexuels, et destinée à changer les caractères sexuels apparents est exigée, mais également des chirurgies beaucoup plus intrusives menant nécessairement à la stérilisation de la personne trans. La stérilisation devient donc une condition inavouée, mais bien présente, puisque sans celle-ci, le Directeur de l'état civil refuse la demande de changement de la mention du sexe. (Bureau et Sauvé, 2011 : 15)

Ainsi, les personnes qui ne peuvent pas ou ne veulent pas avoir recours à ces traitements médicaux se retrouvent avec une mention de sexe sur leurs papiers d'identité qui ne concorde pas avec leur identité de genre. Cela peut avoir pour conséquence un dévoilement involontaire de leur transidentité quand elles doivent présenter des documents d'identification, et éventuellement à des humiliations et de la violence.

1.2.3 Exclusion, marginalisation et reconnaissance des personnes trans

D'autres enjeux que celui de l'accès à la transition semblent importants au sein de la militance trans ; certains sont liés à la marginalisation des personnes trans qui a pour conséquence de les rendre inaudibles, de les criminaliser et de leur faire subir violences et discriminations.

Souvent sans papiers d'identité, les membres de cette communauté constituent une population non-institutionnelle, hors des réseaux officiels de la société québécoise. A cause de cette marginalisation, la voix des transsexuelles est négligée. Trop souvent les transsexuelles n'ont pas droit à la parole : les psychiatres, les intellectuels, les professionnels de la santé et les journalistes s'en chargent, déformant la réalité de leur vie quotidienne. (Namaste, 2005a : 7)

Selon cette chercheuse, la marginalisation rendrait inaudible la voix des personnes trans au profit des experts-es parlant de leurs réalités. L'exclusion des personnes trans des institutions serait liée à la politique de l'état civil, aux barrières aux soins de santé, à la criminalisation de la « prostitution » et aux pratiques abusives de la police (Namaste, 2005b : 3). L'exclusion et la marginalisation peuvent s'exprimer également au sein des milieux de travail, scolaire, familial, de la santé et des services sociaux et de l'espace médiatique.

Dans le milieu du travail, Krikorian (2003) explique qu'une des expressions les plus manifestes de la transphobie se trouve dans l'accès à l'emploi. En effet, la visibilité de la transidentité provoque le plus souvent l'exclusion du monde du travail : « renoncer à son emploi, ne plus en trouver parce que le nom ou la photo d'identité ne correspondent pas à l'apparence, parce que la transformation du corps est amorcée et ne peut plus être dissimulée » (Krikorian, 2003 : 408). La marginalisation des personnes trans aurait pour conséquence une exclusion du marché du travail légal¹⁴. Dans ce contexte, le recours au travail non déclaré, marginalisé ou au travail du sexe est la seule issue possible pour beaucoup de femmes transsexuelles. Le système d'exclusion aurait ainsi tendance à s'autoalimenter.

Dans le milieu scolaire, une recherche récente sur les expériences de neuf jeunes trans au Québec révèle :

[L]es jeunes trans participant à notre étude, tout comme ceux présentés dans les recherches nord-américaines ou françaises, expérimentent diverses formes de discrimination, de harcèlement et de violences, et ce, particulièrement au niveau secondaire. Les jeunes trans présentés ici en ont rapporté plusieurs : qu'il s'agisse de l'exclusion et du rejet dont ils sont victimes, du harcèlement verbal et des agressions verbales (injures, insultes, rumeurs, menaces, *name calling*, etc.) ou encore du harcèlement et des agressions physiques (se faire suivre, se faire enfermer dans les casiers, se faire lancer des objets, se faire battre, etc.). (Chamberland *et al.*, 2011 : 40)

Les chercheurs-es précisent que la transphobie présente en milieu scolaire peut avoir une influence négative sur le bien-être psychologique et le cheminement scolaire des jeunes trans.

La transphobie serait également présente au sein du milieu familial. À ce propos, plusieurs guides ont été produits en Ontario afin de soutenir les parents trans (Pyne, 2012) ou les enfants trans (CTYS, 2008). La recherche menée auprès de 90 jeunes trans en France montre le rôle de la famille pour les jeunes en transition :

Interrogés sur les situations de transphobie dans la famille et avec les amis, les jeunes personnes trans témoignent à la fois d'une forte protection de leur famille et de leurs proches mais aussi pour une autre part d'actes de transphobie extrêmement violents comme par exemple le reniement et l'exclusion (20 % d'entre eux) ainsi que du déni qui prend la forme d'indiscrétions insultantes et de non-dit. (MAG et HES, 2009 : 3)

La famille semble ainsi être un milieu où du soutien peut être trouvé, mais également où de la transphobie peut être vécue.

Dans le milieu de la santé et des services sociaux, un problème majeur est l'accès aux services, au soutien et à l'information. Ceci peut également constituer un enjeu de la militance trans. Les résultats du projet de recherche communautaire Trans Pulse, présentés plus tôt, montrent comment la cisnormativité présente au sein des milieux de la santé provoque une invisibilisation et une marginalisation des personnes

¹⁴ Une recherche états-unienne, le National Transgender Discrimination Survey, montre un « harcèlement presque général au travail » avec 90 % des personnes interrogées ayant rapporté des expériences de harcèlement ou de mauvais traitements, ou qui ont agi pour les éviter. 26 % des répondants-es disent avoir perdu leur travail du fait de leur transidentité. Par ailleurs, le nombre de personnes trans ayant des revenus annuels inférieurs à 10 000 \$ est quatre fois plus élevé que dans la population générale. 71 % des répondants-es disent avoir tenté d'éviter de subir des discriminations en cachant leur transidentité, alors que 57 % disent avoir retardé leur transition pour les mêmes raisons. Enfin, 16 % des répondants-es disent avoir eu recours à du travail clandestin pour avoir des revenus, dont 11 % qui ont pratiqué le travail du sexe (Grant *et al.*, 2011 : 51).



trans (Bauer *et al.*, 2009). Par ailleurs, le projet de recherche sur les aînés-es trans a identifié trois barrières à l'accès aux milieux de la santé et des services sociaux :

1) l'inconfort de certains intervenants-es face aux personnes trans, 2) leurs préjugés et la curiosité dont certains font preuve face aux personnes trans, et 3) les gestes et paroles perçues comme homophobes ou transphobes. (Hébert *et al.*, 2013)

Les intervenants-es de la santé et des services sociaux peuvent donc avoir des comportements transphobes de manière directe ou indirecte.

L'espace médiatique semble représenter un autre enjeu de la militance trans. En effet, dans sa recherche sur la première génération de transsexuelles à Montréal, Namaste insiste sur le rôle clé qu'a tenu la médiatisation internationale de deux femmes transsexuelles, Christine Jorgensen et Coccinelle, dans le processus d'acceptation du désir de changer de sexe (Namaste, 2005a : 72). La publication de l'autobiographie de Christine Jorgensen en 1967 aux États-Unis aurait « déterminé les conditions de compréhension et de discussion de la transsexualité par le grand public pour les décennies à venir » (Califia, 2003 : 28). Pour sa part, Coccinelle, une figure de la culture cabaret transgenre parisienne, « incarne tout au long des années 1950 et 1960 la condition transsexuelle aux yeux du grand public » (Foerster, 2006 : 71). Durant cette période, il semblerait que seules les femmes trans soient médiatisées. Selon Califia (2003), la première autobiographie d'un homme trans est publiée par Mario Martino en 1977 ; il explique que le « manque de notoriété [de cet ouvrage] illustre à lui seul les différences de regards portés sur les transsexuels MTF et FTM » (p. 61). Espineira (2008) a mené une recherche sur la place des personnes trans et du discours sur les transidentités dans les médias télévisés en France.

Via le prisme du tube cathodique, l'énoncé d'une transition fera finalement toujours plus appel à l'émotion de la compassion qu'à la réflexion de l'interrogation comme vecteur d'acceptation ou d'intégration. (p. 167)

Cette citation évoque comment la visibilité télévisée a tendance à reproduire la marginalisation des personnes trans.

1.3 LA DIVERSITÉ DES TRANSIDENTITÉS¹⁵

Après avoir abordé les enjeux de la militance trans liés au changement d'identité de genre et au cissexisme montrant que beaucoup de personnes trans partagent des expériences similaires, je me pencherai sur les rapports de pouvoir internes qui permettent de révéler la diversité des transidentités. J'ai identifié dans la littérature quatre facteurs de tensions : les différentes lectures de l'identité trans, le genre d'identification, l'orientation sexuelle et le statut économique et social.

Le premier facteur de tension est composé des différentes identités trans existantes. En effet, les transidentités peuvent inclure des personnes transsexuelles, transgenres, travesties ou encore genderqueers. Certaines définitions incluent également des personnes intersexes¹⁶, des femmes butches

¹⁵ J'approfondirai les enjeux abordés dans cette partie dans le chapitre suivant, quand j'aborderai la question des alliances entre militants-es trans.

¹⁶ Les personnes intersexes naissent avec une ambiguïté sexuelle, dans le sens où « les organes génitaux de la personne ne correspondent pas aux standards mâle et femelle » (sur le site asso.orfeo.free.fr). Selon Stryker, les militances trans et intersexes aux États-Unis sont relativement différentes (p. 9), mais se rejoignent (139). Selon Foerster (2006), plusieurs associations trans françaises ont pris en charge les questions liées à l'intersexuation (p. 163).

et des hommes efféminés. On assiste au sein des études trans à la création d'un terme permettant d'unifier ces différentes catégories. Le terme « *transgender* » apparaît au milieu des années 1990 dans le contexte anglo-américain (Stein, 2004 : 206 ; Stone, 2000 : 1966). Le terme « transidentité » apparaît au courant des années 2000 dans le contexte francophone (Espineira, 2000 : 16, 35) ; il lui est parfois préféré l'adjectif « trans » qui représente un « qualificatif général permettant de désigner une diversité de personnes trans, sans pour autant prétendre en faire une catégorie homogène » (Baril, 2011a : 20).

Les différentes catégories de personnes trans ont tendance à se former en fonction de leur rapport au changement d'identité de genre. Les personnes transsexuelles effectueraient une transition d'un genre à l'autre avec traitements hormono-chirurgicaux, les personnes genderqueers et transgenres à changer de genre sans forcément utiliser de traitements (ASTT[e]Q, 2011 : 10) ou à se considérer à la fois homme et femme ou ni l'un ni l'autre, et les personnes travesties à changer de genre de manière intermittente.

Deux recherches menées aux États-Unis auprès d'activistes trans ont exploré les tensions liées à l'identité trans. Selon Davidson (2007), « [d]éfinir, élargir, rétrécir et remettre en question la catégorie transgenre est un thème récurrent dans cette dissertation » (p. 270, traduction libre). Elle explique qu'une partie des personnes intersexes et des séparatistes transsexuels-les demandent à être retirées de la catégorie *transgender*, alors que les personnes genderqueers ne sont pas sûres d'être les bienvenues sous ce terme parapluie (p. 272). Par ailleurs, Kendal L. Broad (2002) a rédigé un article sur les processus de (dé)construction identitaires au sein du mouvement trans états-unien dans les années 1990, à partir de 47 entrevues informelles. Selon elle, il existe des tensions entre les différents sous-groupes de la communauté trans qui se sont souvent exprimées par des débats et ont participé au processus de création de normes et de régulations par rapport à ce que cela signifie d'être trans (p. 250-251). Ainsi, la catégorie trans n'est pas homogène, et les sous-catégories ne le sont pas non plus.

Le second facteur de tension est le genre d'identification. Les processus de transition des femmes trans et des hommes trans¹⁷ sont très différents, notamment aux plans social et médical. Les premières veulent généralement se féminiser, et les seconds, se masculiniser. À ce propos, le National Transgender Discrimination Survey rapporte à de nombreuses reprises des différences de vécu de discrimination entre les hommes et femmes trans (Grant *et al.*, 2011). Étant donné que les processus de transition et les expériences de transphobie sont différents, on pourrait penser que les activistes trans n'ont pas toujours les mêmes priorités et peuvent développer des réseaux sociaux différents. De plus, la lutte contre le sexisme pourrait représenter un enjeu important pour les femmes trans, qui vivent des expériences de sexisme en plus de la cisnormativité, voire pour les hommes trans, qui ont vécu du sexisme auparavant (Baril, 2009 : 287).

Le troisième facteur de tension est lié à l'orientation sexuelle. Les personnes trans peuvent être homosexuelles, hétérosexuelles, bisexuelles, queers, ou autre. Avec le changement d'identité de genre, il y a changement d'orientation sexuelle. Par exemple, une femme cissexuelle lesbienne deviendra un homme trans hétérosexuel si son désir sexuel n'évolue pas au cours de sa transition ou pourra également voir son désir évoluer vers la bisexualité ou l'homosexualité masculine. Il semble, en effet, que beaucoup de personnes trans voient leur désir sexuel évoluer au cours de leur transition. Par ailleurs, les personnes

¹⁷ Je parlerai de « femmes trans » pour désigner des personnes assignées au sexe masculin à la naissance ayant féminisé leur genre (aussi nommés MTF), et d'« hommes trans » pour désigner des personnes assignées au sexe féminin à la naissance ayant masculinisé leur genre (aussi nommés FTM). Cette conception est celle des études trans ; elle s'oppose au champ scientifique et médical qui a tendance à nommer les personnes trans par leur sexe assigné à la naissance (Baril 2011a).



trans formeraient un groupe majoritairement LGBTQ¹⁸ (NTCE et NGLTF, 2011), ce qui peut laisser penser que la lutte contre l'homophobie, la lesbophobie et la biphobie représente un enjeu de la militance trans.

Le quatrième facteur de tension est lié au statut économique et social. Selon Stryker (2008), la militance trans était divisée par des enjeux de classe et de race dès les années 1970 (p. 46-72). Dans un essai, Namaste (2005b) insiste sur la place qu'ont occupée historiquement les personnes trans ayant un statut économique et social précaire au sein de la militance trans :

L'histoire de l'activisme transsexuel au Canada est l'histoire de prostitués-es s'organisant pour que leurs pairs puissent avoir accès aux services nécessaires. C'est l'histoire des négociations des transsexuels-les avec la police et les prisons. C'est l'histoire de l'éducation des fournisseurs de services de programmes de désintoxication par les individus. (p. X, traduction libre)

Selon elle, les personnes trans ayant une expérience du travail du sexe tiendraient une place historiquement déterminante dans le développement de la militance (p. 72). Non seulement elles seraient à l'origine même de l'activisme trans, mais elles auraient aussi lutté aux côtés d'autres populations trans marginalisées et criminalisées, notamment concernant l'usage de drogue et la séropositivité. Elle s'entretient, dans le même livre avec Mirha-Soleil Ross, avec une militante trans canadienne, qui explique :

On espérait que, par la création de services « gérés par les pairs », on pourrait non seulement bâtir une communauté plus forte, mais aussi développer les compétences personnelles et professionnelles au sein de la population « cible ». Cependant, les résultats à cet égard furent notre échec le plus monumental. À quelques rares exceptions près, la majorité des « pairs » transidentifiés fournissant des services ne partagent pas les mêmes expériences de sexe/genre, de classe, de culture ou de travail du sexe que les populations desservies. (p. 88-89, traduction libre)

Cette militante montre très bien l'importance du travail communautaire entre pairs, et comment l'interaction entre différentes oppressions peut rendre difficile l'entrée en militance des personnes trans précarisées.

Enfin, il est intéressant de noter que les enjeux liés au statut économique et social et à la criminalisation des personnes trans peuvent occuper une place importante dans la militance et représentent un facteur de tension, comme l'illustre cette citation :

Huit activistes revendiquaient une vision du succès selon laquelle les personnes trans deviendraient « un faux problème », « inaperçues » ou « assimilées ». [...] Plus courantes étaient des visions de changements sociaux assez larges, y compris ceux pouvant bénéficier aux personnes trans spécifiquement, ainsi que ceux dont l'étendue serait beaucoup plus vaste. Les revendications pour la liberté de reproduction ; la fin de la brutalité policière et le complexe carcéro-industriel ; les droits des personnes en situation de handicap ; la justice économique ; les soins de santé universels ; l'accès à l'éducation, dont la formation professionnelle ; l'abrogation de la politique actuelle sur les drogues ; la création de logements abordables ; et la modification de lois et de politiques d'immigration, parmi d'autres, figuraient dans les visions du succès des transactivistes. (Davidson, 2007 : 283, traduction libre)

La vision du succès du mouvement trans est ainsi liée pour un certain nombre de militants-es à des enjeux touchant également d'autres populations.

¹⁸ 23 % de l'échantillon se revendique hétérosexuel, alors que 25 % se revendique bisexuel, 23 % gai ou lesbienne, 23 % queer, 4 % asexuel et 2 % d'une autre sexualité (NTCE et NGLTF, 2011 : 28).

Chapitre 2

ANALYSER UN MOUVEMENT SOCIAL REMETTANT EN CAUSE LES NORMES DE GENRE, DE SEXE ET DE SEXUALITÉ

Dans un premier temps, je développerai des concepts permettant d'analyser l'émergence du mouvement trans. J'aborderai ensuite différentes conceptions des normes de genre, de sexe et de sexualité pour analyser en quoi le mouvement trans remet en cause ces normes, et j'exposerai finalement un outillage conceptuel afin d'analyser les alliances entre ce mouvement et d'autres mouvements sociaux.

2.1 ANALYSER UN MOUVEMENT SOCIAL À PARTIR DE SES MILITANTS-ES

Les mouvements sociaux ou actions collectives faisant aujourd'hui partie intégrante de la société, un courant de la sociologie s'est penché sur leur analyse. La sociologie des mouvements sociaux cherche à comprendre les différents facteurs qui influencent l'engagement des militants-es, nommée militance, afin de comprendre « sa logique et sa dynamique propre » (Mathieu, 2004 : 11). Pour pouvoir analyser un mouvement social, il semble ainsi déterminant de connaître les pratiques et les analyses portées par les acteurs-rices qui y sont impliqués. À ce propos, Megan E. Davidson (2007), dont la thèse de doctorat porte sur le mouvement trans états-unien, explique :

J'ai soutenu que les visions du succès sont liées non seulement à la manière dont un meilleur avenir est imaginé, mais aussi à la manière dont un mouvement est imaginé et comment il continue à prendre forme : où il a commencé, qui en sont ses participants, qui est censé en profiter, quelles devraient en être les priorités et comment les activistes devraient travailler pour le changement social. (p. 280, traduction libre)

Davidson pense que c'est en se basant sur la vision des activistes d'un mouvement social qu'on peut dessiner ses contours, sa structure, ses enjeux, ses tensions, ses alliances.

Tout d'abord, je définirai ce qu'est un mouvement social, pour ensuite m'intéresser aux concepts d'identité et de communauté présents au sein des analyses des mouvements sociaux.

2.1.1 Qu'est-ce qu'un mouvement social ?

Lilian Mathieu est un sociologue français qui travaille depuis une quinzaine d'années sur l'analyse des mouvements sociaux. Je m'inspire grandement de son œuvre pour mener ma recherche. J'aurais pu ancrer ma recherche au sein de la sociologie du militantisme (Ion, 1997) ou de l'engagement (Filleule, 2005 ; McAdam, 1988). L'intérêt d'utiliser Lilian Mathieu est qu'il permet de tracer le contour d'un mouvement social en analysant l'engagement militant. Selon lui, un mouvement social revêt trois dimensions

fondamentales : collective, conflictuelle et orientée vers le changement social (Mathieu, 2012). La *dimension collective* est, à ses yeux, essentielle à l'émergence d'un mouvement social, car :

[U]ne cause qui ne parvient pas à se doter d'une telle dimension en se ralliant le soutien d'autres personnes ne pourra accéder au statut de « vraie » mobilisation. En effet, la stature collective de toute mobilisation n'est pas un donné, mais à la fois son enjeu et son produit. (Mathieu, 2004 : 17)

Erik Neveu (2005), un autre sociologue français des mouvements sociaux, abonde dans le même sens. Il soutient qu'une « variable d'intention de coopération peut aider à procéder à un premier tri » (p. 6) entre ce qui peut ou non être considéré comme de l'action collective. Les militants-es convergeraient vers ce qu'ils se représentent comme une même cause, en fonction d'expériences passées, de définition de la situation, de priorités et d'objectifs politiques très disparates (Mathieu, 2004, p. 19). La dimension collective d'un mouvement social est ainsi conceptualisée de manière dynamique, étant traversée par de nombreuses tensions, comme l'illustre la citation de Davidson (2007) :

Bien que les activistes au sein de ce mouvement partagent un engagement à l'organisation visant le changement politique et social à l'intérieur de la catégorie « transgenre », étant donné leurs divers ensembles d'expériences et de privilèges, ce que cela voulait dire pour chaque activiste ou organisme variait. L'analyse de mouvements sociaux ne devrait pas avoir pour but la création d'une image du mouvement plus unifié, cohérent ou stable qu'il ne l'est vraiment. (p. 18, traduction libre)

Les divergences quant à la dimension collective d'un mouvement social ont par conséquent une influence sur sa *dimension conflictuelle*, laquelle est définie par Mathieu (2004) ainsi :

Le sens et les objectifs d'un mouvement ne sont jamais donnés d'emblée, mais sont le produit de la concurrence à laquelle ses différentes composantes se livrent en son sein pour l'imposition de leur propre définition de la lutte. [...] Le recours à l'action collective comporte en effet une dimension conflictuelle, une relation d'opposition, d'antagonisme et de confrontation avec un adversaire plus ou moins clairement identifié. (p. 19)

Analyser la conflictualité du mouvement trans signifie se pencher sur la lutte contre l'oppression que les personnes transidentifiées subissent et qui est ancrée dans les normes de genre, de sexe et de sexualité : le cissexisme.

Par ailleurs, Mathieu (2004) explique que la dimension conflictuelle est liée à l'*orientation vers le changement social* (p. 24). Selon Neveu (2005), un mouvement social

peut viser à des changements profonds ou, au contraire, être inspiré par le désir de résister à des changements ; il peut impliquer des modifications de portée révolutionnaire ou ne viser que des enjeux très localisés. (p. 9)

S'inscrirait ainsi dans la lutte contre le cissexisme la visée d'un nouvel ordre social. J'analyserai la dimension collective, la dimension conflictuelle et la visée de changement social à partir de différents outils et concepts que je développerai dans la suite de ce chapitre.



2.1.2 La construction d'une identité collective au sein d'un mouvement social

L'identité semble tenir une place importante au sein des mouvements sociaux. Claude Dubar (2001), dans son ouvrage sur la crise des identités, propose une conception interactive et non figée de l'identité. Il explique :

Ce qui existe, ce sont des modes d'identification, variables au cours de l'histoire collective et de la vie personnelle, des affectations à des catégories diverses qui dépendent du contexte. Ces manières d'identifier sont de deux types : les identifications attribuées par les autres (ce que j'appelle « *identité pour autrui* ») et les identifications revendiquées par soi-même (« *identité pour soi*¹⁹ »). (p. 4)

Cet auteur met l'accent sur la relation entre ces deux types d'identification, de la même manière qu'il n'oppose pas identités collective et individuelle.

Michael Voegtli (2010) définit les *identités collectives* dans le *Dictionnaire des mouvements sociaux*. Il y dépeint lui aussi une conception mouvante de l'identité :

L'analyse de l'identité collective implique en effet d'être attentif à la fois à la manière dont elle est construite, tout en étant un enjeu de luttes constant aussi bien sur les plans externe qu'interne au mouvement. (p. 294)

Ainsi, la construction d'une identité au sein d'un mouvement social se joue à la fois à l'intérieur et à l'extérieur de celui-ci, et permet la constitution d'un « nous ».

Les groupes stigmatisés sont particulièrement concernés par la construction collective d'une identité, comme le démontrent ces deux citations de Mathieu (2004) :

Les mouvements sociaux de groupes stigmatisés placent la dimension identitaire au centre de leurs préoccupations : l'enjeu est pour eux de parvenir, par leur action, à contester l'image défavorable qui imprègne les représentations ordinaires et de lui substituer une image plus positive, même de susciter davantage de tolérance de la part de la majorité. (p. 141)

Dans les cas de populations stigmatisées ou réprimées, le simple fait que leurs membres osent afficher publiquement leurs revendications dans une action collective est en soi une réussite, fondatrice de l'existence politique du groupe : il y a quelques dizaines d'années, la revendication publique de son homosexualité ou que l'on a subi un avortement ont constitué de tels actes transgressifs, particulièrement risqués pour celles et ceux qui les ont accomplis, mais qui ont permis à leurs pairs d'acquiescer suffisamment de confiance en soi pour s'engager dans un mouvement revendicatif de plus grande ampleur. (p. 175)

Je retiens de ces citations l'importance et la difficulté de revendiquer une identité stigmatisée comme celle de personne trans. Ainsi, l'affirmation publique d'une identité stigmatisée contribue à former un groupe social et à renforcer la dimension collective d'un mouvement social. Cet auteur soutient également que les groupes stigmatisés peuvent faire un usage stratégique de l'identité en mettant l'accent soit sur ce qui les distingue de la majorité dont ils recherchent l'acceptation, soit sur ce qui les rapproche d'elle. Il précise que ces deux options peuvent être présentes au sein d'un même organisme (p. 142-143). Plusieurs tensions sont donc observables quant à l'affirmation transidentitaire dans l'espace public.

Il semble également pertinent de se pencher sur la « transformation des identités » au cours des processus d'engagement (Filleule, 2010 : 87). En effet, Roger V. Gould (1995), dans son analyse de la construction d'une identité collective en France lors de la Révolution de 1848 et de la Commune de Paris

¹⁹ Souligné dans le texte.

en 1871, explique que le premier mouvement mobilisait une identité de classe, et le second, une identité parisienne. Il soutient ainsi une conception dynamique de l'identité collective : « les identités façonnent et sont façonnées par la mobilisation de revendications sociales » (p. 200, traduction libre). Ainsi, l'identité jouerait un rôle déterminant dans le recrutement des militants-es et serait redéfinie par ceux-ci au cours de l'action collective. Un autre élément pertinent amené par Gould est l'interdépendance entre l'identité collective et les réseaux sociaux dans l'émergence des mouvements sociaux : « Mais si les grands événements et les activistes à l'esprit vif préparent le terrain pour l'émergence d'identités collectives spécifiques particulièrement saillantes, ce sont les réseaux de liens sociaux qui déterminent qui décide de participer à l'action » (p. 201, traduction libre). Je développerai sur ce sujet dans la section suivante et analyserai ces deux dimensions conjointement.

Une autre grille d'analyse de l'identité qui se construit au sein des mouvements sociaux aux États-Unis s'articule autour de la tension entre politique identitaire et déconstructive. Kendal L. Broad (2002) explique que le mouvement trans est traversé à la fois par des politiques d'affirmation identitaires et des politiques de déconstruction identitaire (p. 249). La première politique se caractérise par la création de frontières produites par les revendications individuelles et collectives d'une identité trans, ensuite par la constitution d'une conscience trans à travers le combat contre l'oppression subie et pour l'obtention de droits trans, enfin par la négociation quotidienne d'une identité trans (p. 254). La seconde emploie des stratégies de déconstruction identitaires en revendiquant le statut de personne stigmatisée ainsi que le pouvoir de rester situé entre homme et femme plutôt que de passer de l'un à l'autre, et en refusant les frontières qui peuvent limiter qui est trans et qui ne l'est pas (p. 259). Elle conclut que les deux tendances sont présentes au sein de la militance trans et ne sont pas antagonistes :

Au fond, cet article démontre de manière concrète que le transactivisme aux États-Unis au cours des années 1990 était un mélange complexe à la fois de politiques d'identité (construction identitaire collective) et queers (déconstruction). (p. 259, traduction libre)

Broad (2002), en s'appuyant sur les travaux de sociologues des mouvements sociaux et d'historiens, poursuit en expliquant que la construction d'une identité tient une place centrale dans les mouvements sociaux liés au genre et à la sexualité. Elle propose ainsi de parler de politique d'affirmation identitaire complexe, basée sur des allers-retours entre politiques identitaire et déconstructive :

Cependant, si nous comprenons l'identité au sein des mouvements de genres/sexualités d'aujourd'hui comme construite par l'action collective (donc continuellement négociée et créée), nous pouvons commencer à comprendre pourquoi et comment le « travail identitaire » demeure central. [...] nous devons comprendre l'interaction *simultanée* des revendications et déconstructions identitaires comme faisant partie de la négociation et de la révision d'une identité politique complexe (Melucci, 1996 ; Phelan, 1994 ; Taylor and Rupp, 1999). En somme, les (dé)constructions de l'identité dans le transactivisme sont des processus par lesquels un mouvement crée une identité (de différence) spécifique et complexe au sein d'un contexte socio-politique actuel exigeant une identité collective tout en y attribuant des conséquences (Collins, 1998 ; Gamson, 1995 ; Phelan, 1994 ; Melucci, 1996). (p. 261, traduction libre)

Davidson confirme la place centrale de l'identité dans le mouvement trans états-unien en prenant en compte la tension entre politique d'affirmation identitaire et déconstructive :

Par le biais d'ethnographies de transactivisme, je fais ressortir l'écart qui existe entre les réelles pratiques d'activistes engagés dans les mouvements pour le changement social et les discours dépeignant les politiques identitaires comme nocives, exclusives et incapables d'engendrer des changements systémiques. De ce fait, je contribue aux investigations scientifiques des mouvements sociaux et défends des lectures plus nuancées du rôle et des usages de l'identité dans les mouvements états-uniens. (p. 277, traduction libre)



Les perspectives sur le rôle et les usages de l'identité dans ce mouvement soulèvent des questions plus larges sur l'organisation sociale et le changement social, car presque tous les mouvements actuels sont fondés sur les politiques identitaires. Même les mouvements qui revendiquent des politiques postidentitaires ou anti-identitaires se servent toujours de points de repère ancrés dans les concepts d'identité. (p. 277, traduction libre)

Le rapport à l'identité semble donc tenir une place fondamentale au sein des mouvements sociaux. En construisant un *nous*, la militance forme une identité collective et crée le sujet du mouvement social. C'est pourquoi l'analyse des tensions pour définir cette identité collective est très intéressante. La formation de cette identité collective se base sur des communautés, ce qui permet l'entrée en militance.

2.1.3 L'importance de constituer des communautés

Il y a plusieurs définitions de *communauté*. Pour ma part, je retiendrai celle de Karine Espineira (2008), qui utilise cette notion « au sens de communauté de destin, de partage, de souffrance, de réflexion, etc., de ce qui engage des individus à souhaiter et organiser une mise en commun » (p. 13). La formation de réseaux sociaux²⁰ semble déterminante dans l'émergence d'un mouvement social, car celle-ci est au cœur de la *socialisation politique* et de la *sociabilité*. En effet, pour Mathieu (2004),

la socialisation politique est décisive pour l'engagement, en ce qu'elle dote d'une aptitude à définir certains éléments du monde social ou de sa propre condition comme relevant du registre politique – et non des registres individuel ou moral –, et donc à les concevoir comme susceptibles d'un traitement d'ordre lui aussi politique. (p. 76)

Ainsi, la socialisation participe au processus de subjectivation que Jocelyne Lamoureux (2001) définit comme

le travail qu'une personne (ou un groupe) entreprend pour transformer son vécu en expérience, [...] convertir le fait de subir (souffrir) en une pratique lui permettant d'accoucher d'elle-même comme actrice. (p. 40)

L'acquisition de connaissances semble donc déterminante dans l'engagement, de même que l'engagement semble permettre aux activistes de développer leurs connaissances.

Cet apprentissage s'effectue souvent aux côtés d'autres militants-es. Doug McAdam (1988) démontre l'importance de la sociabilité dans l'engagement dans son ouvrage sur l'implication d'étudiants-es d'états du nord des États-Unis dans une campagne antiraciste au Mississippi. Il détermine trois variables influençant l'engagement : plus un individu est déjà au contact de personnes engagées dans l'action militante, plus sa situation professionnelle minimise les contraintes professionnelles et familiales et plus ses projets d'engagement reçoivent l'aval de ceux dont il est affectivement proche, plus la probabilité de le voir militer s'accroît. Dans le même ordre d'idées, Mathieu (2004) explique que « c'est au travers des interactions avec d'autres personnes, et donc par des connexions avec d'autres membres d'un réseau, que s'opère l'engagement individuel dans un mouvement social » (p. 118).

Florence Passy (2003), une chercheuse suisse, a rédigé un article sur l'importance des réseaux au sein des mouvements sociaux. Elle distingue trois fonctions assurées par un réseau dans le processus d'engagement : premièrement, une fonction de socialisation politique ; deuxièmement, une fonction de connexion structurelle lorsque son réseau informe l'individu des occasions de mobilisations ; troisièmement,

²⁰ Je considère qu'une communauté peut être formée de plusieurs réseaux sociaux. Un réseau social est un réseau de relations interindividuelles.

une fonction de production de la décision, les interactions avec d'autres militants-es ayant une influence sur le fait ou non de participer à une action collective (p. 27-28). Les réseaux sociaux exerceraient alors une influence décisive sur l'entrée en militance par l'intermédiaire de la socialisation politique et de la sociabilité qu'on peut y retrouver.

Par ailleurs, en se basant sur la conception du stigmatisme d'Erving Goffman, Mathieu souligne l'importance de la constitution de communautés pour les groupes stigmatisés, lesquels « entretiennent leur cohésion par des codes culturels et des lieux réservés échappant au contrôle et à la stigmatisation des normaux où se consolide le groupe par le plaisir de se retrouver “entre-soi” » (Mathieu, 2004 : 142). À ce propos, Viviane Namaste (2005a), dans son livre sur l'histoire des artistes transsexuelles à Montréal, expose l'importance des lieux fréquentés par les travestis et transsexuelles qui « remplissaient à la fois des fonctions de travail, de loisir et de rassemblement communautaire » (p. 54). C'est dans ces lieux que les personnes trans pouvaient s'entraider et éventuellement entamer des processus d'action collective, ce qui expliquerait la place historique des femmes trans travailleuses du sexe à Montréal. D'autres auteures expliquent que l'arrivée d'Internet a entraîné une expansion incroyable de la communauté trans, et ainsi du nombre d'organismes trans, aux États-Unis dans les années 1990 (Stryker, 2008 : 146 ; Shapiro, 2003 : 170) et en France dans les années 2000 (Espineira, 2008 : 28).

Au même titre que l'identité est mouvante et évolue au sein d'un mouvement social en fonction de plusieurs tensions, les communautés construisent et sont construites par les mouvements sociaux, étant elles aussi traversées par plusieurs tensions. Irène Demczuk et Frank Remiggi (1998) ont coordonné un recueil de textes sur l'histoire des communautés gaies et lesbiennes au Québec entre 1950 et 1990. Selon eux, les communautés gaie et lesbienne montréalaises forment deux communautés culturelles distinctes (p. 20). On remarque également que cette tension entre gais et lesbiennes a entraîné des affrontements, les gais tenant une position dominante dans ce qu'ils nomment « la communauté gaie et lesbienne » et la mixité représentant un problème politique majeur pour bon nombre de lesbiennes (p. 17). Ces auteurs considèrent que le regain des luttes gaies et lesbiennes des années 1990 a permis une « plus grande visibilité des lesbiennes et des gais [qui] s'accompagne de discours, de pratiques et d'actions qui prônent l'idée d'une communauté unique » (p. 401). Ils remarquent également des rapports souvent difficiles entre anglophones et francophones (p. 16). Un des textes du recueil, écrit par René Lavoie, analyse l'émergence du militantisme VIH/sida chez les gais. Il montre une tension forte de l'engagement chez ceux-ci :

La première génération de militants sida avait décidé de se battre pour une seule cause, au même titre justement que ceux qui ont choisi simultanément de se joindre à des groupes gais à mission unique. Or cette tendance à la spécialisation ne fera que s'accroître dans les années subséquentes. (p. 351)

Je retiens de ce recueil qu'il semble important de concevoir la constitution d'une communauté comme un processus influencé par diverses tensions.

2.2 MOUVEMENT SOCIAL ET NORMES DE GENRE, DE SEXE ET DE SEXUALITÉ

Plusieurs mouvements sociaux remettent en cause le rapport entre sexe, genre et sexualité. Ce rapport a été analysé dans plusieurs champs d'études : les théories féministes, gaies et lesbiennes, queers et trans. En effet, penser l'articulation entre genre, sexe et sexualité représente un lieu d'effervescence théorique important au sein de ces différents champs d'études. Elsa Dorlin (2008), une théoricienne féministe



française, a rédigé une synthèse sur la conceptualisation du genre, du sexe et de la sexualité dans ces différents champs d'études. Elle explique que :

Le *sexe* désigne communément 3 choses : le sexe biologique, tel qu'il nous est assigné à la naissance – sexe mâle ou femelle –, le rôle ou le comportement sexuels qui sont censés lui correspondre – le *genre*, provisoirement défini comme attributs du féminin et du masculin – que la socialisation et l'éducation différenciées des individus produisent et reproduisent ; enfin la *sexualité*, c'est-à-dire le fait d'avoir une sexualité, d'« avoir » ou de « faire » du sexe²¹. (p. 5)

Le fait que le « sexe » puisse désigner ces trois différentes notions montre qu'elles sont interreliées.

Alexandre Baril (2011b), un chercheur québécois s'identifiant comme transactiviste et queer, soutient que les études féministes se centrent sur les expériences des femmes et les études trans sur les expériences des personnes trans, alors que les études queers représentent un courant à la fois présent au sein des études féministes et des études trans. Les études queers sont également présentes au sein des études gaies et lesbiennes, lesquelles centrent leurs analyses sur les expériences de ces deux populations.

L'importance des normes de genre, de sexe et de sexualité au sein du mouvement trans a été soulignée par Davidson (2007) :

Les constructions normatives de corps sexués, d'identités de genre et de sexualités conçoivent les identités et les corps trans comme non naturels et inintelligibles, ce qui rend nécessaire la catégorie transgenre et le mouvement social trans. (p. 278, traduction libre)

Ces normes seraient ainsi au cœur du cissexisme, rendant nécessaire la création d'un mouvement trans. Dans un premier temps, j'aborderai les conceptions du rapport entre genre, sexe et sexualité de deux théoriciennes féministes, une matérialiste et une poststructuraliste, en soulignant le débat sur la portée politique de la transgression des normes de genre, de sexe et de sexualité. Dans un second temps, j'évoquerai quelques conceptions des normes de genre et de sexe en études trans à la lumière des courants constructivistes et essentialistes, ainsi que le débat sur la notion d'(in)visibilité. Enfin, j'exposerai quelques liens entre le cissexisme et d'autres oppressions liées aux normes de genre, de sexe et de sexualité.

2.2.1 Quelques conceptions du rapport entre genre, sexe et sexualité en études féministes

Je présenterai ici deux conceptualisations de l'articulation genre/sexe/sexualité présentes en études féministes. D'abord, Nicole-Claude Mathieu, ethnologue française, présente une synthèse des différentes conceptions de cette articulation dans un texte où elle développe du même souffle sa vision en tant que féministe matérialiste. Ensuite, Judith Butler, une des théoriciennes poststructuralistes états-uniennes les plus influentes, propose une conceptualisation du rapport entre genre, sexe et sexualité à la fois similaire et différente de celle de Mathieu²². J'ai choisi ces deux auteures car leurs conceptions de l'articulation sexe/genre/sexualité ont été très importantes dans la constitution du courant féministe matérialiste (Mathieu) et du courant féministe queer (Butler)²³. Celles-ci seront utiles pour comprendre en quoi la lutte contre le cissexisme s'inscrit dans une remise en cause des normes de genre, de sexe et de sexualité.

²¹ Souligné dans le texte.

²² J'ai choisi d'utiliser deux auteures féministes constructivistes, et de laisser de côté les perspectives essentialistes.

²³ J'aurais pu choisir plusieurs autres auteurs-es en études féministes. L'objectif ici est d'apporter un éclairage féministe à ma recherche et non pas de faire une recension complète des articulations sexe/genre/sexualité en études féministes.

Mathieu (1991) a rédigé un texte important pour les études féministes, au sein duquel elle expose trois modes de conceptualisation du rapport entre genre, sexe et sexualité. Tout au long du texte, l'auteure prend des exemples concernant les femmes, les homosexuels-les ainsi que les personnes trans, ce qui illustre que ces différentes populations sont liées par les normes de genre, de sexe et de sexualité.

Dans le premier mode de conceptualisation, qu'elle nomme *l'identité « sexuelle »*, il existe une correspondance homologique entre sexe et genre : « *Le genre traduit le sexe*²⁴. [...] La différence des sexes est conçue comme fondatrice de l'identité personnelle, de l'ordre social et de l'ordre symbolique » (p. 232). Mathieu considère que, dans ce mode, l'hétérosexualité reproductive prime le genre (p. 238). Prenant l'exemple des personnes transsexuelles, elle explique également que le sexe doit s'adapter au genre : « plier le biologique (ou au moins l'anatomique) au vécu psychique, ou à la norme culturelle » (p. 235).

Dans le second mode de conceptualisation, qu'elle nomme *l'identité « sexuée »*, il y a correspondance analogique entre sexe et genre : « *le genre symbolise le sexe*. [...] on s'intéresse davantage à l'expression dans le social de la différence biologique, à l'élaboration culturelle de la différence²⁵ » (p. 239). Contrairement au premier mode, dans lequel l'homosexualité est réprimée et conçue obligatoirement comme une inadéquation entre sexe et genre, elle peut, dans ce second mode, être intégrée grâce à un changement de genre sans changement de sexe, comme c'est le cas pour beaucoup de personnes travesties (p. 251-252). Il y aurait ici un maintien de l'hétérosexualité sociale.

Quant au troisième mode de conceptualisation, celui de *l'identité de « sexe »*, Mathieu ne considère pas que le sexe biologique soit traduit ou symbolisé par le genre, comme dans les deux précédents modes, mais le conceptualise plutôt à l'inverse : « *le genre construit le sexe*²⁶ » (p. 256). Le genre est ici perçu non pas « comme le marqueur symbolique d'une différence naturelle, mais comme l'opérateur du pouvoir d'un sexe sur l'autre » (p. 258), pouvoir qui repose sur l'hétérosexualité obligatoire²⁷. L'homosexualité est ici conçue par Mathieu comme une stratégie de résistance.

La conceptualisation de l'articulation genre/sexe/sexualité de Butler ressemble beaucoup à celle de Mathieu. En effet, selon la théoricienne poststructuraliste, « le "sexe" est une construction au même titre que le genre » (Butler, 2005 : 69), et le second précède le premier : le genre, en tant que construction culturelle, produirait le sexe comme étant naturel ou biologique (p. 70). De plus, Butler explique que la sexualité produit le genre :

L'institution d'une hétérosexualité obligatoire et naturalisée a pour condition nécessaire le genre et le régule comme un rapport binaire dans lequel le terme masculin se différencie d'un terme féminin, et dans lequel cette différenciation est réalisée à travers le désir hétérosexuel. (p. 93)

À ce propos, elle nomme *matrice hétérosexuelle* l'alignement entre genre, sexe et sexualité, qu'elle conçoit de manière performative : « Dans la mesure où les normes de genre sont *reproduites*²⁸, elles sont invoquées et citées par des pratiques corporelles qui ont alors la capacité d'altérer les normes »

²⁴ Souligné dans le texte.

²⁵ Idem

²⁶ Idem

²⁷ L'obligation d'avoir une sexualité reproductive hétérosexuelle serait ainsi au cœur des normes de genre, de sexe et de sexualité (Wittig, 2001).

²⁸ Souligné dans le texte.



(Butler, 2006 : 69). Les normes de genre, de sexe et de sexualité seraient ainsi imposées et construites culturellement. À ce propos, elle explique :

Alors, si certaines féministes se sont publiquement inquiétées de ce que le mouvement trans constitue un effort de déplacement ou d'appropriation de la différence sexuelle, je crois que c'est une vision qui oublie que les mouvements trans et féministes sont nécessairement amenés à se rencontrer par un ensemble de valeurs communes. [...] comprendre le genre comme une catégorie historique, c'est reconnaître qu'en tant que manière de configurer culturellement un corps, le genre est ouvert à un refaçonnement continu et que ni l'« anatomie » ni le « sexe » n'échappent au cadre culturel. (Butler, 2006 : 284)

On voit que, selon cette auteure, les mouvements trans et féministes sont liés par leur remise en cause de ces normes.

Mathieu et Butler se distinguent sur plusieurs plans : elles n'analysent pas les transgressions des normes de genre, de sexe et de sexualité de la même manière et n'ont pas les mêmes objectifs politiques. En effet, la première considère l'homosexualité comme une « attitude politique (consciente ou non) de lutte contre le genre hétérosexuel et hétérosocial qui fonde la définition des femmes et leur oppression » (Mathieu, 1991 : 260), ce que l'on pourrait analyser comme une stratégie de résistance par la transgression des normes. Toutefois, dans son analyse ethnologique, elle explique qu'il est « presque toujours possible de déceler un fonctionnement asymétrique du genre en fonction du sexe, y compris dans les transgressions apparentes » (p. 262). Les troisièmes genres auraient tendance à confirmer, selon elle, l'efficacité de la bicatégorisation, et non à la remettre en cause (p. 266).

Butler, quant à elle, met l'accent sur les transgressions comme stratégie de résistance :

L'identité étant fixée par des concepts stabilisants tels le sexe, le genre et la sexualité, l'idée même de personne est mise en question par l'émergence culturelle d'êtres marqués par le genre de façon « incohérente » ou « discontinue », des êtres qui apparaissent bel et bien comme des personnes, mais qui ne parviennent à se conformer aux normes de l'intelligibilité culturelle, des normes marquées par le genre et qui définissent ce qu'est une personne. (Butler, 2005 : 84)

Elle appelle ainsi à déconstruire et à dénaturer les catégories de genre (Butler, 2006 : 59). Les objectifs politiques de cette auteure se dissocient donc de ceux de Mathieu. À ce propos, Baril (2011b : 13-14) a rédigé une excellente synthèse des différents paradigmes de sexe et de genre en études féministes et en études trans. Il explique que les catégories de sexe et de genre sont conceptualisées en tant que « classes » par le courant féministe matérialiste, ici illustré par Mathieu, alors qu'elles « le sont en terme de catégories identitaires qui, malgré leur caractère normatif et coercitif, n'en demeurent pas moins constitutives des sujets », pour le courant féministe poststructuraliste, ici illustré par Butler. Il explique que le premier courant aspire à éradiquer les catégories de sexe et de genre, alors que le second vise « la reconnaissance des catégories multiples de sexes et de genres existantes et leurs divers alignements possibles ».

2.2.2 Les conceptions du rapport entre genre et sexe en études trans

Pour les études trans, je me centrerai uniquement sur le rapport entre genre et sexe, en me basant principalement sur les travaux d'Alexandre Baril. Dans une de ses synthèses, le théoricien transactiviste explique qu'il y a deux paradigmes présents en études trans. Le premier est le paradigme du *déterminisme genré* développé par les professionnels-les de la santé qui étudiaient les personnes trans et intersexes à

partir des années 1950²⁹ afin de justifier leur traitement. Pour eux, le genre déterminerait le sexe ; il y aurait une malléabilité du sexe et du genre, mais le maintien de la binarité demeure extrêmement important (Baril, 2011b : 9). Cette conception de l'alignement entre sexe et genre est relativement similaire au premier mode de conceptualisation développé par Mathieu (1991), mais à l'inverse. Elle résonne encore aujourd'hui chez les auteurs-es trans se référant à un cadre essentialiste. Le second est le paradigme du *constructivisme social subversif*, développé par les théories queers présentes à la fois au sein des études féministes et des études trans (Baril, 2011b : 20). Butler représente une de ses théoriciennes principales.

Baril (2011c) ajoute, dans une autre synthèse, qu'à ces deux conceptions du rapport entre sexe et genre correspondent deux perspectives en études trans : essentialiste et constructiviste. En se basant sur de nombreux auteurs-es, il dit :

D'un côté se trouvent des théoricien-nes qui conceptualisent cette IG [identité de genre] comme un « core gender identity » propre à l'individu, non façonné à partir des dimensions culturelles sociales, politiques (Prosser, 1998 ; Namaste, 2000 ; 2005 ; Green, 2004 ; Serano, 2007) et, de l'autre, celles et ceux qui refusent de penser la possibilité d'un accès non médiatisé par les conceptions sociales et politiques à ce « noyau identitaire » (Bornstein, 1994 ; Halberstam, 1998a ; 1998b ; Wilchins, 2004 ; Butler, 2005a ; 2005b ; 2006 ; 2009a ; 2009b ; Stone, 2006). (p. 1)

Cette tension est également évoquée par les propos de Califia (2003) :

[L]e conflit continuera peut-être entre les transsexuels qui voient le processus de réassignation sexuelle comme confirmation de leur vrai genre, et les transgenres qui croient que leur seul espoir de libération se trouve dans le démantèlement du sexe biologique lui-même. [...] Si le concept de liberté de genre doit avoir un sens, il doit être possible pour certains d'entre nous de nous accrocher à notre sexe biologique et au genre qui nous a été assigné à la naissance, pendant que d'autres voudront adapter leur corps à leur genre de préférence, et que d'autres encore choisiront de mettre en doute le concept même des sexes polarisés. (p. 378)

Cet auteur invite ainsi à reconnaître la légitimité des divers rapports individuels au genre et au sexe.

De plus, les conceptions des normes de genre et de sexe exposées en études trans permettent de situer le franchissement de la frontière du genre comme central dans la lutte des militants-es trans. Ainsi, les théoriciens-nes en études trans semblent s'accorder sur l'importance du combat contre le cissexisme, que leurs perspectives soient essentialistes ou constructivistes, qu'elles remettent en cause ou non la binarité du genre et du sexe. À ce propos, Thomas (2007) inclut la lutte contre le cissexisme dans une remise en cause des normes de genre et de sexe :

Le mode cisgenre synthétise le mode le plus courant de la construction socio-identitaire sur un schéma binaire et oppositionnel : une femme féminine, un homme masculin, et se caractérise par le lien au sexe biologique (dit naturaliste) et à un développement (et une identité) linéaire et fixé. [...] Puisqu'il n'y a que deux sexes et deux genres, que le sexe produit le genre – et surtout pas l'inverse bien entendu ... –, tout ce qui dépasse, y compris l'introuvable continent noir de l'androgynie psychique, est potentiellement un trouble, un flou, une affection.

Cela est confirmé par Davidson (2007) :

Ultimement, les identités trans comprises à la fois à l'intérieur des conceptions normatives du sexe, du genre et de la sexualité ainsi qu'à l'extérieur de celles-ci contestent et changent l'imaginaire social et les conceptualisations états-uniennes des corps, des identités et de la personne. (p. 275, traduction libre)

Les activistes trans remettraient en cause les normes de genre, de sexe et de sexualité, que leur perspective individuelle se situe à l'intérieur ou à l'extérieur du cadre normatif.

²⁹ Je pense ici notamment à Harry Benjamin et John Money.



Par ailleurs, un débat a lieu au sein des études trans autour de la notion de *passing*³⁰ des personnes trans. Il s'agit de « passer » ou non comme homme ou femme, et de rendre sa transidentité (in)visible. Baril, dans son texte sur les privilèges masculins des hommes trans, précise que l'(in)visibilité représente un enjeu important qui traverse la militance trans :

La volonté de *passing* est donc parfois un réflexe de survie ou un besoin de vivre une vie un peu plus régulière. Elle constitue un refuge contre différents types de discriminations, d'agressions, de marginalisations. En ce sens, le *passing* est nécessaire. Néanmoins, un certain nombre de FTM considèrent qu'il est important de s'identifier comme transsexuels. [...] le *passing* favorise l'isolement parce qu'il coupe les personnes transsexuelles des ressources, des appuis et du support émotif et informationnel qu'elles pourraient trouver au sein de la communauté trans. (Baril, 2009 : 281-282)

Le fait de « passer » pour un homme ou une femme semble à la fois permettre aux personnes trans de subir moins de violence transphobe et les isoler de la communauté trans. Ainsi, le débat sur la portée politique de la transgression des normes de genre, de sexe et de sexualité par les personnes trans est ici déplacé vers un débat sur l'(in)visibilité trans.

2.2.3 Les liens entre le cissexisme et les autres oppressions régulant le genre, le sexe et la sexualité

Plusieurs mouvements sociaux remettent en question les normes de genre, de sexe et de sexualité, et cela parce que les différentes oppressions régulant ces trois dimensions s'enchevêtrent. Plusieurs auteurs-es ont réfléchi aux liens entre le cissexisme et d'autres oppressions, principalement le sexisme et l'hétérosexisme. Cela permet de réfléchir aux liens théoriques qui pourraient unir différentes militances remettant en cause ces normes.

Julia Serano (2007), une militante et écrivaine trans américaine, considère que le cissexisme, la transphobie et l'homophobie sont issus du « sexisme oppositionnel » :

Quoique souvent différents en pratique, le cissexisme, la transphobie et l'homophobie sont tous ancrés dans le sexisme oppositionnel, c'est-à-dire la croyance que femme et homme sont des catégories rigides s'excluant mutuellement et possédant chacune un ensemble d'attributs, de capacités et de désirs uniques qui ne se recoupent pas. Les sexistes oppositionnels tentent de punir ou de rejeter celles et ceux entre nous qui se situent à l'extérieur des normes de genre ou de sexe parce que notre existence menace l'idée que les femmes et les hommes sont de sexes « opposés ». (p. 13, traduction libre)

Califia (2003) considère que la transgression du genre est une des causes de l'homophobie :

La culture hétérosexuelle interprète beaucoup de choses de l'expression identitaire gay comme une transgression de genre. Pour eux, nous appartenons au même tas d'ordures de la poubelle sexe-et-genre. Ce sont des points concrets comme celui-ci qui peuvent rapprocher plus facilement les activistes queers et trans. (p. 351)

Il invite ainsi à se baser sur les liens entre les oppressions pour nouer des liens entre militants-es. De plus, le cissexisme et l'hétérosexisme ont tendance à se confondre dans leur expression, car « on peut répertorier une kyrielle d'insultes adressées indifféremment aux transsexuels ou aux travestis : pédé, travelo, tapette, sale gouine, pédale, fiotte, etc. » (Krikorian, 2003 : 407). Cela renforce l'idée de l'appartenance à une communauté, que Gaëlle Krikorian qualifie de « communauté d'insultes ».

³⁰ Sandy Stone définit le *passing* ainsi : « *Passing* veut dire vivre avec succès dans le genre de son choix, être accepté comme membre "naturel" de ce genre » (Stone, 2006 : 231, traduction libre).

Une étude récente de Line Chamberland *et al.* (2011) sur l'homophobie en milieu scolaire montre que le fait d'être un garçon efféminé ou une fille masculine a plus d'incidence sur le vécu de discrimination que l'homosexualité ou la bisexualité. L'homophobie semble donc s'attaquer en priorité à la transgression du genre comme indicateur d'une sexualité autre qu'hétérosexuelle.

Les oppressions liées aux normes de genre, de sexe et de sexualité semblent alors s'enchevêtrer, un élément proposé par Baril (2009) pour analyser les liens entre sexisme et cissexisme :

Le sexisme et la transphobie sont enchevêtrés et se renforcent mutuellement. [...] Cela démontre la pertinence, à la fois pour le mouvement féministe et trans, d'entrer en dialogue afin de créer et consolider des alliances théoriques et politiques. (Baril, 2009 : 21)

Il y aurait ainsi un intérêt conceptuel à constituer des alliances entre militances remettant en cause ces normes.

2.3 ANALYSER LES ALLIANCES AU SEIN DES MOUVEMENTS SOCIAUX

Réfléchir aux alliances au sein des mouvements sociaux signifie réfléchir sur les liens unissant les militants-es à travers trois aspects. Le premier est l'alliance entre militants-es subissant une oppression commune. Le second est l'alliance entre activistes subissant une oppression et activistes participant au combat contre cette oppression sans la subir. Le dernier est l'alliance entre mouvements sociaux. J'élaborerai ces trois aspects dans un premier temps, puis porterai ensuite mon attention sur trois alliances qui semblent importantes pour les militants-es trans : celle avec les militants-es LGBTQ, celle avec les militants-es féministes, et enfin celle avec les militants-es appartenant à d'autres populations marginalisées.

2.3.1 S'allier pour renforcer la dimension collective

Le premier aspect des alliances est constitué de liens unissant les activistes subissant une oppression commune ; il sera abordé grâce à l'analyse de la constitution d'une identité et d'une communauté trans, deux concepts développés au début de ce chapitre.

Le second aspect est l'alliance entre militants-es subissant une oppression et militants-es participant à la lutte contre cette oppression sans la subir. À ce propos, Lilian Mathieu (2004) explique qu'il faut opérer une distinction entre bénéficiaires d'une lutte et militants-es par conscience :

Parce qu'elles font se rejoindre des individus dont les compétences scolaires, les conditions d'existence, le degré de politisation, la maîtrise des savoir-faire militants, voire la connaissance de la langue et de la culture du pays sont très différents, il n'est pas rare que des tensions apparaissent. De plus, les engagements dans une même lutte des membres par conscience et de ses bénéficiaires potentiels ne sont pas toujours guidés par les mêmes logiques, et ne répondent pas nécessairement aux mêmes objectifs. (p. 101)

Deux éléments importants émergent de cette citation. Le premier questionne la position de pouvoir que peuvent éventuellement occuper les militants-es par conscience. Le second permet de penser les logiques qui poussent les militants-es par conscience à s'investir dans une lutte dont l'éventuel succès ne leur apportera pas d'avantages directs, mais des avantages indirects (p. 99). Il s'agit ici notamment du rôle des « experts-es » au sein de la militance trans : les professionnels-les de la santé, les universitaires, les juristes, voire les célébrités. Il s'agit également d'activistes appartenant à d'autres mouvements sociaux.



Ensuite, sur le plan des alliances entre mouvements sociaux, Mathieu (2009) pense qu'il existe « des liens de dépendance mutuelle qui unissent en son sein les différentes causes et les organisations et militants-es qui les portent » (p. 79). Il a développé une manière de comprendre la formation de ces alliances, en appréhendant notamment leur « consistance collective » comme étant le produit et l'enjeu des processus d'alliance et en les considérant comme « un partage ponctuel de ressources entre groupes maintenant des existences distinctes » (p. 95). Les alliances renforcent ainsi la dimension collective des mouvements sociaux.

Davidson (2007) soutient que la vision du succès des militants-es trans états-unien·s qu'elle a rencontrés serait liée d'une part à l'inclusion ou l'exclusion au sein d'autres mouvements sociaux, notamment LGBTQ, et d'autre part à la prise en compte d'intersections des oppressions au sein de cette militance (p. 248). Les alliances semblent donc opérer dans un double sens : avoir une place au sein d'autres mouvements sociaux, mais également donner une place à ces mouvements au sein du mouvement trans. À ce propos, l'auteure explique que plus de la moitié des militants-es trans ayant participé à sa recherche défendent une vision plus large de la justice sociale :

Plus de 50 % des militants-es rencontrés interprètent le succès en termes de vision large de la justice sociale et affirment que l'objectif de leur militance n'est pas seulement l'amélioration de la vie des personnes trans, bien que tout le monde soit d'accord que cela fait partie de leur vision, mais plutôt la création de changements sociaux perçus comme pouvant bénéficier à tout le monde. Les militants-es concevaient leurs visions de changements fondamentaux de deux manières principales qui se chevauchaient souvent : premièrement, changer la façon dont le sexe, le genre et la sexualité sont compris au sein de la société états-unienne et, deuxièmement, rassembler les mouvements de personnes opprimées à l'échelle nationale et internationale dans la lutte pour la justice sociale. (p. 250, traduction libre)

La militance trans chercherait, selon cette étude, à s'allier avec d'autres militances qui remettent en cause les normes de genre, de sexe et de sexualité, mais également avec d'autres populations marginalisées.

2.3.2 Les alliances avec les militants-es LGBTQ³¹

Les liens entre cissexisme et hétérosexisme, que j'ai développés dans la section précédente, auraient aidé à constituer une alliance entre trans, gais et lesbiennes basée sur des expériences communes d'oppression. Une première vague d'alliances semble s'être mise en place à la fin des années 1960, tant en France (Foerster, 2006 : 112-113) qu'aux États-Unis (Stryker, 2008 : 62, 82)³². Susan Stryker explique que cette alliance sera de nouveau d'actualité au courant des années 1990 grâce à l'apparition du mouvement queer aux États-Unis, lequel alliait personnes trans et personnes LGB au sein de la militance contre le VIH/sida (p. 132). Par ailleurs, l'émergence du mouvement LGBT, dans les années 1990 et 2000 partout en Occident, est significatif des liens unissant ces diverses militances.

L'émergence du mouvement « LGBT » est considérée par deux auteures états-unien·es avec ambivalence. Stryker et Broad expliquent toutes deux que, d'un côté, ce mouvement engage et appelle à une alliance claire entre ces différentes populations, ce qui représente un élargissement des

³¹ Il s'agit des lesbiennes, gais, bisexuels et queers.

³² D'un point de vue historique, Stryker (2008) explique : « En pratique, les distinctions entre ce que nous disons maintenant "transgenre" et "gai" ou "lesbien" n'étaient pas, à ce moment-là, aussi lourdes de sens que sont devenus ces termes par la suite. Pendant la deuxième moitié du XIX^e siècle et la première moitié du XX^e siècle, le désir homosexuel et la variance de genre étaient souvent étroitement associés » (p. 34, traduction libre).

préoccupations du mouvement gai et lesbien devenu mouvement LGBT ; de l'autre, elles la critiquent, car elle représenterait le passage d'un mouvement queer radical à un mouvement LGBT minorisant :

Le changement de terminologie vers une communauté « LGBT », au lieu d'une communauté « queer », marque le début d'une nouvelle période dans l'histoire sociale des politiques identitaires de sexe et de genre aux États-Unis. Il représentait un recul par rapport du concept plus radical d'alliance, de résistance et de rébellion par différents groupes contre les mêmes structures oppressives au sein de la culture dominante en faveur de l'adoption d'un modèle libéral de tolérance et d'inclusion des minorités [...]. Quoique certains organismes « LGBT » se soient réellement penchés sur les questions transgenres en plus de celles des minorités sexuelles, souvent, les efforts d'inclusion des personnes transgenres révélaient une incapacité à saisir les manières dont l'identité transgenre diffère de l'orientation sexuelle ainsi qu'un manque de compréhension de leurs similarités. (Stryker, 2008, p. 137, traduction libre)

Il est possible de prendre l'ajout du T comme signe que les politiques transgenres ne sont que l'addition, après le coup, d'une forme de politique identitaire exclusive comme les autres aux politiques gaies/lesbiennes dominantes. Il est aussi possible de voir l'ajout du T comme symbole du tournant queer, une expansion du parapluie « queer ». Cet article propose, cependant, que le T (politiques trans) n'est pas tout simplement l'un ou l'autre. Les politiques T (trans) sont en même temps, ni politique identitaire ni politique queer, et les deux à la fois. (Broad, 2002 : 261, traduction libre)

Il semblerait que certains organismes ayant adopté l'acronyme LGBTQ se penchent uniquement sur les enjeux liés à l'orientation sexuelle, passant alors sous silence les enjeux liés à l'identité de genre. Par ailleurs, aucune politique d'accueil des personnes trans n'est mise en place dans certains groupes se disant LGBTQ (Stone, 2009 : 335).

Cependant, Davidson (2007) montre qu'une grande partie des activistes trans états-uniens qu'elle a rencontrés voient l'inclusion de leurs enjeux au sein des organismes et programmes LGB comme une priorité, parce qu'ils voient le succès du mouvement trans lié au succès d'un mouvement LGBTQ plus large (p. 235).

Amy L. Stone (2009), une autre chercheuse états-unienne, s'est intéressée aux attitudes d'alliés-es des militants-es gais et lesbiens envers les enjeux trans. Selon elle, il existe trois types de rapprochements : 1. des rapprochements d'empathie (*borrowed approximations*) qui reposent sur le fait de connaître une personne appartenant à un groupe marginalisé et d'être témoin de l'oppression qu'elle subit ; 2. des rapprochements d'analogie (*overlapping approximations*) par rapport à des oppressions subies par les personnes alliées elles-mêmes ; 3. des rapprochements globaux (*global approximations*) liés aux positions politiques (p. 338). En se basant sur 32 entrevues, sa recherche montre que les gais et les lesbiennes ont des comportements différents par rapport à l'inclusion des personnes transidentifiées :

Dans cette étude, les hommes gais éprouvaient le plus de difficultés quant à l'inclusion des personnes transgenres ; ils trouvaient difficile la reconnaissance d'expériences de rapprochement, de connexions avec le mouvement et de l'espace pour les individus transgenres. À la différence de la démarcation forte entre les hommes gais solidaires et sceptiques, les lesbiennes étaient plus souvent ambivalentes sur la question de l'inclusion des personnes transgenres. Les lesbiennes voyaient souvent des liens entre les enjeux féministes, de privilège, de justice sociale et transgenres, particulièrement entre la variance de genre butche et les questions transgenres. Elles décrivaient leur conception des enjeux transgenres comme ancrée à la fois dans le féminisme et leurs interactions personnelles auprès d'individus transgenres. Toutefois, cette conscience féministe et cette expérience personnelle ont aussi mené plusieurs lesbiennes à se méfier de l'inclusion de personnes transgenres, et surtout de ce qu'elles percevaient comme l'invasion de l'espace réservé aux femmes. (p. 349, traduction libre)

Ainsi, les hommes gais occupant une position de pouvoir au sein du mouvement LGBT auraient tendance à s'opposer à l'arrivée de nouveaux groupes au sein de ce mouvement (p. 346), à l'exception des militants-es gais plus âgés qui luttent pour la justice sociale et opèrent des rapprochements globaux. Les lesbiennes, quant à elles, seraient préoccupées par les enjeux de genre et les rapports de pouvoir



au sein du mouvement LGBT, et auraient donc plus de facilité à soutenir les militants-es trans (p. 335). Cette conscience féministe les pousserait toutefois à craindre aussi un accaparement de la place par des personnes trans, ce qui représenterait un risque de perte d'espace pour les lesbiennes au profit des personnes trans.

Au Québec, l'alliance LGBT semble être née en 2004 pendant les États généraux des communautés LGBT qui, pour la première fois, incluaient les personnes trans et bisexuelles, les deux éditions précédentes n'ayant concerné que les gais et les lesbiennes³³ (TCLGQ, 2004).

2.3.3 Les alliances avec les militants-es féministes

Les rapprochements entre le cissexisme et le sexisme, vus dans la section précédente, montrent la pertinence de mener un combat commun contre ces deux oppressions. À ce propos, plusieurs auteurs-es parlent de transféminisme. Emi Koyama (2003), une militante et théoricienne trans états-unienne, le définit ainsi :

Le transféminisme est, principalement, un mouvement par et pour les femmes trans qui considèrent leur libération comme intrinsèquement liée à la libération de toute femme et d'autres encore. [...] Nous croyons qu'il est impératif qu'un plus grand nombre de femmes trans commencent à participer au mouvement féministe avec les autres qui luttent pour notre libération. [...] Il défend à la fois les femmes qui sont trans et celles qui ne le sont pas, et demande que ces dernières défendent les femmes trans à leur tour. Le transféminisme prend la forme de politiques de coalition féministes au sein desquelles les femmes de tous horizons se défendent les unes les autres, car si nous ne nous défendons pas mutuellement, personne ne le fera pour nous. (p. 245, traduction libre)

Le transféminisme représenterait donc une alliance entre femmes trans et cissexuelles dans une volonté de libération commune. Baril (2009) défend lui aussi le transféminisme, en adoptant une vision de celui-ci qui inclut également les hommes trans :

Cette liste (qui pourrait s'allonger) d'oppressions communes aux femmes cissexuelles et transsexuelles, de même qu'aux personnes transsexuelles en général (incluant ici les transsexuels, victimes de violence sexuelle par exemple lorsque leur statut transsexuel est découvert), démontre l'importance de faire front commun dans la lutte contre le sexisme et la transphobie. Le transféminisme est un courant féministe inclusif de multiples personnes, dont les femmes et les hommes transsexuels, qui offre un potentiel heuristique encore trop peu exploité à cet égard. (p. 24)

Le transféminisme offrirait de nouvelles perspectives de redéfinition du genre, ce qui, selon cet auteur, illustre l'intérêt de cette alliance.

Par ailleurs, il semblerait que, au sein du mouvement féministe, il y ait d'un côté une transphobie très présente, de l'autre une volonté d'intégration et de travail en commun, comme le démontrent les citations de Stryker (2008) dans le contexte états-unien et de Dorlin (2008) dans le contexte français :

Le féminisme de deuxième vague n'était pas uniformément hostile aux personnes transgenres et transsexuelles. [...] Il n'y avait rien de monolithique dans les attitudes féministes de deuxième vague envers les enjeux trans. La deuxième vague féministe adoptait certaines des attitudes les plus réactionnaires qui soient envers les personnes trans et, simultanément, offrait une vision d'inclusion des personnes transgenres au sein des mouvements féministes progressifs pour le changement social. (Stryker, 2008 : 108, traduction libre)

³³ Les gais étant beaucoup plus nombreux que les lesbiennes lors de ces deux premières éditions selon une informatrice-clé.

La pensée et la politique féministe ont longtemps été méfiantes à l'égard des personnes trans, les soupçonnant de renforcer la binarité sexuelle (soit homme, soit femme), au lieu de la contester ou de la renverser [...]. Or, pour légitimer cette relation de méfiance, certaines féministes ont souvent mobilisé des définitions plus ou moins naturalistes du sujet politique du féminisme (« *Nous, les femmes* » = nous, les femmes « nées femmes » ou « biologiques »), alors même qu'elles s'engageaient dans un processus de dé-naturalisation du sexe grâce au concept critique de rapport de genre. (Dorlin, 2008 : 150)

L'inclusion des personnes trans au sein du mouvement féministe représenterait alors un enjeu et suscite le débat depuis longtemps. Baril (2009 : 24) considère que le féminisme est désormais beaucoup plus conscient de l'importance de prendre en compte la diversité des expériences des femmes, ce qui permet de travailler à l'alliance entre les militances trans et féministes, alliance qui demeure toutefois un défi à relever à ses yeux. Il semblerait également que beaucoup de féministes et de lesbiennes ont des craintes quant à l'accès des personnes trans aux espaces non mixtes. Au Québec, un débat sur cette question a eu lieu au sein de la Fédération des femmes du Québec en 2003 (Namaste, 2005b : X ; Conradi, 2004).

2.3.4 Les alliances avec les militants-es appartenant à d'autres populations marginalisées

Comme je l'ai montré dans le premier chapitre, les systèmes d'oppression ont tendance à s'alimenter, poussant les personnes trans à l'extérieur du marché du travail légal et conduisant beaucoup de femmes trans à exercer le travail du sexe (Krikorian, 2003 : 407). D'ailleurs, certaines études montrent que le VIH/sida toucherait particulièrement les femmes trans³⁴ (Namaste, 2011). Étant donné que beaucoup de femmes trans sont concernées par le travail du sexe et le VIH/sida, les militances liées à ces deux dimensions représenteraient des espaces d'alliance pertinents, d'autant plus que leur régulation sociale s'inscrit au sein des normes de genre, de sexe et de sexualité.

Plusieurs auteurs-es ont insisté sur l'importance de l'alliance avec d'autres populations marginalisées. C'est le cas de Namaste (2005b), qui remet en cause l'importance de s'allier au mouvement gai et lesbien (p. 2) et au mouvement féministe, en privilégiant des alliances avec d'autres populations marginalisées. Se positionnant dans le débat sur l'inclusion des femmes trans au sein du mouvement féministe, elle dit :

Ce qui est en jeu n'est pas l'acceptation ou le rejet de transsexuelles au sein des communautés féministes. Ce qui est en jeu est la conception et la mise en œuvre d'un programme féministe voué au changement social, un programme qui prend sérieusement en considération les vies et les réalités des personnes pauvres au Canada, qui intègre véritablement la diversité raciale et ethnoculturelle et qui comprend et remet en question les mécanismes de l'impérialisme. (Namaste, 2005b : X-XII, traduction libre)

³⁴ Le VIH/sida semble très présent au sein de certaines catégories de personnes trans, qui sont marginalisées également par d'autres critères : « Les personnes racialisées ont rapporté un taux d'infection du VIH beaucoup plus élevé : 24,90 % des personnes d'origine afro-américaine, 10,92 % d'origine latino-américaine, 7,04 % d'origine autochtone et 3,70 % d'origine asiatique dans l'étude ont affirmé être séropositives. Pour comparaison, les taux nationaux sont de 2,40 % pour les personnes d'origine afro-américaine, 0,08 % d'origine latino-américaine et 0,01 % d'origine asiatique. Dans notre échantillon, les personnes non citoyennes des États-Unis ont rapporté des taux d'infection du VIH au-delà du double de celui des personnes citoyennes des États-Unis (2,41 %) ; 7,84 % des personnes non citoyennes ayant les documents requis et 6,96 % de celles sans papiers ont rapporté être séropositives. [...] de toutes les personnes dans notre échantillon ayant exercé le travail du sexe, 15,32 % ont rapporté être séropositives. Parmi les personnes ayant participé au sondage, 91 % de celles ayant rapporté être séropositives se sont identifiées comme MTF ou de genre non conforme de type masculin-vers-féminin » (NTCE et NGLTF, 2011 : 80, traduction libre).



Cette auteure trans met en exergue l'importance du vécu historique des personnes trans, lequel serait marqué par le travail du sexe, la répression policière, l'incarcération et l'usage de drogues. Elle défend une vision de la militance trans et féministe inclusive des personnes pauvres et racisées. Une perspective similaire ressortirait également de la recherche de Davidson (2007) :

Chacune des ces visions du succès du mouvement trans, lesquelles nécessitent des changements sociaux dans des domaines pouvant sembler très disparates – les politiques sur la drogue, les lois d'immigration, la formation professionnelle, le complexe carcéro-industriel, les droits à l'avortement, le logement abordable et le travail antipauvreté – dépendent d'une vision du mouvement trans dans lequel la justice ne part pas d'en haut pour se rendre toute seule aux personnes les plus démunies. Lutter pour les droits des personnes les plus acceptables à la société ou encourager la tolérance d'identités dominantes ne rend compte ni des identités intersectionnelles (comme être trans, pauvre, jeune et racisée) ni des multiples oppressions concurrentielles que créent ces intersections. (p. 258, traduction libre)

Le travail d'alliance avec d'autres populations marginalisées semble ainsi lié à la tension entre personnes trans précarisées à cause de leur statut économique et social et celles ne l'étant pas. Certains auteurs-es pensent qu'il faut faire ressortir les intersections d'oppression pour guider le mouvement trans vers plus de justice.

2.4 QUESTIONS DE RECHERCHE

J'ai présenté les trois dimensions essentielles à tout mouvement social selon Lilian Mathieu : la dimension collective, la dimension conflictuelle et la visée de changement social. À partir des expériences des militants-es trans, quelles sont les dynamiques d'émergence du mouvement social trans au Québec ?

La dimension collective du mouvement trans québécois sera plus précisément analysée à partir de la formation d'une identité collective et d'une communauté trans. Comment l'identité trans collective se construit-elle ? La constitution d'une communauté assure une fonction de sociabilité entre militants-es et de socialisation politique. À la lumière des points de vue des activistes et des différentes tensions qu'ils identifient, comment la communauté trans se forme-t-elle et s'organise-t-elle ?

À partir des perspectives féministes matérialiste et poststructuraliste, ainsi que des perspectives trans constructiviste et essentialiste, j'analyserai la dimension conflictuelle et la visée de changement social du mouvement trans. En quoi la lutte contre le cissexisme remet-elle en cause les normes de genre, de sexe et de sexualité ? Quels rôles tiennent la transgression de ces normes et l'(in)visibilité dans la militance trans ?

D'après les activistes trans, quel rôle jouent les experts-es cissexuels au sein du mouvement trans ? Qu'ont à dire les militants-es trans sur les alliances avec les militants-es LGBTQ, féministes et appartenant à d'autres populations marginalisées ? Quelles sont les dynamiques de rapprochement et d'éloignement entre le mouvement trans et d'autres mouvements sociaux ?

Chapitre 3

DÉMARCHE MÉTHODOLOGIQUE

Ma démarche méthodologique qualitative s'inscrit dans une perspective engagée, inspirée de l'épistémologie féministe et cohérente avec l'évolution des études trans. J'aborderai, dans un premier temps, l'ancrage de ma recherche dans une méthodologie féministe qui permettra de révéler la connaissance située des militants-es trans et de réfléchir à ma position en tant que chercheur allié. Dans un second temps, je détaillerai certains aspects qualitatifs de ma recherche : la technique d'entrevue utilisée et l'échantillonnage.

3.1 UNE RECHERCHE ENGAGÉE

Ma perspective se veut engagée, elle prend le parti des populations opprimées, ici les personnes trans qui militent afin de combattre le cissexisme. Les études féministes et les études trans offrent un certain nombre d'outils afin de mener une recherche qui allie engagement et objectivité, notamment l'épistémologie de la connaissance située féministe (*feminist standpoint*). J'aborderai d'abord la méthodologie féministe, pour montrer ensuite les points de convergence avec l'évolution des études trans et en quoi mener des entrevues avec des militants-es est ancré dans une perspective d'engagement inspirée du féminisme. Finalement, j'aborderai mon positionnement de chercheur allié et l'influence de celui-ci sur ma recherche qualitative de terrain, à la lumière des notions d'*insider* et d'*outsider*.

3.1.1 Une recherche inspirée de l'épistémologie féministe

Ma recherche s'inspire de l'épistémologie féministe, telle que présentée à partir d'un ouvrage sur la méthodologie de la recherche féministe rédigé par Michèle Ollivier et Manon Tremblay, deux chercheuses canadiennes, et d'un article sur la connaissance située féministe écrit par Sandra Harding, une philosophe et épistémologue américaine ayant fortement contribué aux réflexions sur cette théorie.

Selon Ollivier et Tremblay (2000), la recherche féministe repose sur une critique de l'androcentrisme du savoir scientifique :

Les critiques féministes du savoir scientifique ont ainsi montré que loin d'être neutre et objectif, le savoir produit par les sciences humaines et sociales s'est construit à partir d'une perspective androcentrique qui néglige, invente ou infériorise (Mura 1991) de nombreux aspects de la vie des femmes et naturalise les sources de leur oppression. (p. 68)

La réponse des méthodes de recherche féministe serait de valoriser les expériences et vécus des femmes comme point de départ à la recherche, en utilisant une méthodologie qualitative. En effet, ces auteures insistent sur l'intérêt d'utiliser des entrevues, afin

de pouvoir accéder au monde de l'interviewée selon ses propres termes et non selon les paramètres de la chercheuse ou de « grandes théories abstraites ». [...] Elles sont les témoins privilégiées de leurs expériences de vie, la chercheuse se limitant à recueillir leurs propos et, parfois, à en suggérer un sens, c'est-à-dire à en faire une lecture interprétative à la lumière de théories féministes. (p. 130)

Harding (2007) abonde dans le même sens. Elle explique que les sciences sociales ont tendance à développer et à maintenir le pouvoir des oppresseurs en exposant celui-ci comme naturel, inévitable et désirable (p. 50). La méthodologie de la connaissance située proposerait donc d'entamer la recherche, non pas à partir des trames conceptuelles dominantes dans les disciplines de sciences sociales, mais à partir des expériences des personnes opprimées (p. 49), les méthodes qualitatives permettant de mieux saisir ces expériences.

De plus, la méthodologie féministe semble s'inscrire dans une perspective d'engagement et de changement social. Ollivier et Tremblay (2000) remettent en cause la séparation entre objet et sujet présente dans les sciences sociales, en y opposant la notion d'engagement.

À la séparation radicale entre objet et sujet de recherche, la recherche féministe oppose la notion d'engagement : engagement personnel de la chercheuse envers son objet de recherche, engagement théorique envers une perspective féministe, engagement pratique pour une transformation des rapports sociaux. (p. 11)

Ces auteures remettent en cause la séparation entre objectivité et subjectivité et proposent de les combiner :

La recherche féministe n'exclut pas l'objectivité ; elle la combine avec la subjectivité. Certes, elle ne se cache pas de critiquer une certaine compréhension de l'objectivité, celle qui nie que les théories scientifiques sont nécessairement ancrées dans des visions du monde propres à une société, à une époque, à un groupe social donné. Mais puisqu'elle adopte une façon de faire qui est rigoureuse et systématique, la recherche féministe est objective. (p. 47)

La subjectivité se situerait ici dans la reconnaissance de l'influence potentielle de la vision du monde du ou de la chercheur-e sur la recherche. L'objectivité, quant à elle, est tirée de la rigueur éthique et scientifique avec laquelle est menée cette recherche.

Harding (2007) insiste elle aussi sur la notion d'engagement, en expliquant que le projet de recherche lui-même devrait fournir des ressources pour les personnes opprimées (p. 52). Selon l'épistémologie de la connaissance située féministe, l'engagement permettrait d'améliorer la qualité de la production de savoirs :

Les méthodes de la connaissance située reconnaissent que certains types de passions, d'intérêts, de valeurs et de politiques encouragent le développement du savoir et que d'autres le bloquent ou le limitent. [...] L'hypothèse que rendent plausibles les analyses de connaissance située est qu'un engagement vigoureux à l'inclusivité, à l'équité et à la responsabilité aux personnes les plus démunies peut aussi faire avancer la croissance du savoir. (p. 55, traduction libre)

L'engagement augmenterait alors la qualité de la recherche en permettant l'inclusion d'expériences de personnes qui pourraient ne pas être incluses dans une recherche sans perspective d'engagement. L'épistémologie féministe repose sur une critique de la manière dont sont menées les recherches, qui a tendance à reproduire les structures de domination.

3.1.2 La connaissance située des militants-es trans

Il existe peu de littérature sur l'épistémologie en études trans, mais les études féministes aident à définir les principes d'une recherche engagée qui se concentre sur les expériences des activistes trans. Je montrerai comment certains principes de l'épistémologie féministe se marient avec l'évolution des études trans d'abord aux États-Unis, puis en France. J'exposerai par la suite une épistémologie de la connaissance



située des militants-es, afin de souligner comment la démarche méthodologique féministe a influencé mon choix de rencontrer des militants-es trans.

Susan Stryker (2006), dans son introduction aux *Transgender Studies Reader*, a analysé l'évolution de la recherche auprès des personnes trans aux États-Unis :

Depuis ces dix dernières années, l'attention que portent les universitaires aux enjeux transgenres s'est déplacée des champs de la psychopathologie, qui imaginaient les phénomènes transgenres comme une expression de maladie mentale, et du champ des études littéraires, captivé par les représentations du travestissement qu'il s'imaginait purement symboliques, vers les champs qui s'intéressent aux réalités quotidiennes du monde matériel. Le « transgenre » est passé des études cliniques à l'espace public au cours de cette décennie, ainsi que de la représentation à la réalité. (p. 2, traduction libre)

Selon elle, on serait ainsi passé de « l'étude du phénomène trans » aux études trans (p. 12). Ce passage du statut d'objet à celui de sujet révèle la cisnormativité présente historiquement dans l'étude des personnes trans qui aurait justifié leur psychiatrisation et marginalisation. En effet, il semblerait qu'au même titre que les études féministes critiquent l'androcentrisme en sciences sociales, les études trans critiquent la cisnormativité présente au sein des disciplines. Ainsi, de la même manière que l'épistémologie féministe le prône, l'épistémologie en études trans se concentrerait sur les expériences des personnes trans dans leur vie de tous les jours.

Un autre chercheur, Salvador Vidal-Ortiz (2008), a retracé l'utilisation de l'analyse sociologique dans le champ des études trans aux États-Unis. Il abonde dans le même sens que Stryker (2006) en soutenant que les recherches actuelles auraient tendance à se concentrer sur les problèmes exerçant une influence sur la vie des personnes trans dans une perspective sociologique (Vidal-Ortiz, 2008 : 444). De la même manière qu'en études féministes, cette nouvelle orientation de la recherche trans serait de plus en plus menée par des chercheurs-es trans qui placent les expériences des personnes trans au centre de leurs recherches : « Les études trans se concentrent davantage sur les expériences quotidiennes des personnes trans » (p. 446, traduction libre). Les méthodes de recherche qualitatives semblent ici aussi les méthodes privilégiées pour faire émerger les expériences quotidiennes des personnes trans.

En France, Karine Espineira (2011), tout en remarquant un intérêt de plus en plus fort pour ce champ d'études en formation, montre aussi les résistances importantes des chercheurs-es limitant les possibilités des étudiants-es de mener des recherches trans. En outre, elle explique que plusieurs chercheurs-es cis travaillant sur les enjeux trans disqualifient la voix des personnes trans qui mènent des recherches en les accusant d'être militantes : « Si les trans sont militants alors les détracteurs d'une expertise transidentitaire sont tout aussi militants dans leurs arguments ». Au même titre que l'ont démontré les études féministes, Espineira (2011) soutient que toute production du savoir est située. En réponse, elle affirme l'importance de l'engagement au sein des études trans ainsi que la nécessité d'accorder une place conséquente à la connaissance située des personnes trans : « Si l'on prétend pouvoir faire des *Trans Studies* sans les trans alors ces *Studies* là, se placeront dans le Panthéon des impostures scientifiques ».

Quelques auteurs-es aident à mettre en relief certains principes pour mener une recherche auprès des personnes trans, principes également développés au sein de l'épistémologie féministe. Toutefois, ma recherche s'intéresse à des personnes trans particulières, celles qui s'impliquent en tant que militants-es sur les enjeux trans. À ce propos, Sarah Maddison (2007), une chercheuse australienne, a rédigé un article sur les perspectives féministes dans l'analyse des mouvements sociaux. Elle propose une épistémologie de la connaissance située des activistes basée sur l'exploration des expériences de résistance à l'oppression

des militants-es (p. 394). Elle insiste sur l'utilisation de méthodes de recherche qualitative, notamment les entrevues semi-dirigées, qui offriraient plus de souplesse et de profondeur d'information permettant de découvrir les expériences et interprétations de la réalité des répondants-es (p. 399). Elle conclut son article :

Considérer l'analyse des mouvements sociaux du point de vue activiste peut permettre aux activistes eux-mêmes d'articuler et de souligner leur engagement stratégique et fluide à partir d'une conscience différentielle et en révélant les processus par lesquels est construite leur identité collective. (p. 404, traduction libre)

À ce propos, Megan E. Davidson (2007), dans la préface de sa thèse de doctorat portant sur le mouvement trans, explique qu'elle a pour objectif de produire un savoir utile aux activistes trans dans leurs efforts pour changer la culture états-unienne (p. 5). L'épistémologie de la connaissance située féministe semble ainsi pouvoir s'adapter à ma recherche auprès des militants-es trans.

Harding (2007) précise quatre moments de la recherche où un rapport de domination entre chercheur-e et sujet de la recherche peut prendre place, et où l'épistémologie de la connaissance située peut permettre l'émergence de l'influence des participants-es (p. 54). Le premier est le choix du sujet et de la conception de la recherche. Pour ma part, c'est mon engagement au sein du mouvement trans qui m'a amené à choisir d'interroger des militants-es trans, grâce à l'influence de certains activistes trans rencontrés. Ces activistes sont devenus des informateurs-clés qui m'ont donné des conseils lors de l'ensemble des démarches de ma recherche. Le second moment est la conduite de la recherche. Il a été important d'être attentif aux critiques et questions des participants-es, ce qui m'a permis de reformuler certains termes de mon questionnaire, comme je l'illustrerai plus loin. Le troisième moment est l'analyse des données, qui s'est faite en deux étapes afin de mettre en relief ce qui était exprimé par les participants-es sans imposer le cadre théorique dominant de la sociologie des mouvements sociaux. Enfin, le dernier moment est la diffusion de la recherche, laquelle s'est faite et se fera à la fois au sein des milieux universitaire et communautaire. Certains de ces éléments seront détaillés dans la suite du chapitre.

3.1.3 Mon positionnement en tant que chercheur

L'épistémologie en études féministes et en études trans invite les chercheurs-es à se situer et à reconnaître leur propre subjectivité pour ne pas reproduire des mécanismes de domination. Pour ce faire, les notions d'*insider* et d'*outsider* semblent utiles afin de discerner dans quelle mesure j'appartiens et/ou n'appartiens pas à la catégorie que j'étudie. Je développerai par la suite ce que signifie être un chercheur allié en me penchant sur la prise en compte des privilèges cis.

Sonya Corbin Dwyer et Jennifer L. Buckle, deux chercheuses canadiennes en psychologie, ont rédigé un article sur les avantages et les inconvénients de mener une recherche en tant qu'*insider* et *outsider*. Selon ces auteures, l'appartenance à la population étudiée semble permettre aux chercheurs-es une acceptation plus rapide et complète des participants-es en offrant un niveau de confiance et d'ouverture important de leur part. En revanche, cette position d'*insider* pourrait influencer la perspective des chercheurs-es, car certains éléments peuvent être tenus pour acquis et les participants-es pourraient ne pas entièrement expliquer leurs expériences individuelles, en présupposant un vécu partagé (Dwyer et Buckle, 2009 : 58). Selon elles, la non appartenance à la catégorie étudiée pourrait amener, à l'inverse, plus de difficultés dans la constitution d'un lien de confiance, mais moins de présuppositions entre chercheurs-es et



participants-es. Le plus important pour mener une recherche ne serait pas le statut d'*insider* ou d'*outsider* des chercheurs-es, mais la rigueur scientifique, comme le propose cette citation :

Nous soutenons que l'ingrédient clé n'est pas le statut d'*insider* ou d'*outsider*, mais la capacité à être ouvert, honnête et profondément intéressé par l'expérience de ses participants-es de recherche, ainsi que l'engagement à la représentation fidèle et adéquate de leurs expériences. (p. 59, traduction libre)

Dwyer et Buckle (2009) remettent aussi en cause la binarité construite entre *insider* et *outsider*, en expliquant que l'appartenance à un groupe ne signifie pas être complètement similaire à celui-ci. À l'inverse, ne pas appartenir à un groupe ne signifie pas être complètement différent de celui-ci. En effet, ces auteures soutiennent que la recherche qualitative conduit à un statut entre l'appartenance et la non-appartenance au groupe étudié :

L'intimité propre à la recherche qualitative ne nous permet plus de demeurer de vraies *outsiders* quant à l'expérience étudiée et, en raison de nos rôles de chercheuses, nous ne sommes pas non plus des *insiders* à part entière. Nous occupons maintenant l'espace entre les deux, sujettes aux coûts et avantages qu'implique ce statut. (p. 61, traduction libre)

Finalement, elles invitent les chercheurs-es à noter leurs différences et ressemblances avec la catégorie étudiée.

Pour ma part, j'étais un militant gai participant au mouvement trans en tant qu'allié depuis de nombreuses années. D'abord en France, j'ai participé à l'organisation de plusieurs campagnes d'information contre la transphobie, ainsi qu'à des manifestations et actions³⁵. En arrivant au Québec en 2008, j'ai continué mon implication au sein du mouvement trans, notamment en créant la commission trans de l'organisme PolitiQ, au sein de laquelle j'ai participé à l'organisation de plusieurs activités militantes. Mon implication militante m'a permis d'explorer les milieux trans, d'en appréhender certaines dynamiques et de construire un lien de confiance avec plusieurs militants-es trans. J'ai ainsi pu obtenir un statut d'*insider* au sein de la militance trans qui a facilité aussi bien le recrutement que le déroulement des entrevues. Mon statut d'immigrant d'origine française, s'impliquant auparavant au sein de la militance trans, m'a permis d'améliorer la qualité de ma recherche en remarquant les similarités et les différences entre les deux contextes culturels d'implication.

Toutefois, en tant que personne cis, je ne partage pas les mêmes expériences d'oppressions que les personnes trans. Cela n'a pas semblé constituer un frein au dévoilement des expériences des participants-es qui me connaissaient déjà grâce à mon implication, mais a pu avoir une influence négative sur le lien de confiance de certains militants-es que je n'avais jamais rencontrés avant de les interviewer. Il se peut que cette méfiance soit renforcée par la position historique qu'ont tenue les chercheurs-es cis dans la psychiatrisation et la marginalisation des personnes trans. En revanche, comme l'entrevue portait sur leurs expériences en tant qu'activistes trans, que je partage d'une certaine manière, et non pas sur leurs modifications corporelles, que je ne partage pas, j'ai pu réduire l'influence négative de mon identité cis.

Ma position à la fois d'appartenance et de non-appartenance au groupe étudié m'a poussé à faire une recherche engagée en tant qu'allié. Mon engagement au sein de la militance trans ayant déjà été abordé, je me pencherai maintenant sur ma position d'allié. Les sciences humaines ont réfléchi aux dynamiques d'alliances au sein des mouvements sociaux, notamment entre les « bénéficiaires potentiels » d'une lutte

³⁵ J'ai participé à l'organisation d'une des manifestations annuelles Existrans, à quelques actions du Groupe Activiste Trans et à plusieurs campagnes d'information de l'association Étudions Gayment au sein de l'Université Paris-X.

et les « militants par conscience » (Mathieu, 2004 : 101). Ces recherches permettent de questionner le rapport de pouvoir qui peut exister entre ces deux catégories au profit des militants-es qui ne subissent pas l'oppression contre laquelle ils se battent³⁶. Un-e allié-e est un membre du groupe dominant ou majoritaire qui rejette ou questionne l'idéologie dominante et combat l'oppression par un travail de soutien avec et pour la population opprimée (Washington et Evans, 2000 : 312-313).

La notion d'allié semble aussi liée à celle de privilège. À ce propos, Alexandre Baril (2009) explique : « Ces privilèges, de la part des groupes qui en tirent profit, ont tendance à être sous-estimés ou niés, ce qui leur permet de se conforter dans une position dominante » (p. 268). La reconnaissance de mes privilèges en tant que chercheur cis en études trans semble alors primordiale. J'ai consulté les différentes listes de privilèges cis trouvables sur Internet³⁷, afin de pratiquer un *disempowerment* permettant de mener une recherche qui n'est pas influencée par le cissexisme.

3.2 L'APPROCHE QUALITATIVE³⁸

Ma démarche de recherche s'inscrit dans une épistémologie féministe utilisée afin d'analyser la militance trans. Dans ce contexte, l'approche qualitative semble la meilleure pour pouvoir accéder aux expériences des activistes trans rencontrés, comme l'illustrent les deux citations suivantes :

[L'accent est placé sur] les perceptions et les expériences des personnes ; leurs croyances, leurs émotions et leurs explications des événements sont considérées comme autant de réalités significatives. Le chercheur part du postulat que les personnes construisent leur réalité à partir du sens qu'elles donnent aux situations. (Mayer *et al.*, 2000 : 57-58)

Selon cette approche, une expérience, un phénomène ou une réalité sociale (comme une institution) reste incompréhensible si on ne le met pas en relation avec le sens que les acteurs impliqués lui attribuent. (Quivy et Van Campenhoudt, 2006 : 90)

Cette méthode de recherche se base sur une approche compréhensive qui vise à cerner les expériences, analyses et points de vue de chaque participant-e.

La démarche qualitative s'inscrit également dans une perspective exploratoire. En effet, elle permet d'avoir de la souplesse dans la cueillette des données, à l'inverse de l'approche quantitative beaucoup plus rigide. Il s'agit, pour Raymond Quivy et Luc Van Campenhoudt (2006), deux chercheurs belges, de « se mettre systématiquement et délibérément en situation d'être surpris » (p. 144), notamment en sortant de ses zones de confort. La recherche qualitative de maîtrise de Mélina Bernier (2007), qui porte sur la militance entourant le travail du sexe au Québec, offre une bonne illustration de l'intérêt d'opter pour une perspective exploratoire :

Nous n'avions nullement l'intention de déduire (approche déductive), de manière linéaire, une réponse rigide qui découlerait d'une hypothèse théorique et d'une analyse fermée des données recueillies, mais bien de construire progressivement et rétroactivement nos résultats de recherche. (p. 40)

Ancrer ma démarche de recherche qualitative dans une approche compréhensive et exploratoire semble ainsi représenter la meilleure option, afin de permettre l'émergence d'aspects inattendus.

³⁶ La troisième partie du chapitre 2 donne plus d'informations sur la question.

³⁷ Pour plus d'information, voir takeupspace.wordpress.com/cis-privilege.checklist ou <http://radicalprofeminist.blogspot.ca/2010/12/radical-profeminist-analysis-of.html>.

³⁸ Pour une version complète de ma méthodologie, voir mon mémoire de maîtrise disponible sur <http://www.archipel.uqam.ca/>



3.2.1 L'entrevue

Selon le chercheur québécois Pierre Mongeau (2009), « quelle que soit sa forme (dirigé, semi-dirigé, libre ou par récit), l'entretien en face-à-face est l'une des techniques de collecte les plus riches et les plus souples qui soient » (p. 96). J'ai fait le choix d'opter pour une technique d'entrevue semi-dirigée³⁹, qui « permet d'aborder les thèmes et les questions spécifiques identifiés à partir de notre cadre théorique, tout en restant ouverte aux éléments imprévus qui pourraient être apportés par les personnes » (p. 97). Avec cette technique, il est possible de parvenir à un équilibre entre une souplesse qui permet de laisser place à la surprise et à l'imprévu, à l'émergence d'une connaissance située des militants-es trans, et une rigueur qui sert à s'assurer que chaque participant-e réponde aux thèmes de la recherche.

La version finale de mon canevas d'entrevue était composée de trois axes⁴⁰. Le premier axe portait sur l'implication personnelle des participants-es, le second sur le sens qu'ils donnent à la lutte et le troisième sur les liens avec d'autres mouvements sociaux.

L'essai d'entrevue a été réalisé en avril 2010, huit autres entrevues ont été réalisées en mai et juin 2010 en utilisant un tri de volontaires. Les trois dernières entrevues ont eu lieu sur un plus long laps de temps en utilisant un tri orienté : une en août 2010, une autre en septembre 2010 et une dernière en février 2011. Les entrevues ont duré en moyenne 1 h 15, la plus courte ayant duré 51 minutes (mon essai d'entrevue), la plus longue 1 h 43.

3.2.2 L'échantillonnage

Ma population représente les personnes trans qui ont milité au Québec entre les années 1980 et 2010. Elle a été constituée grâce à un *échantillonnage typique*, dont la définition du chercheur québécois Maurice Angers (1996) est la suivante :

Dans l'échantillonnage typique, les éléments choisis pour faire partie de l'échantillon apparaissent comme des modèles de la population à l'étude. On recherche un ou des éléments considérés comme des portraits types de la population dont ils proviennent. [...] on ne peut qu'espérer que les éléments de l'échantillon posséderont les traits typiques correspondant à la population, tout comme on ne peut qu'espérer que les erreurs inévitables dans la sélection se neutraliseront. (p. 237)

Or, j'ai fait le choix de n'interroger que des militants-es trans, et non des témoins ou des observateurs de la militance trans.

Afin de constituer un échantillonnage typique, j'ai mis en place plusieurs critères de diversification qui permettent de « diversifier les cas de manière à inclure la plus grande variété possible, indépendamment de leur fréquence statistique » (Pires, 1997 : 155). Un premier critère de diversification est apparu dès le début de la recherche ; il s'agit du type de militance : associatif, communautaire, syndical, universitaire ou juridique, auquel s'est ajouté le type artistique. Au fur et à mesure de la réalisation de mes entrevues, trois nouveaux critères de diversification sont apparus. Tout d'abord, la période d'entrée dans la militance permettait de rencontrer des activistes s'étant impliqués dans différents contextes historiques et sur une période plus ou moins longue. Ensuite, le genre et la transidentité auxquels s'identifient les participants-es

³⁹ Aussi nommée semi-directive.

⁴⁰ Certains éléments du canevas ont évolué au cours des entrevues, j'en parlerai dans la section 3.2.3 sur le déroulement des entrevues.

semblaient également importants, ces critères constituant des tensions au sein de la militance trans. Enfin, la langue première et d'usage est considérée, ce qui correspond à une autre tension identifiée par les participants-es. Afin d'assurer cette diversification, j'ai choisi d'utiliser une nouvelle méthode de sélection pour mes trois dernières entrevues, le *tri orienté*. Cela m'a permis d'interroger des militants-es dont les expériences étaient jusqu'alors peu présentes : il s'agissait d'un jeune s'impliquant dans les organismes anglophones, d'une militante investie surtout au sein du mouvement LGBT et d'une autre qui avait milité tout au long des années 1990 auprès des personnes trans précarisées à cause de leur statut économique et social.

Chapitre 4

PRÉSENTATION DES PARTICIPANTS-ES, DES ORGANISMES TRANS ET DES TENSIONS AU SEIN DE LA MILITANCE

Ce chapitre traite d'abord des militants-es trans rencontrés, puis d'une cartographie des différents organismes impliqués dans la lutte contre le cissexisme nommés au cours des entrevues et, enfin, des tensions présentes au sein de la militance trans.

4.1 PORTRAIT DES MILITANTS-ES RENCONTRÉS

J'ai rencontré sept femmes trans et cinq hommes trans. À la question « comment vous définissez-vous ? », la plupart ont insisté sur le fait que leur transidentité ne représentait qu'une des facettes de leur identité. Certains ont indiqué également leur orientation sexuelle, leur appartenance ethnoculturelle, leur statut social ou encore leur profession. On remarque une diversité en termes d'identités trans : quatre participants-es s'identifient comme trans, quatre comme transsexuels-les, un comme genderqueer, une comme transgenre, un comme queer et trans, un dernier comme trans et genderqueer. Les participants-es s'identifiant comme queers ou genderqueers sont tous des hommes trans.

Leur âge varie entre 22 ans et 66 ans, et leur militance sur les enjeux trans a débuté entre 1980 et 2009. Je divise les répondants en trois générations : trois femmes trans ont commencé à militer entre 1980 et 1997, quatre participants-es ont commencé entre 2000 et 2006 et cinq participants-es sont entrés en militance après 2006.

Les militants-es rencontrés sont très majoritairement d'origine francophone, seulement deux des douze participants-es étant d'origine anglophone. Cependant, trois hommes trans d'origine francophone étudient dans une université anglophone et fréquentent des milieux anglophones : ils utilisaient ainsi fréquemment des concepts en anglais lors de l'entrevue.

On remarque un très fort niveau de scolarisation chez les personnes rencontrées. Neuf des participants-es avaient complété des études universitaires ou étaient étudiants-es à l'université au moment de l'entrevue : quatre étudiaient au doctorat, deux à la maîtrise, deux possédaient un baccalauréat, un autre étudiait au baccalauréat, une possède un diplôme technique de niveau collégial, les deux dernières avaient arrêté leurs études à la fin du secondaire.

Neuf participants-es ont fait partie d'au moins un organisme trans ; parmi ceux-ci, quatre ont déjà eu un emploi rémunéré en tant que militant-e trans. Deux activistes n'ont appartenu à aucun groupe car ils considèrent leur implication comme « personnelle » ou « ponctuelle ». Le dernier participant commençait à s'impliquer et se concevait comme sympathisant d'un organisme à l'époque.

Le tableau 4.1 présente le profil des répondants-es : la période d'entrée en militance sur les enjeux trans, leur âge, leur transidentité, leur première langue et leur niveau de scolarité.

Tableau 4.1. Profil des militants-es rencontrés

Pseudonyme	Période d'entrée dans la militance trans	Âge	Identité trans	Première langue	Niveau de scolarité
Dominique	1980 à 1997	48 ans	femme transsexuelle	français	secondaire
Hélène	1980 à 1997	58 ans	femme transgenre	français	étudiante au doctorat
Monique	1980 à 1997	66 ans	femme transsexuelle	français	collégial (technique)
Nancy	2000 à 2006	28 ans	femme trans	anglais	baccalauréat
Catherine	2000 à 2006	32 ans	femme trans	français	secondaire
Marie	2000 à 2006	35 ans	femme transsexuelle	français	étudiante à la maîtrise
Johnny	2000 à 2006	37 ans	gars trans et genderqueer	français	étudiant au doctorat
Mike	Après 2006	22 ans	queer, trans (<i>in certain ways</i>)	anglais	étudiant au baccalauréat
Bobby	Après 2006	24 ans	genderqueer	français	étudiant à la maîtrise
Bruno	Après 2006	30 ans	homme transsexuel	français	étudiant au doctorat
François	Après 2006	31 ans	gars trans	français	étudiant au doctorat
Julie	Après 2006	34 ans	femme trans	français	baccalauréat

Lors des entrevues, il est apparu clairement que le changement d'identité de genre affecte la militance et que la militance exerce une influence sur la vie des personnes rencontrées, comme en témoigne cette citation : « Alors ma transition a sans doute eu un impact sur mon activisme, et mon activisme a eu un impact sur ma transition également, je pense que ça va dans les deux sens » (Nancy, traduction libre).

4.1.1 L'influence du changement d'identité de genre sur la militance

Trois femmes trans rencontrées ont entrepris leur militance sur les enjeux trans entre 1980 et 1997. Elles ont toutes commencé à militer une dizaine d'années après leur transition de genre, pour aider leurs pairs. Elles étaient parmi les premières à participer à des émissions de télévision et à répondre aux journalistes afin de rendre visibles les transidentités. Elles peuvent ainsi être considérées comme des pionnières, car elles ont ouvert la voie à une militance qui existait peu auparavant.

Plusieurs participants-es étaient militants-es avant d'entamer leur changement d'identité de genre. Bruno et Nancy sont issus des milieux universitaires féministes. Ils expliquent tous deux que leur changement de genre a eu un impact sur leur militance qui s'est alors recentrée sur les enjeux trans,



outillée par une grille d'analyse anti-oppression acquise grâce aux études féministes. Johnny explique que son militantisme est passé des enjeux bis aux enjeux LGBT puis aux enjeux trans :

Je faisais déjà de la militance comme queer ou bi avant là, ça date des années, je faisais partie d'un groupe bi et pis je faisais de la militance là-dessus. Après ça comme plus LGBT, mais le T s'est comme amplifié avec la transition parce que j'avais une plus grande connaissance des enjeux. En faisant une transition, c'est là que j'ai vu toutes les p'tites affaires que... que j'étais pas au courant avant. (Johnny)

Un autre militant estime lui aussi que sa militance a évolué vers des enjeux plus personnels :

C'est sûr que les enjeux qui m'intéressent maintenant sont différents, parce que c'est des enjeux qui sont plus personnels qu'avant que c'était plus une question : *Okay*, la lutte du VIH m'intéresse. [...] Donc oui, c'est sûr que mes intérêts ont changé par rapport à ça. T'sé le personnel est politique. (Bobby)

François, qui a un passé au sein de partis politiques, abonde dans le même sens :

[J]'ai été carrément obligé de faire certaines démarches pour répondre à mes besoins qui font que je me suis frotté à des institutions, que j'ai rencontré des obstacles, qui finissent par te révolter, et tu te rends compte que ça fonctionne pas, donc qu'il faut faire quelque chose. Je pense que c'est comme ça que tu deviens un militant trans au Québec en 2010. (François)

Il voit son engagement comme individuel avant d'être collectif. D'autres participants-es ont commencé à militer au moment où ils ont entamé leur changement d'identité de genre. Pour Catherine et Julie, ce fut directement au sein d'organismes trans.

Le changement d'identité de genre représente un point tournant dans l'implication militante des participants-es, soit parce que leur militance se recentre sur les enjeux trans, soit parce qu'ils ont commencé à militer au moment de leur changement d'identité de genre. Cela conduit beaucoup de personnes à ne militer que pendant leur période de transition ; cette militance peut être qualifiée de ponctuelle. Catherine déplore cette situation : « Moi, j'ai fait ma transition, je disparaîs, la communauté j'm'en câlisse, excusez. J'ai l'impression que c'est ça souvent » (Catherine). Marie affirme que le fait d'avoir une pratique militante avant son changement d'identité de genre a une influence très importante sur le fait de devenir militante trans :

Y'a juste quelques rares comme moi qui disent « on va continuer », mais moi, je pense que c'est dû au fait que même avant, j'ai toujours été militante. J'ai fait du bénévolat depuis l'adolescence. [...] Ceux qui restent en général, j'ai l'impression c'est ceux que, pour eux, être militant, c'est quelque chose dans leur vie, et là ça devient une cause de plus, ou nouvelle. (Marie)

Ainsi, pour certains, la militance ponctuelle représente un frein à la mobilisation. En effet, celle-ci entraîne un roulement très important des personnes s'impliquant dans les organismes, ce qui requiert de constamment outiller de nouvelles personnes. Marie déplore également le fait que les nouveaux venus ne soient en général pas informés de ce qui s'est fait par le passé. Elle affirme :

[V]u qu'il y a un très grand roulement, un des grands problèmes, c'est qu'à chaque fois qu'il y a des nouveaux, ils veulent réinventer la roue, ou arrivent avec des solutions magiques, ou... euh... c'est comme si on n'avait rien fait avant. (Marie)

On y voit donc une difficulté à élaborer une mémoire de la militance trans que les nouveaux militants-es pourraient s'approprier.

4.1.2 L'importance de la militance dans la vie des participants-es.

L'implication militante est très importante dans la vie de plusieurs personnes trans rencontrées. Pour Marie, il est important de faire évoluer la société dans le bon sens. Dominique considère « avoir été un exemple pour ma communauté aussi, parce qu'il y en a beaucoup qui ont vu que si j'étais capable de le faire, eux autres aussi étaient capables de le faire ». Pour Nancy, militer est essentiel : « C'est vital comme l'air, c'est comme respirer » (traduction libre).

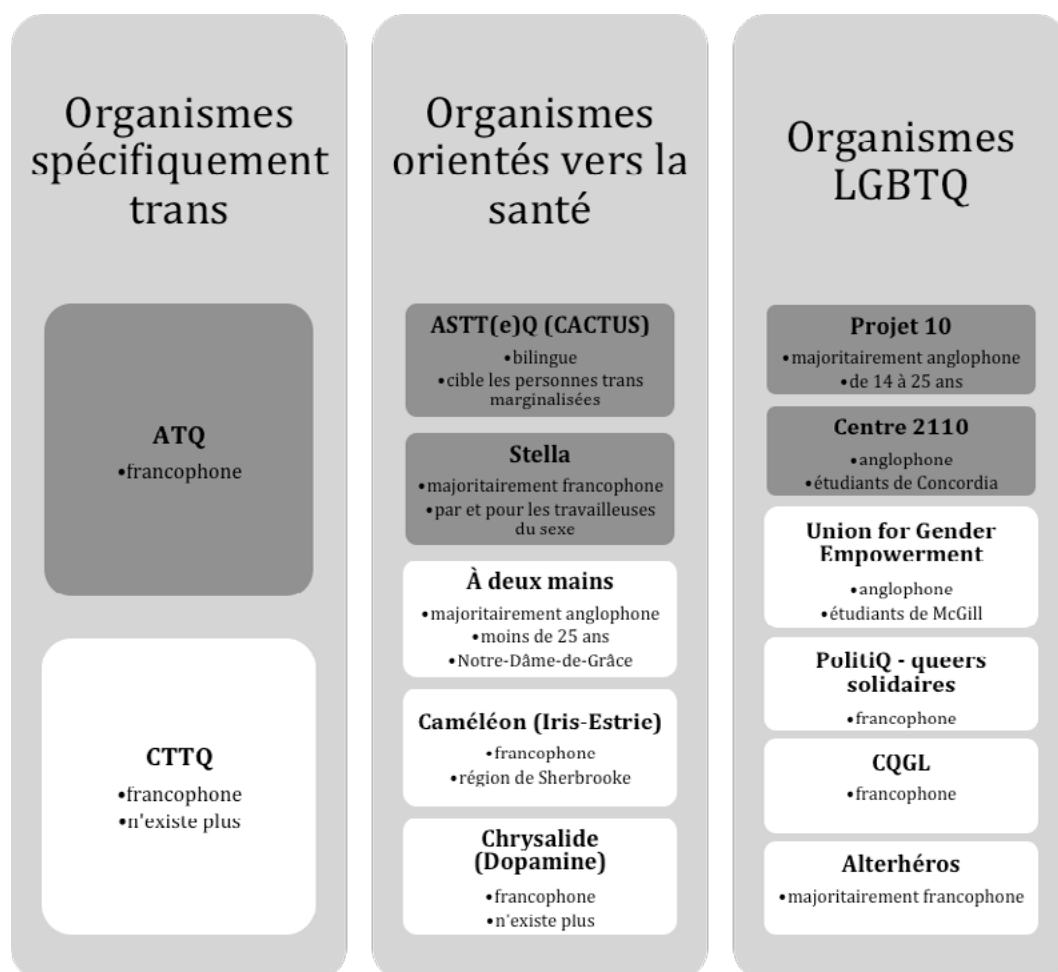
La militance a exercé une influence au plan personnel chez beaucoup des participants-es rencontrés. La facilitation du changement d'identité de genre ainsi que l'exploration d'identités de genre hors du système binaire ont été citées par plusieurs. Julie souligne à quel point l'implication l'a outillée pour faire son changement d'identité de genre, en encourageant d'autres à s'impliquer : « Ça m'a beaucoup aidée à bien faire ma transition. Donc je conseille à toutes les personnes trans en transition de faire du bénévolat et de s'impliquer (rire) ». Marie a utilisé les outils acquis dans les milieux gais et lesbiens pour s'assumer en tant que trans : « Après un an à parler de *coming out* pour les gais et les lesbiennes, à un moment donné je m'écoutais parler, je dis ben finalement, j'ai un nouveau *coming out* à faire, dire que je suis transsexuelle ».

D'autres impacts ont été nommés par les participants-es, que je ne développerais pas ici : la constitution de nouveaux réseaux sociaux et le développement de nouvelles compétences professionnelles.

4.2 LES ORGANISMES ET REGROUPEMENTS TRANS

Les organismes trans sont des organismes qui desservent les personnes trans et au sein desquels des personnes trans s'impliquent ou se sont impliquées. La militance trans menée par ces organismes peut être au centre de leur action ou au centre d'un projet de l'organisme ; elle peut aussi être intégrée de manière transversale aux activités de celui-ci. J'ai divisé en quatre types les organismes et regroupements trans nommés par les militants-es rencontrés, en fonction de leur mandat principal. Premièrement, des organismes spécifiquement trans ont pour mission centrale de desservir les personnes trans. Deuxièmement, un certain nombre d'organismes ont un mandat orienté vers la santé, mandat leur permettant de recevoir du financement public. Troisièmement, plusieurs organismes sont orientés vers les populations LGBTQ (lesbiennes, gais, bisexuels, trans, queers), en ciblant spécifiquement les personnes trans à de nombreux égards. Plusieurs organismes LGBTQ s'occupent également d'enjeux liés à la santé, notamment en faisant de la prévention. Quatrièmement, deux regroupements trans ont été identifiés⁴¹. Le Tableau 4.2 présente une liste des organismes trans.

⁴¹ La quasi-totalité des organismes trans sont situés dans la région de Montréal. Je le préciserai quand un organisme est implanté dans une autre région.

**Tableau 4.2.** Liste des organismes trans

Les organismes trans sont divisés en trois types. Chaque rectangle représente un organisme avec son nom, sa langue principale et ses spécificités. Les organismes situés dans des rectangles plus foncés appartiennent au Réseau de santé trans fondé à la moitié des années 2000.

4.2.1 Les organismes spécifiquement trans

L'Aide aux Transsexuels et Transsexuelles du Québec (ATQ) a été fondée en 1980 ; il s'agit du plus vieil organisme trans existant au Québec. Jusqu'au milieu des années 2000, l'ATQ consistait essentiellement en une personne qui tenait une ligne d'écoute et faisait des interviews télévisées. L'action du groupe est principalement centrée sur l'entraide, avec quelques activités de défense des droits et d'action politique. L'ATQ organise un groupe de discussions et d'entraide hebdomadaire et des activités de réseautage plusieurs fois par année (p. ex. : épluchette de blé d'Inde). L'organisme tient également un site Internet et travaille à sensibiliser les professionnels-les de la santé et des services sociaux. L'ATQ est vue comme un groupe occupant une position de leadership au sein des milieux trans francophones.

La Coalition des Transsexuels et Transsexuelles du Québec (CTTQ) est un organisme créé suite aux États généraux des communautés LGBT de 2004, grâce aux liens s'étant créés entre les militants-es

trans présents. Selon plusieurs participants-es, l'objectif de l'organisme était le réseautage et l'échange d'informations entre organismes et militants-es trans, dans une visée plus politique. La CTTQ a participé à des négociations avec le gouvernement, ayant notamment aidé à accélérer le processus de changement de prénom auprès du Directeur de l'état civil.

La Fierté trans est un évènement annuel composé d'une journée de conférences sur les enjeux trans et d'un gala le soir⁴². Elle a été organisée pendant plusieurs années par l'ATQ au courant des années 1990. Son organisation a été suspendue par manque d'effectifs. En 2004, un organisme ontarien a voulu la remonter. Elle a été organisée par la CTTQ en 2005 et 2006, et à nouveau par l'ATQ depuis 2007.

Quelques militantes rencontrées m'ont expliqué que, suite à des tensions internes peu de temps après sa création, quelques personnes ont décidé de quitter la CTTQ afin de s'impliquer à l'ATQ. Les tensions se sont notamment cristallisées autour de la Fierté trans, les deux organismes se disputant l'organisation de l'évènement. Une participante explique ainsi les tensions qui peuvent parfois exister entre militants-es trans :

Dans le milieu trans, qu'est-ce que j'ai remarqué aussi, c'est que pour passer à travers notre transition, on doit être tête et avoir une forte tête. Et pis dans les organismes trans, c'est peut-être ça qui est le problème des fois. C'est qu'on a la forte tête, donc on s'obstine plus facilement. (Catherine)

Un thème est défini chaque année pour la journée de conférences, lesquelles sont données par des militants-es trans, des professionnels-les de la santé et des universitaires. La Fierté trans permet de sensibiliser les personnes trans et leurs alliés-es à certains enjeux. Elle représente également une occasion de faire émerger certains sujets au sein des milieux trans, comme les enjeux de santé, les masculinités trans, les enjeux familiaux.

C'est aussi souvent une occasion pour les groupes de se réseauter, en fournissant de l'espace pour des kiosques associatifs et en permettant parfois aux groupes de se présenter devant la salle. Ces dernières années, entre cent et deux cents personnes participaient chaque année. Le gala de la Fierté trans est constitué d'une remise de prix et généralement d'un spectacle de *drag kings*. Cette remise de prix accorde un rôle de leadership à l'ATQ qui détermine qui reçoit les prix.

Plusieurs autres groupes spécifiquement trans qui n'existent plus ont été cités : Transgender Alliance, Bleu et rose en Estrie, la Fondation Caméléon pour les parents d'enfants trans, un groupe de personnes transsexuelles à Trois-Rivières ainsi qu'un groupe pour les hommes trans.

4.2.2 Les organismes trans ayant un mandat orienté vers la santé

Plusieurs organismes de santé ont développé des projets ou des services en direction des personnes trans, lesquels peuvent connaître une relative autonomie. Au sein de ces organismes, plusieurs personnes trans s'impliquent ou se sont impliquées. La réunion de ces deux dimensions en fait des organismes trans.

⁴² La Fierté Trans se déroule généralement le premier samedi de mai, afin de commémorer le décès d'une des premières femmes trans médiatisées à un niveau international. : Christine Jorgensen, le 3 mai 1989.



Fondé en 1989, CACTUS⁴³ travaille, dans une perspective de réduction des méfaits, auprès des usagers-ères de drogue, des jeunes de la rue, des personnes trans ainsi que des travailleurs-ses du sexe. Au début des années 1990, une femme trans travailleuse du sexe a été embauchée pour faire du travail de rue. Il s'agissait de distribuer dans certains lieux du matériel de réduction des risques comme des préservatifs et des seringues, notamment en direction de ses pairs.

En 1998, suite à une recherche sur les besoins des personnes trans, l'Action Santé pour les Travesti(e)s et Transsexuel(le)s du Québec (ASTT[e]Q) voit le jour. Il s'agit d'un projet à l'intention des personnes trans, notamment celles qui sont marginalisées et entrent dans la mission de CACTUS. L'équipe est généralement composée d'un-e à trois employés-es en fonction des subventions ainsi que d'un-e stagiaire étudiant-e en sciences humaines, souvent en sexologie. Il s'agit d'ailleurs du premier groupe trans subventionné au Québec.

L'ASTT(e)Q organise un groupe d'entraide et de discussion hebdomadaire, un souper communautaire mensuel avec échange de vêtements, du soutien individualisé et des ateliers (p. ex. : accès à l'aide sociale, criminalisation du VIH). Elle crée des outils comme des livres de références ou des dépliants d'informations, distribue du matériel de prévention, sensibilise les professionnels-les de la santé et des services sociaux. Elle fait également du lobbying et de la défense des droits.

Le groupe oriente des personnes transsexuelles et travesties, en début de cheminement et en questionnement, avec une vision diversifiée des parcours trans. Un participant explique :

[I]ls font du travail avec les populations trans qui en ont vraiment le plus de besoin. [Une de leurs employées] est très préoccupée par les personnes trans à faible revenu, sans papiers, les personnes trans immigrantes, les personnes trans sans emploi, les personnes trans dans la rue, qui font du travail du sexe, qui prennent des drogues. (Bruno)

Les personnes trans séropositives représentent également un public cible. Une participante explique que des réunions hebdomadaires de femmes transsexuelles vivant avec le VIH ont déjà eu lieu dans les années 1990 à CACTUS.

L'ASTT(e)Q dessert à la fois les francophones et les anglophones, ce qui lui donne une position de leadership importante à Montréal. Elle fait également de la représentation auprès de coalitions LGBTQ et de réseaux s'occupant des enjeux liés au VIH, au travail du sexe, à l'immigration ainsi qu'aux prisons.

Dans la foulée de l'ASTT(e)Q, Dopamine, l'équivalent de CACTUS agissant spécifiquement au sein du quartier Hochelaga-Maisonneuve, a créé le projet Chrysalide. Ce projet avait les mêmes missions et orientations que l'ASTT(e)Q ; il organisait notamment un groupe de soutien bihebdomadaire. Cependant, la différence fondamentale entre les deux projets est le financement : Chrysalide ne recevait aucune subvention spécifique. Le groupe n'a pas réussi à se maintenir quand les employés qui s'en chargeaient ont quitté l'organisme, il y a quelques années.

À deux mains est un organisme situé dans le quartier Notre-Dame-de-Grâce⁴⁴. Il est reconnu par les militants-es trans pour sa clinique de santé gratuite, accessible aux moins de 25 ans, qui donne accès à l'hormonothérapie avec un protocole non conventionnel basé sur le consentement éclairé et non le

⁴³ www.cactusmontreal.org

⁴⁴ headandhands.ca

diagnostic. Un problème rencontré dans ce projet est la longue liste d'attente pour accéder aux hormones, car la demande est beaucoup plus forte que l'offre.

Les participants-es ont nommé plusieurs autres projets d'À deux mains qui peuvent toucher certaines personnes trans, comme le projet Sense, qui fait de l'éducation à la sexualité dans les écoles secondaires, le service de soutien juridique, le travail de rue ou encore le programme pour jeunes parents.

Dès sa création en 1995, Stella⁴⁵ a mis en place une non-mixité incluant l'ensemble des personnes qui s'identifient comme femmes dans l'industrie du sexe, ce qui fait en sorte que les femmes trans sont les bienvenues. L'organisme accueille dans ses locaux les travailleuses du sexe, fait du travail de rue et de la prévention, produit du matériel d'information, mène des campagnes de sensibilisation, offre de l'accompagnement et travaille à briser l'isolement. Une participante voit Stella comme un allié essentiel qui a « une politique et une compréhension très élaborée au niveau des problèmes et réalités des personnes trans » (Nancy). Elle ajoute que l'organisme mène parfois des campagnes dans lesquelles les femmes trans occupent une position centrale.

En Estrie, l'Intervention Régionale et Information sur le Sida (IRIS)⁴⁶ a mis en place en 2009 le projet Caméléon, qui dessert spécifiquement les personnes trans. Ce projet tient un groupe d'entraide et de discussion bihebdomadaire, fait du soutien individualisé et démystifie les réalités trans. Étant situé à Sherbrooke, l'organisme connaît des difficultés à collaborer avec les organismes montréalais.

Plusieurs militants-es ont fait partie d'organismes VIH/sida, notamment Aids Community Care Montreal (ACCM), dont on considère qu'il ne prend pas suffisamment en compte les enjeux trans, par exemple en termes de diversité des corps, dans leurs campagnes de prévention. Ce manque d'inclusion des transidentités ne permet pas de compter ACCM parmi les organismes trans. Une autre participante séropositive a fait partie de plusieurs groupes de personnes séropositives dans les années 1990. Elle y faisait notamment de la représentation et de la sensibilisation, ce qu'elle avait vécu difficilement au début, car elle avait le sentiment que certains hommes gais ne voulaient pas être représentés par une femme trans.

L'Association canadienne des professionnels en santé des personnes transsexuelles (CPATH⁴⁷) est un regroupement de fournisseurs de soins de santé à l'échelle canadienne créé en 2007 en s'inspirant de la World Professional Association for Transgender Health (WPATH), association du même type à l'échelle mondiale⁴⁸.

L'association organise un congrès annuel afin d'échanger sur les nouvelles recherches et pratiques en santé trans. La CPATH met en place des standards de soins pour les personnes trans à l'échelle du Canada, en se basant sur ceux établis par la WPATH. Certains membres de ce regroupement sont des personnes trans. Par ailleurs, plusieurs participants-es se sont impliqués au congrès de la CPATH en 2010, qui avait lieu à Montréal.

⁴⁵ www.chezstella.org

⁴⁶ www.iris-estrie.com

⁴⁷ Canadian Professional Association for Transgender Health

⁴⁸ www.cpath.ca



Le lien entre la CPATH et les autres organismes trans est ambivalent, car ses membres peuvent à la fois être vus comme des gardiens-nes de l'accès qui obligent à passer par le diagnostic médical ou comme des alliés-es qu'il s'agit de sensibiliser. J'en parlerai plus en détail dans la partie sur les enjeux d'accès à la santé et aux services sociaux.

4.2.3 Les organismes trans ayant un mandat orienté vers les LGBTQ

Plusieurs organismes LGBTQ ont développé des projets ou des services en direction des personnes trans, qui peuvent être spécifiquement ciblées ou incluses de manière transversale aux activités de l'organisme.

Projet 10 est un organisme qui « travaille à promouvoir le bien-être personnel, social, sexuel et mental des jeunes et adultes lesbiennes, gais, bisexuel(le)s, transgenres, transsexuel(le)s, bispirituel(le)s, intersexuel(le)s et en questionnement âgé(e)s entre 14 et 25 ans »⁴⁹. Au milieu des années 2000, Projet Max a émergé de Projet 10. Il s'agit d'un projet ayant pour but l'inclusion des jeunes trans au sein de Projet 10.

Projet 10 tient un groupe d'entraide hebdomadaire et fait également du soutien individualisé, de la défense des droits, de la sensibilisation et de la réduction des méfaits. Projet Max avait produit un guide à l'intention des personnes trans et des professionnels-les de la santé afin d'expliquer, entre autres, comment accéder aux hormones, aux chirurgies, à un changement de prénom et de mention de sexe. Projet Max a également travaillé à inclure les transidentités dans l'ensemble des activités de Projet 10, un groupe LGBTQ incluant les enjeux trans de manière transversale. Le public est mixte, mais très majoritairement anglophone.

Le Centre 2110 contre l'oppression des genres est un organisme anglophone étudiant, au sein de l'Université Concordia. Il s'agit de l'ancien Centre des femmes de Concordia, qui a évolué pour devenir inclusif des enjeux queers et trans au début des années 2000. D'une part, il offre des services et des ressources d'entraide et de prévention, d'autre part, il mène des campagnes de sensibilisation et organise des conférences et présentations de film⁵⁰. Le groupe a trois coordonnateurs-rices permanents et plusieurs bénévoles qui les aident.

L'organisme a un volet spécifique de santé trans, au sein duquel on retrouve du soutien par les pairs, de l'échange d'information, des recommandations de professionnels-les de la santé, la distribution de matériel de prévention (notamment des seringues pour les injections d'hormones) ainsi qu'un programme d'échange de *binders*⁵¹. Il est impliqué dans les milieux LGBTQ et féministes. Une partie de son action consiste en faire de la représentation, de la défense des droits et du lobbying.

Pour plusieurs étudiant-es participants-es à l'Université Concordia, le Centre 2110 représente un outil permettant de combattre la transphobie au sein de l'université et des résidences d'habitation. Un militant rencontré souligne l'ouverture sur la diversité des réalités trans qu'il voit au Centre 2110, qui

⁴⁹ p10.qc.ca

⁵⁰ www.centre2110.org

⁵¹ Un *binder* est un vêtement utilisé par les hommes trans pour compresser leur poitrine et donner l'apparence d'un torse masculin.

provient aussi de l'influence des mouvements féministe et queer : « Ils ont plus comme une ouverture envers le *gender at large* » (Johnny).

L'Union for Gender Empowerment (UGE) est l'équivalent du Centre 2110 pour l'Université McGill. L'organisme se définit comme « un organisme féministe pro-trans » (traduction libre). Il s'agit de l'ancien Centre des femmes de McGill qui a évolué afin d'inclure les enjeux queers et trans dans la foulée du Centre 2110. Ces organismes partagent ainsi une histoire et des activités similaires, bien que l'UGE agisse à une plus petite échelle que le Centre 2110. L'UGE offre également des services spécifiques comme une coopérative pour acheter des *binders* et des *packers*⁵², une bibliothèque et un système d'évaluation de l'ouverture aux transidentités des médecins de la clinique de McGill.

PolitiQ-queers solidaires est un collectif queer majoritairement francophone qui vise à « combattre toutes les formes d'oppressions et d'exclusions hétérosexistes et cissexistes »⁵³. PolitiQ a été créé à la suite de la Radical Queer Semaine de 2009. Une commission centrée sur les enjeux trans a vu le jour, composée principalement d'hommes trans et d'alliés-es. Le groupe a organisé plusieurs conférences sur les transidentités et a été initié la coalition responsable du Rassemblement du 17 juin 2010 devant le Directeur de l'état civil.

Un participant considère que le collectif est composé majoritairement de jeunes fortement scolarisés. Un autre militant rencontré apprécie l'orientation : « C'est pas *mainstream* trans, c'est queer trans, c'est comme plus d'ouverture à différentes façons d'être trans, et pis aussi plus politisé » (Johnny).

Le Conseil québécois des gais et des lesbiennes⁵⁴ (CQGL), anciennement la Table de concertation des gais et lesbiennes du Québec (TCGLQ), est une coalition regroupant une vingtaine d'organismes LGBT francophones ou allophones ainsi que les comités LGBT des principales centrales syndicales québécoises. Le CQGL mène principalement une action de lobbying et de défense des droits auprès des institutions provinciales.

La TCGLQ a joué un rôle très important dans l'alliance entre personnes trans et LGB quand elle a organisé les États généraux des communautés LGBT en 2004. C'était la première fois que les trans étaient inclus officiellement dans le mouvement gai et lesbien francophone. La TCGLQ puis le CQGL ont par la suite travaillé à inclure les enjeux trans dans les différentes négociations avec le gouvernement. Le CQGL représente donc une porte d'entrée importante pour les revendications trans auprès des institutions provinciales. Il emploie une personne trans depuis plusieurs années.

D'autres organismes LGBTQ ont également été cités. La troupe des Dukes of Drag organise des spectacles de *drag kings*, qui jouent sur les identités de genre de manière politique. Leurs spectacles sont présentés à la fois au sein des milieux queers et trans. La troupe anime également des ateliers permettant de s'approprier certaines caractéristiques masculines, comme se faire une fausse barbe. Plusieurs des performeurs ont entamé des transitions.

⁵² Un *packer* est un objet placé dans les sous-vêtements afin de donner l'apparence d'organes génitaux masculins.

⁵³ www.politiq.info

⁵⁴ Aujourd'hui nommé Conseil québécois LGBT



Un participant, professeur de cégep, a cofondé un réseau de professeurs-es travaillant à l'inclusion des enjeux LGBTQ dans son cégep. Ce réseau propose notamment des formations et publie un journal afin de sensibiliser le corps professoral, afin de créer un espace plus accueillant pour les étudiants-es LGBTQ. Le participant explique qu'il a rencontré beaucoup de résistance à l'inclusion des enjeux trans, mais croît être finalement parvenu à sensibiliser ses collègues.

Alterhéros⁵⁵ s'occupe essentiellement d'une plate-forme Internet qui offre des ressources en ligne et un forum de discussion. Leur section « parles-en aux experts » permet de poser des questions relatives, notamment, aux enjeux trans depuis la moitié des années 2000.

Jeunesse Lambda, la Coalition jeunesse montréalaise de lutte à l'homophobie et le Néo dans Lanaudière sont trois organismes travaillant auprès des jeunes LGBTQ nommés par une participante, car travaillant spécifiquement en direction des jeunes trans.

Enfin le Prisoner Correspondance Project a également été cité. Il s'agit d'un collectif montréalais qui organise un programme de correspondance avec des personnes LGBTQ incarcérées en prison.

4.2.4 Les regroupements d'organismes trans

Les regroupements d'organismes trans sont des coalitions réunissant plusieurs organismes cités précédemment autour d'objectifs précis. D'un côté, le Réseau de Santé Trans est un regroupement permanent rassemblant plusieurs organismes trans impliqués dans la santé de leur communauté ; de l'autre, le Rassemblement du 17 juin 2010 est une coalition ponctuelle réunissant presque tous les organismes cités précédemment afin d'organiser le premier et le plus grand rassemblement revendicatif trans dans l'espace public.

Le Réseau de santé trans est un regroupement permanent d'organismes créé dans la première partie des années 2000 qui « vise à promouvoir la santé et la justice sociale pour les personnes trans du Québec »⁵⁶. Chaque organisme membre apporte du soutien aux personnes trans et sensibilise les professionnels-les de la santé et des services sociaux. Sont membres du réseau l'ASTT(e)Q, Projet 10, le Centre 2110, Stella, et l'ATQ plus récemment. À deux mains en a également fait partie par le passé.

Le Réseau de santé trans aide au partage d'informations entre les groupes membres. Il travaille à améliorer l'accès à la santé en sensibilisant les professionnels-les, en faisant du lobbying auprès des institutions gouvernementales, en produisant de l'information en version papier et électronique (dépliants, guides, etc.). Le réseau est également impliqué dans la création du nouveau guichet clinique spécialisé en changement d'identité de genre.

Le réseau est, d'un point de vue historique, principalement composé d'organismes anglophones. Des liens forts ont pu se tisser entre ces différents groupes, notamment entre l'ASTT(e)Q et Projet 10 qui collaborent régulièrement ensemble. Cependant, une limite du réseau, nommée par plusieurs

⁵⁵ www.alterheros.com

⁵⁶ santetranshealth.org

participants-es, est le fait que tous les groupes n'y soient pas invités, y compris quelques organismes qui travaillent sur les enjeux de santé trans.

Le Rassemblement du 17 juin 2010 devant le Directeur de l'état civil avait pour titre « Non aux règles stériles de l'état civil : Trans mobilisés-es pour leur citoyenneté ! ». Les revendications portées étaient les suivantes :

- Accessibilité à un changement de nom sans délai excessif, basée sur le modèle de la réglementation en vigueur dans toutes les autres provinces canadiennes.
- Accessibilité à un changement de mention de sexe sans traitements médicaux obligatoires (opérations et hormonothérapie), à l'instar de l'Espagne et de la Grande-Bretagne, à partir d'une recommandation d'un-e professionnel-le (une liste de ces professionnels-les pourra être déterminée en concertation avec les communautés concernées).
- Accessibilité à un changement de nom et de mention de sexe pour les personnes non citoyennes du Canada domiciliées au Québec depuis un an.
- Accessibilité à un changement de la mention de sexe des personnes trans sur le certificat de naissance des enfants nés avant la transition de sexe.
- Indication claire, sur le site Internet du Directeur de l'état civil du Québec, des procédures liées à un changement de nom et de mention de sexe pour les personnes transidentifiées.

Ce rassemblement a été organisé par une coalition ponctuelle de militants-es et d'organismes, à l'initiative de PolitiQ-queers solidaires. L'ensemble des organismes trans existant en 2010 y a participé⁵⁷, ainsi que 37 organismes LGBTQ, 13 organismes féministes et quatre centrales syndicales. On dénombre en tout 65 organismes signataires. Les revendications ont également été soutenues par de nombreuses personnalités des secteurs politique, juridique, universitaire, de la santé et des services sociaux.

La plupart des organismes trans ont mobilisé leurs membres pour soutenir l'événement. L'ASTT(e) Q, par exemple, a apporté un soutien logistique en imprimant des tracts et organisé un contingent pour se rendre à l'évènement à partir des locaux de CACTUS. Le rassemblement a réuni 200 personnes trans et alliées. Des slogans ont été scandés en lien avec les revendications. Par ailleurs, six personnes trans ont pris la parole et un *die-in*⁵⁸ a été organisé. Il s'agit du plus grand rassemblement revendicatif trans dans l'espace public au Québec.

Il y a donc une diversité d'organismes trans avec des mandats différents : certains spécifiquement trans, d'autres orientés vers la santé et d'autres vers les populations LGBTQ. Ces organismes se regroupent parfois autour d'enjeux spécifiques, mais cela peut s'avérer difficile. En effet, plusieurs tensions sont au cœur de la militance trans et ont une influence sur les liens entre organismes.

⁵⁷ Hormis la CPATH.

⁵⁸ Un *die-in* est une action lors de laquelle les participants-es simulent leur mort en s'allongeant sur le sol.



4.3 LES TENSIONS AU SEIN DE LA MILITANCE TRANS

La communauté trans est composée de nombreux organismes, groupes et réseaux sociaux qui entrent en tension à plusieurs égards. Bruno explique que « la communauté trans, elle est diversifiée, elle n'est pas homogène, qu'il y a des débats aussi ». Les regroupements entre personnes trans peuvent parfois être difficiles du fait de ces tensions et débats. J'exposerai dans un premier temps les tensions transidentitaires, pour ensuite me pencher sur les tensions liées au lieu d'habitation, à la langue, à l'âge, au genre d'identification et au statut économique et social.

4.3.1 Les tensions transidentitaires

Le premier point de tension est constitué par la délimitation entre qui est trans et qui ne l'est pas. Il s'agit de savoir qui peut revendiquer l'identité trans, qui appartient à la communauté trans et ainsi qui est susceptible de former la militance trans. À ce titre, la citation de François est particulièrement révélatrice :

Y'en a pour qui t'es pas trans si tu te fais pas opérer. Y'en a pour qui t'es pas un vrai trans si tu fais pas tel truc. Et y'en a pour qui être trans, c'est être d'aucun genre, c'est *fuck* le genre. [...] Où est-ce qu'on la met la frontière ? Je le sais pas, et honnêtement, c'est ce qui me dérange en fait dans les espèces de partages qu'on fait entre ça, c'est pour les trans, ça, c'est pour le reste du monde. C'est qu'il y a un faux partage du monde à mon avis. Y'a des gens qui vivent des expériences similaires et qui n'appartiennent pas au même groupe.

Pour lui, les expériences sont extrêmement importantes ; il explique que les butches et les hommes efféminés peuvent subir plus de violence liée à leur expression de genre qu'une personne trans avec un excellent *passing*. Lui-même dit vivre une vie de trans depuis son enfance, il se désole :

Je trouve ça dangereux qu'il y ait des gens qu'on laisse de côté comme ça. T'sé au nom du fait qu'ils ne se réclament pas du *label* trans. Pour moi, c'est le danger des identités politiques, t'sé de vouloir rassembler des gens sous un chapeau, à condition qu'ils veulent bien se rassembler sous ce chapeau-là.

Pour François, la militance trans devrait inclure les personnes qui vivent des expériences de transgression du genre, au-delà des personnes qui s'identifient comme trans.

Johnny, quant à lui, dissocie les personnes trans normatives et queers, voyant chez les premières une contrainte à la binarité :

J'ai l'impression que ma position est marginale dans la communauté trans. J'suis pas comme les autres, j'suis pas *mainstream* trans. [...] J'arrivais là pis regarde j'suis un gars socialement mais je me considère encore entre les 2 et pis j'suis bi, j'suis queer ... j'avais l'impression souvent qu'ils pensaient, ben regarde parce que « tu nous donnes une mauvaise image, du monde comme toi, des *fuckés* comme toi, tu nous donnes une mauvaise image aux vrais trans ».

Ce participant se sent marginalisé par son refus de la binarité. Un autre militant rencontré soutient qu'il a eu beaucoup de difficultés à trouver de l'information concernant les personnes qui se situent entre les deux genres :

[A]vant, ma connaissance des réalités trans était surtout comme gens qui sont transsexuels, qui s'identifient comme transsexuels. Et pis j'avais pas nécessairement d'accès à de l'information pour des personnes qui sont pas nécessairement identifiées comme hommes ou comme femmes, mais qui s'identifient en quelque part hors du système binaire aussi. C'est un peu où est-ce que je me situe. (Bobby)

Plusieurs personnes interviewées ont expliqué que pour certains militants-es, il n'y a qu'une manière d'être trans et celle-ci se caractérise par le passage d'un genre à l'autre avec des étapes prédéfinies : rencontrer un psychologue, prendre des hormones et subir des opérations chirurgicales. Marie considère qu'il y a une contrainte à se faire opérer afin d'accéder à la catégorie homme ou femme :

Beaucoup de personnes vont encore focaliser sur la génitalité : « T'es pas opérée, donc t'es pas une vraie femme, ou un vrai homme ». [...] Je fais partie de celles qui tiennent ce discours-là, de dé-génitaliser la transsexualité. Et pis, c'est aussi bon pour les trans à l'intérieur, parce que des fois on met trop le focus, et c'est pas tout le monde qui a l'urgence de se faire opérer. Y'en a qui se font dire qu'ils sont moins trans parce qu'ils ont pas cette urgence-là, ou il y en a qui veulent même pas se faire opérer.

Il y aurait donc des niveaux de transidentités et une marginalisation des personnes trans non opérées. Cette contrainte à la binarité est souvent associée à une contrainte à l'hétérosexualité, ce qui crée une tension entre personnes trans hétérosexuelles et LGBTQ (lesbiennes, gays, bisexuels, queers). Je développerai cette question dans le prochain chapitre quand j'aborderai les alliances avec les LGBTQ.

La tension entre la défense d'un modèle unique de transidentité et la reconnaissance de la diversité des identités trans est particulièrement prégnante entre certains militants-es de l'ATQ et de l'ASTT(e)Q, comme l'illustre la citation de François :

[L]a personne qui m'a répondu chez ASTT(e)Q, elle posait des questions sur où tu t'en allais, et elle te donnait de l'orientation en fonction de ce que tu voulais. Tandis que l'ATQ, y'a juste une façon d'être trans. En tout cas, pour la personne qui m'avait répondu.

Cette tension entre les deux organismes se retrouve également dans la participation aux groupes d'entraide qui, selon plusieurs activistes rencontrés, est complètement ouverte à l'ASTT(e)Q et restreinte à l'ATQ aux personnes transsexuelles « en questionnement, en démarche sérieuse de transition ou les personnes transitionnées » (Julie). Pour participer au groupe de l'ATQ, il faut également être référé par un-e professionnel-le en santé mentale. Cette délimitation est expliquée par le manque de financement du côté de l'ATQ, et par l'expérience de certaines militantes de longue date qui voyaient venir au groupe de l'ASTT(e)Q des personnes qui érotisent les femmes trans. À ce propos, deux participantes soulignent :

Ça prend une référence pour avoir du monde qui se comprennent un peu plus là. Qu'on se retrouve pas avec des *tranny-chaser*, des chasseurs de trans. C'est arrivé à l'ASTT(e)Q souvent. (Catherine)

T'as beaucoup de travestis fétichistes... qui veulent faire partie du groupe. Et c'est dur de monter un groupe de transsexuels, sans avoir à connaître ces gens-là, qui sont habituellement des clients de transsexuels, et qui sont là juste pour leur propre intérêt. (Dominique)

On voit que les tensions transidentitaires délimitent l'appartenance aux organismes et à la communauté trans. Elles tiennent alors une place importante dans les liens entre militants-es et organismes trans. Bruno expose les difficultés qu'il a pu rencontrer quand il a travaillé à monter une coalition reconnaissant la diversité des transidentités :

Dans notre esprit, c'était clair que justement ce « personnes transidentifiées » était plus large que « personnes transsexuelles ». Donc ça pouvait inclure personne transgenre, genderqueer, non genrée, androgyne, queer, etc. Et je pense que c'est là que la coalition a eu du mal peut-être un peu à partir, du moins avec certains groupes.

Même s'il y a eu des difficultés à monter cette coalition au début, elle a finalement pris place, ce qui montre que la volonté de travailler ensemble peut permettre de dépasser cette tension. Un autre militant essaye de faire reconnaître la diversité des transidentités au sein de la communauté trans ; il



dit : « C'est comme un autre mini-combat à l'intérieur de la communauté trans, c'est de faire accepter qu'il y a beaucoup de manières d'être trans » (Johnny).

La militance trans est donc traversée par des tensions transidentitaires, ce qui exerce une influence sur la construction d'une identité trans collective ainsi que sur les délimitations de la communauté trans. Celle-ci se résume à l'opposition entre les militants-es pour qui il n'y a qu'une manière d'être trans et ceux qui pensent qu'il faut reconnaître et intégrer la diversité des transidentités.

4.3.2 Les tensions liées à d'autres caractéristiques

Premièrement, quelques participants-es notent une tension géographique entre la région de Montréal, où l'on retrouve la plupart des organismes trans, et les autres régions du Québec où l'accès des personnes trans à des organismes est très faible. Les militants-es trans habitant dans ces régions doivent la plupart du temps venir à Montréal pour militer⁵⁹.

Deuxièmement, la tension entre anglophones et francophones est particulièrement importante à Montréal, une tension présente dans tous les contextes où deux langues se côtoient, selon Marie. Plusieurs activistes affirment qu'il y a plus d'organismes anglophones que francophones et que ceux-ci sont mieux financés, comme l'explique cette participante :

Il y a plus d'organismes anglophones qui sont financés par exemple. Il n'y a aucun gros groupe exclusivement francophone qui travaille avec des personnes trans qui sont financé. On parle de Projet 10, Centre 2110, À deux mains qu'on peut dire sont beaucoup plus anglophones. Même ASTT(e)Q ces temps-ci, c'est plus anglophone. (Nancy)

Le décalage de financement est également soulevé par Catherine, qui remarque une autre différence fondamentale, à savoir que les milieux anglophones seraient plus ouverts à la diversité des transidentités que les milieux francophones. Elle dit :

L'ouverture d'esprit peut-être. Le milieu anglophone, c'est très queer : t'sé les travestis, transsexuels, transgenres, tout le monde se mélange. Le milieu francophone, ça se mélange moins. [...] la communauté francophone, je pense qu'elle est un peu plus fermée à la mixité de genre. Et y'a beaucoup plus de monde qui s'implique au niveau anglophone. Y'a beaucoup plus d'argent qui rentre au niveau anglophone.

On voit ici comment les tensions peuvent être liées les unes aux autres, formant des réseaux de militants-es ayant des pratiques différentes.

Troisièmement, la tension selon l'âge se situe au cœur de la tension entre anglophones et francophones. Quelques participants-es ont soulevé que l'ATQ, le principal organisme francophone, est essentiellement composé de femmes ayant plus de quarante ans. À l'inverse, François souligne que les organismes anglophones ont tendance à s'adresser uniquement ou principalement aux jeunes :

D'abord pour les anglophones à Montréal, y'a plus de ressources. Je sais qu'il y a des trucs comme Projet 10 où il y a des jeunes trans. T'as Head and Hands où t'as des jeunes aussi. T'as les associations universitaires comme 2110 à Concordia, où quand t'es un jeune universitaire trans ou genderqueer, t'as un espace. Si t'es un adulte trans anglophone, je sais pas où tu vas. Mais ça, c'est une scission que moi, j'ai constatée.

⁵⁹ Selon mes observations, la mise en place d'organismes trans dans les différentes régions du Québec s'est améliorée récemment, mais demeure relativement faible comparativement à la région de Montréal.

Selon Nancy, il est important que ces groupes existent car les groupes de discussion de l'ASTT(e) Q et de l'ATQ sont « vraiment limités en termes de ceux qui sont à l'aise dedans, juste en termes de ce qui est représenté dans le groupe ». Une autre participante souligne l'importance des organismes trans qui s'adressent spécifiquement aux jeunes :

On a vraiment besoin de services « jeunesse », parce que la transition à 50 ans et pis la transition à 19 ans, c'est pas la même chose non plus. Y'a pas les mêmes impacts. (Marie)

Bien que les besoins et les impacts de la transition ne soient pas les mêmes en fonction de l'âge, Monique explique que le fait de se battre pour une cause commune permet de créer des liens intergénérationnels :

On se rend compte que quand on est là pour une cause commune, y'a vraiment plus d'âge, y'a plus de décalage de génération, y'a plus rien hein, le sujet, c'est au niveau de l'identité.

Elle remarque, par ailleurs, que les personnes trans qui ont fait leur transition il y a longtemps ont plus tendance à vivre *stealth*, c'est-à-dire sans dévoiler leur transidentité, ce qui pourrait créer des problèmes quand elles tenteront d'accéder à des services sociaux et de santé liés au vieillissement. Ainsi, il y a également des besoins spécifiques pour les personnes aînées trans.

La quatrième tension est entre hommes et femmes trans. En effet, plusieurs participants-es ont expliqué que les processus de transition de femme vers homme et d'homme vers femme ne sont pas les mêmes. Les femmes trans sont notamment « plus physiquement visibles » (Johnny). Selon une autre militante, la visibilité des femmes trans entraînerait plus d'implication de leur part : « Elles ont eu un plus grand temps d'ambiguïté d'apparence, et elles s'impliquent parce que de toute façon, le monde le savent qu'elles sont trans » (Catherine). Cette même participante remarque que les différences de processus de transition rendent parfois complexe le travail en commun :

À un moment, y'avait des hommes transsexuels, mais les sujets de conversation sont pas nécessairement les mêmes et les gars trans s'ennuient dans certains sujets de conversation féminins (rire). C'est dur des fois de faire sortir les deux classes.

La visibilité plus forte des femmes trans est également associée à une invisibilité des hommes trans dans l'imaginaire social, comme l'illustre cette citation de Julie :

Les gens en général ont une mauvaise image de ce que c'est qu'être trans, ils voient un gars habillé en fille mais ils voient jamais un gars. Un gars trans, c'est jamais ça qui est dans la tête du monde.

Un autre participant note des différences de rapport avec la binarité des genres entre hommes et femmes trans :

J'ai remarqué une plus grande tendance chez les femmes trans de vraiment s'hyper-féminiser, surtout dans les débuts. Et pis je les comprends, parce qu'elles ont pas vécu le trip d'ado de pouvoir commencer à se maquiller et de porter plein de bijoux. [...] J'ai remarqué que la chirurgie est plus une priorité [pour elles], pour des raisons que je trouve quand même évidentes. Mais c'est pas universel là, regarde je connais des femmes trans qui s'en foutent des opérations et pis qui sont genderqueer. [...] Je connais plus de genderqueers gars trans que de femmes trans genderqueer. On dirait que c'est peut-être parce qu'on a été socialisé comme des femmes, que c'est peut-être plus facile pour nous autres d'être ouverts à la nébulosité du genre là. (Johnny)

La tension entre hommes et femmes trans est ainsi liée aux tensions transidentitaires, mais également à la tension entre anglophones et francophones. En effet, sur les quatre hommes trans



d'origine francophone rencontrés, trois étudient à l'Université Concordia et fréquentent des milieux queers anglophones. On peut supposer que ces lieux peuvent représenter des espaces au sein desquels les hommes trans trouvent plus d'entraide qu'au sein des réseaux francophones.

Enfin, la dernière tension est liée au statut économique et social. En effet, beaucoup de personnes trans sont précarisées. Bobby estime que la marginalisation liée au cissexisme peut en entraîner d'autres :

Parce que t'es trans, tu peux avoir de la difficulté à trouver un emploi, tu peux avoir de la difficulté à avoir des services légaux, de santé, donc t'as peut-être plus de chance d'être moins en moyens. Donc la pauvreté peut t'affecter plus.

Presque l'ensemble des militants-es rencontrés ont insisté sur le nombre important de femmes trans qui pratiquent le travail du sexe ou qui sont séropositives, comme Julie : « Malheureusement y'a encore un gros aspect important chez les personnes trans de prostitution et de VIH très élevé. Ça, c'est triste, faudrait que ce soit adressé ». La précarisation des personnes trans peut également être liée à l'usage de drogue, au racisme et à l'enfermement carcéral.

Plusieurs participants-es ont souligné que cette tension se cristallise entre deux organismes, l'ASTT(e)Q et l'ATQ, le premier s'adressant plus aux personnes trans en situation de précarité, le second aux personnes trans ne l'étant pas. Ceci est démontré notamment par la demande de références d'un-e professionnel-le en santé mentale pour pouvoir participer au groupe de discussions de l'ATQ. Johnny déplore cette tension :

Et pis malheureusement je pense qu'il y a des personnes chez ATQ qui ont un préjugé envers ASTT(e)Q, parce que eux, ils *dealent* avec les *fuckés*. Et pis je trouve pas ça correct ce préjugé-là.

Une autre participante, Nancy, craint que la tension entre ces deux organismes recrée de la marginalisation au sein de la communauté trans. Pendant plusieurs années, seuls deux organismes (ASTT[e]Q et Chrysalide) organisaient des groupes d'entraide auprès des personnes trans de tout âge, ces deux organismes étant des projets d'organismes de santé en direction des usagers-ères de drogue. Marie a trouvé difficile de participer à ces groupes et elle regrette l'association entre transidentités et marginalité qui en ressort :

Les besoins sont là pour les personnes qui sont dans le milieu, mais pour les gens qui sont pas toxicomanes, ça fait bizarre d'aller dans les locaux d'un organisme qui s'occupe de toxicomanie. [...] Ça donne un message que la transsexualité, c'est un paquet de problèmes, que tu vas te retrouver dans la rue, ou que tu vas te retrouver à prendre de la drogue. Et pis je dénigre pas le travail qu'ils font, c'est un travail essentiel, parce que ces personnes-là ont besoin de ressources, sauf que la majorité des trans n'ont pas ces besoins-là, sauf qu'on les a envoyés là.

On voit que cette tension correspond à des besoins différents et au financement reçu ou non par les organismes. S'opposent ici deux visions de la militance : d'une part, certains militants-es veulent mettre l'accent sur les personnes trans qui exercent un travail valorisé et rejettent l'association entre transidentité et marginalité, comme l'illustrent les citations de Monique et de Julie :

[M]on idée derrière ça, c'était d'abord de changer l'image de la transsexualité, qui était prostitution, drogue, vol, prison, évasion de prison... c'était que ça les en-têtes de journaux quand qu'on mettait le titre transsexuel, on pouvait pas mettre de quoi de positif, c'était pour vendre le journal, alors c'est sûr qu'on amenait ce qu'il y avait de plus négatif par rapport à la communauté. (Monique)

Y'a beaucoup de professionnels-les, t'sé des médecins... qui font des transitions. On n'est pas relégué à la job de pute, on peut aussi faire notre vie. Faque c'est déjà bien, et pis je trouve que c'est intéressant que ça, ça se sache. (Julie)

D'autre part, plusieurs militants-es affirment qu'il faut mettre les personnes trans précarisées au centre du mouvement, dans une perspective de justice sociale. Nancy dit :

Si on parle d'un mouvement qui a un potentiel d'être révolutionnaire ou qui fait partie plus largement des mouvements pour la justice sociale, c'est-à-dire que les personnes opprimées qui sont marginalisées dans la société devraient être des leaders de ces sortes de mouvements. Donc pour moi, ça, c'est toujours essentiel. [...] Il faut qu'on se définisse comme mouvement à la base... selon les réalités des personnes trans plus marginalisées. Tu sais, comme l'expression : *no one is free until everyone is free* [« personne n'est libre jusqu'à ce que tout le monde soit libre »] par exemple. Donc il faut qu'on se base sur ce principe selon moi.

Cette tension est ainsi liée à deux visions du mouvement, une qui veut mettre au centre les personnes trans précarisées, l'autre qui veut mettre au centre les personnes trans qui ne le sont pas.

Chapitre 5

LES ENJEUX DE LA LUTTE CONTRE LE CISSEXISME

J'aborderai dans ce chapitre la perception des enjeux de la lutte contre le cissexisme chez les militants-es rencontrés. Les enjeux représentent ce que les militants-es trans ont à gagner ou à perdre en s'impliquant, les nommer permet de mieux cerner les rapports de pouvoir entre militants-es. On peut catégoriser leurs propos en six sections : la définition de la transphobie, les enjeux de santé et de services sociaux, le changement de prénom et de mention de sexe, la reconnaissance politique, la reconnaissance sociale et les alliances avec d'autres militances. Par la suite, j'aborderai leur perception du changement social.

5.1 DÉFINIR LE CISSEXISME ET LA TRANSPHOBIE

Le premier enjeu concerne la définition du cissexisme et de la transphobie. En effet, comprendre et expliquer l'oppression que l'on combat permet d'orienter sa militance. Ces deux notions ont été définies par les participants-es de différentes manières.

Pour commencer, certains participants-es estiment que les vécus de la transphobie sont divers ; il s'agit d'un sujet déjà abordé dans le chapitre précédent relativement aux tensions entre militants-es trans. Marie soutient que les personnes transgenres et les personnes transsexuelles ne vivent pas exactement la même oppression, les premières étant généralement plus visibles dans toutes les sphères de leur vie et les secondes étant moins identifiées. Elle explique :

Quand t'annonces que t'es transsexuel, une fois que tu l'as fait et pis que t'as gagné tes galons d'être une femme ou un homme, que personne discute ça, ben le dire pour une certaine partie de la population, c'est comme si tu perdais ces galons-là. T'es plus vraiment une femme, t'es plus vraiment un homme, tu deviens une trans.

Pour elle, c'est un des éléments qui explique que beaucoup de personnes trans pratiquent une militance ponctuelle, s'arrêtant une fois qu'elles jugent que leur transition est terminée afin de ne plus être considérées comme trans.

François pense également que le fait d'être identifié comme une personne trans est à la base du cissexisme ; cependant, pour lui, cela dépasse les tensions entre transsexuels-les et transgenres :

Tu rencontres des problèmes particuliers liés à ton apparence, même si t'es parvenu à changer ton nom auprès de l'État civil, même si t'es opéré de la tête aux pieds. Si t'es identifiable comme personne trans, il est là ton problème.

La correspondance au genre d'identification a une influence très importante par rapport au vécu de la transphobie, la visibilité augmentant les risques de discrimination. C'est ce qui conduit François à inscrire les enjeux trans dans un cadre plus large d'enjeux de genre : « Au fond, ce qu'on veut voir là, dans notre société, c'est des gens correctement genrés ».

Par ailleurs, plusieurs militants-es ont insisté sur l'importance de créer de nouveaux termes et concepts, comme les néologismes « cisgenre » et « cissexuel », qui désignent les personnes qui ne font pas de transition de genre et de sexe. Le cissexisme et la cisonormativité sont des concepts récents

qui représentent pour la transphobie l'équivalent de l'hétéronormativité et de l'hétérosexisme pour l'homophobie. Bruno dit :

Parce que justement quand on commence à réfléchir en termes de privilèges en étant cissexuels et cisgenres, c'est de déterrer les choses qui sont enterrées, qui sont occultées, qui sont invisibilisées, consciemment ou inconsciemment par les gens. [...] Donc comment combattre la transphobie quand les gens ne comprennent même pas que c'est de la transphobie.

Pour Marie, le concept de cissexisme permet de contester d'autres mouvements sociaux. Elle prend notamment l'exemple des groupes de femmes qui excluent les femmes trans : « On peut dire que c'est du cissexisme, parce que tu valorises le sexe de naissance versus le sexe choisi, ou d'arrivée, comme étant inférieur et n'ayant pas les mêmes droits ». Ces deux participants-es insistent sur l'importance de la recherche universitaire, laquelle permet selon eux d'améliorer la compréhension des mécanismes de la transphobie.

Bobby, 24 ans, souligne certaines conséquences du cissexisme. Il prend l'exemple d'un organisme de prévention du VIH/sida qui mène des campagnes uniquement centrées sur les personnes cissexuelles, sans jamais parler des spécificités des corps trans. Pour lui, le langage représente un enjeu : il y a une tendance dans l'ensemble de la société à faire des suppositions sur l'identité de genre des personnes qu'on rencontre. Par exemple, il se fait régulièrement identifier comme femme. Il lui semble ainsi important de « dé-genrer » autant que possible le langage et de ne pas faire de suppositions sur l'identité de genre des personnes qu'on rencontre, ce qu'il considère beaucoup plus facile à faire en anglais.

Il est aussi intéressant de noter que deux visions des institutions ont été amenées par les participants-es : d'un côté, plusieurs d'entre eux considèrent les problèmes rencontrés lors de leur transition médicale et juridique comme venant des institutions elles-mêmes, qui sont donc à changer en profondeur ; de l'autre, quelques participants-es considèrent que les problèmes rencontrés ne viennent pas des institutions elles-mêmes, mais des personnes qui travaillent dans ces institutions. C'est ici que deux visions de la transphobie s'affrontent : une systémique et une interindividuelle.

En somme, ces militants-es définissent la transphobie de diverses façons. On voit qu'il s'agit d'un système d'oppression complexe, qui s'en prend de différentes manières aux personnes qui franchissent la frontière du genre. Dans les sections suivantes, j'exposerai de nombreux problèmes de cissexisme spécifiques identifiés par les participants-es.

5.2 AMÉLIORER L'ACCÈS À LA SANTÉ ET AUX SERVICES SOCIAUX

L'accès à la santé et aux services sociaux représente un autre enjeu majeur sur lequel les personnes rencontrées ont été particulièrement loquaces. Pour elles, il s'agit à la fois d'accéder aux soins et services répondant spécifiquement aux besoins des personnes trans (hormonothérapies, interventions chirurgicales, suivi thérapeutique), mais également de rencontrer des professionnels-les⁶⁰ compréhensifs

⁶⁰ Je considère comme professionnels-les de la santé les médecins, chirurgiens-nes, endocrinologues, psychiatres, psychologues et sexologues ; et comme professionnels-les des services sociaux, les travailleurs-ses sociaux.



et respectueux à l'égard de la transidentité de leurs patients-es. L'importance de cet enjeu est illustrée par la citation de Mike :

Les soins de santé en est un gros simplement parce qu'ils sont si fondamentaux pour – j'imagine – la vie, et sont critiques pour que les gens puissent faire tout le reste, parce que si tu t'inquiètes de ça tout le temps, il est difficile de faire quoi que ce soit. (traduction libre)

Dans un premier temps, j'aborderai les problèmes d'accès aux services de santé et sociaux nommés par les participants-es, puis les stratégies mises en place par les militants-es trans et les gains obtenus.

5.2.1 Un accès limité

Les activistes rencontrés ont mentionné deux facteurs qui limitent l'accès aux services de santé et sociaux : le comportement discriminatoire de certains professionnels-les et la position de pouvoir qu'ils occupent sur les personnes trans.

Le premier facteur identifié fait référence aux expériences négatives et discriminatoires vécues par des personnes trans dans leurs interactions avec des professionnels-les. Monique est allée visiter une de ses amies sur son lit de mort et a entendu deux infirmières s'adresser à elle au masculin :

[C]e qui m'a fait déborder mon vase, c'est la journée où une de mes amies qui était mourante, du nom de Christine, qui était hospitalisée à Toronto, et sur son lit de mort... j'allais à Toronto tous les mois pour lui rendre visite, et sur son lit de mort, un jour je suis allée pour entrer dans la chambre, et ils étaient deux infirmières qui lui disaient : « *Now, come on, be a nice boy !* » [« Voyons, on y va, soit un gentil garçon ! »].

Elle soutient que c'est notamment cet événement, qu'elle juge révoltant, qui l'a poussée à devenir militante trans. Un autre participant explique avoir choisi ses professionnels-les avec précaution :

T'sé je voulais pas faire face à des histoires d'horreur comme celles que j'ai entendues. J'ai entendu des gens trans, qui sont allés voir des psys et des médecins, et qui se sont fait traiter vraiment de façon horrible. (Français)

Plusieurs participants-es ont également dénoncé comme discriminatoires les pratiques de la clinique spécialisée en changement d'identité de genre d'un hôpital de Montréal. Selon Dominique, les travailleuses du sexe se voyaient refuser les soins de santé pour la transition par l'équipe de cet hôpital :

Si tu veux rentrer dans le comité qui suit les transsexuels à l'hôpital [spécialisé en changement d'identité de genre], faut pas que tu sois prostituée. Faut pas que t'aies été prostituée. C'est compliqué. Y'en a beaucoup qui se faisaient refuser à cause de ça, et on revendiquait le droit de faire ce qu'on veut de notre corps, soit de se prostituer ou non, ou se faire opérer ou non.

Monique, une autre participante, soutient qu'ils font

des abus de pouvoir avec ça : trainer des gens en thérapie sex, sept ans, et pis fallait qu'ils payent. [Il y en a maintenant qui] sont en faillite, et y'en a d'autres, ils sont endettés terriblement parce qu'ils ont passé des années à déboursier 300 piastres par mois pour avoir une thérapie.

Mike juge ainsi l'accès au programme de cet hôpital : « ils ont des exigences vraiment inacceptables et irrespectueuses et c'est aussi extrêmement cher » (traduction libre). De plus, Catherine explique qu'ils refusaient de reconnaître les organismes trans, que l'hôpital ne considérait pas comme des groupes de soutien, mais comme des groupes de maquillage.

D'autres éléments peuvent augmenter les risques de discrimination dans l'accès aux soins de santé et services sociaux. Dominique explique que sa séropositivité a grandement limité son accès aux soins chirurgicaux :

Ça a été toute une histoire pour me faire opérer en tant que séropositive aussi. J'en ai vu des médecins qui voulaient pas. J'en ai vu une dizaine. Même, y'a un docteur qui me chargeait 3 000 \$ de plus que le prix normal.

L'accès aux refuges, qui sont en général non mixtes, a aussi été nommé comme problématique. Les intervenants-es peuvent refuser l'entrée aux personnes trans. J'en parlerai plus en détail quand j'aborderai l'alliance avec les militantes féministes.

Le second facteur agissant comme barrière dans l'accès aux services de santé et sociaux est la position de pouvoir occupée par les professionnels-les⁶¹. Celle-ci est dénoncée par plusieurs participants-es. À ce sujet, Bobby explique

qu'il faut avoir accès à un docteur, faut avoir accès à un thérapeute, faut avoir accès à ce système médical-là pour pouvoir faire des transitions qui sont physiques. Donc c'est ça, c'est toute la question de travailler avec le DSM et pis est-ce que le diagnostic, on devrait pas faire « *fuck ça* ».

Pour Nancy, cette nécessité d'avoir des autorisations de plusieurs professionnels-les de la santé pour commencer le processus de transition en retarde l'accès et peut conduire à se procurer des hormones sur le marché noir, ce qui peut être dangereux pour la santé. Elle explique que ces limites sont particulièrement problématiques pour les personnes marginalisées (p. ex. : à faible revenu, sans papiers) qui ont déjà un accès limité à la santé, et dont certaines ne peuvent pas payer un psychologue ou un sexologue privé afin d'obtenir les lettres de recommandation nécessaires. Elle dit :

Dans un sens on peut dire que les professionnels-les de la santé ont un certain pouvoir social, politique, économique, etc. et puis en anglais, on dit que ce sont des *gatekeepers*. Ce sont des personnes qui ont beaucoup de pouvoir et qui contrôlent l'accès des soins médicaux.

Pour elle, les professionnels-les qui possèdent ce pouvoir doivent être redevables auprès des personnes trans en les aidant à se battre pour un meilleur accès à la santé.

5.2.2 Les stratégies militantes

Les militants-es rencontrés ont mis en place différentes stratégies afin d'améliorer l'accès aux services de santé et sociaux. J'aborderai successivement les stratégies suivantes qui ont toutes été mentionnées dans les entretiens : remise en cause du pouvoir des professionnels-les, rapprochements avec ceux-ci, éducation, diffusion de listes de professionnels-les alliés, production d'information, mise en place de soins de santé et de services sociaux au sein des organismes, actions de pression politique et de défense des droits pour obtenir de meilleurs soins et un remboursement plus important.

⁶¹ Les exigences auxquelles il faut répondre pour suivre un processus de transition au sein du système public sont détaillées dans le premier chapitre.



La première stratégie identifiée est la remise en cause du pouvoir des professionnels-les. À ce propos François remet en question le pouvoir des psychologues, y compris de ceux qui se disent alliés :

Je l'accepterais jamais l'espèce d'obligation qui est faite aux trans d'aller voir des psys. Et j'en veux aux psys, même les *trans-friendly*, qui comprennent pas à quel point ça peut être aliénant, carrément aliénant cette espèce d'obligation qui est faite d'aller les voir. Tandis que quelqu'un qui voudrait aller se faire grossir les seins aurait pas l'obligation d'aller voir un psy pour se faire opérer.

Bruno prône également la dépathologisation, mais soutient qu'il existe des alliés-es chez les professionnels-les, y compris certains qui utilisent le diagnostic :

Je pense que le rapport au diagnostic par les professionnels-les de la santé est un rapport qui est beaucoup plus complexe que le débat qui pourrait opposer sur le plan théorique ceux et celles qui sont pour la psychiatisation, et ceux et celles qui sont contre, ou qui sont plutôt pour la dépsychiatisation.

Ainsi, les rapports entre militants-es trans et professionnels-les de la santé sont complexes. En effet, plusieurs militants-es peuvent prôner la dépathologisation des transidentités, c'est-à-dire la fin de l'obligation de rencontrer des professionnels-les de la santé afin d'entamer un processus de transition, et en même temps tenter d'influencer les pratiques de ceux-ci afin qu'elles soient plus inclusives et respectueuses des personnes trans.

La seconde stratégie évoquée par les participants-es est constituée des rapprochements individuels et collectifs entre militants-es trans et professionnels-les de la santé. Cela se voit notamment par la participation de plusieurs psychologues au conseil d'administration de l'ATQ ces dernières années. Une militante interviewée explique que le site d'information LGBT d'Alterhéros est de plus en plus animé par des étudiants-es en sexologie, psychologie ou médecine. De plus, Monique explique qu'elle a développé des liens d'amitié avec des psychologues qui ont permis de faire évoluer leurs pratiques :

Même j'ai des amis psychologues, souvent je soupe avec des amis psychologues, et pis ils me disent : « Ha, tu me changes ma façon de faire mes thérapies, c'est épouvantable ». Mais écoute, quand t'es 30 ans à l'écoute d'une communauté, t'es pas obligé d'aller à l'université pour connaître le sujet hein.

Il y a donc plusieurs professionnels-les qui se rapprochent des organismes et militants-es trans. Julie souligne l'intérêt qu'ils peuvent avoir à ces rapprochements : « Ils font des suivis des personnes trans, faque ils sont impliqués veut, veut pas. C'est leur revenu hein, ils mangent avec ça eux autres ».

Des rapprochements ont également eu lieu entre des organismes trans et l'Association canadienne des professionnels en santé des personnes transsexuelles (CPATH). Nancy estime que ces liens sont importants pour améliorer l'accès à la santé : « Il y a, je crois, plus de 150 membres à peu près et pis pour nous, c'est un réseau important en ce qui concerne l'amélioration d'accès au système de santé ». En 2010, le congrès de la CPATH a eu lieu à Montréal en même temps que la Fierté trans et s'inscrivait dans une volonté de rapprochements entre professionnels-les et activistes trans. Cela a également été l'occasion pour l'ASTT(e)Q d'organiser un symposium sur les services communautaires au congrès de la CPATH. François explique les objectifs de la rencontre :

Le symposium avait pour objectifs : 1- de mobiliser tous ces gens-là ensemble parce qu'ils s'étaient jamais rencontrés avant ; 2- de livrer aux professionnels de la santé qui étaient là un peu d'information sur ce qui se fait sur le terrain, parce que les médecins, les psys tout ça, ben ils sont pas sur le terrain.

Il y a donc eu des rapprochements entre différents organismes trans et des professionnels-les en santé trans venant de partout au Canada. Le symposium a également permis de sensibiliser les professionnels-les.

La troisième stratégie, l'éducation des professionnels-les, est menée par plusieurs organismes communautaires, notamment ceux appartenant au Réseau de santé trans. Celle-ci s'organise à plusieurs niveaux : tout d'abord, les organismes orientent les professionnels-les de la santé et des services sociaux de manière individuelle. Une participante estime que la ligne d'écoute de l'ATQ reçoit régulièrement des appels de psychologues, sexologues, travailleurs-ses sociaux et médecins qui ont besoin d'outils afin de s'occuper de leurs usagers-ères trans. Julie souligne l'importance de la sensibilisation individuelle :

C'est assez impressionnant de voir ça : que c'est la communauté qui se donne l'information et pis qui réfère et pis qui dirige un peu toutes ces personnes-là, autant les professionnels-les que les personnes qui ont besoin des professionnels-les.

Ensuite, Nancy explique que les groupes trans organisent des ateliers et formations pour les professionnels-les :

On donne des formations pour les professionnels-les de la santé, des personnes qui travaillent dans les services sociaux, des centres de crise, des refuges, des organismes communautaires, les services pour les personnes vivant avec le VIH/sida, etc. Donc toutes sortes de personnes qui sont des alliés-es potentiels, vu qu'il y a beaucoup de marginalisation vécue par les personnes trans, il y a un grand besoin des alliés-es professionnels pour améliorer l'accessibilité.

L'éducation est également menée en direction des étudiants-es qui deviendront de futurs professionnels-les, en intervenant au cours de leur formation universitaire. On remarque que la sensibilisation peut également avoir lieu grâce à des professionnels-les alliés, comme le soutient Mike :

Nous avons tenu une réunion, il y a quelques mois, où plusieurs infirmiers-ères et quelques médecins ont invité un autre médecin de la communauté à venir leur parler de la prescription d'hormones et comment procéder et quoi chercher et comment faire pour que plus de personnes puissent le faire, pour qu'il y ait plus de ressources disponibles. (traduction libre)

La sensibilisation permet donc de connaître les professionnels-les alliés et d'augmenter leur nombre.

La quatrième stratégie est la tenue de listes de professionnels-les qui « ont des connaissances sur les trans, sont accueillants, ou tout simplement respectueux en général » (Mike, traduction libre). Ces bases de données sont privées mais servent à donner des recommandations : « On prend note de ceux qui sont sensibles aux besoins et réalités des personnes trans ou de certaines personnes trans pour qu'on puisse avoir des bonnes références » (Nancy). Cela permet aux personnes qui sont en contact avec des organismes trans de savoir vers quels professionnels-les se tourner et ainsi faciliter l'accès aux services. L'UGE, par exemple, distribue un formulaire à certains clients-es de la clinique de l'université McGill, dans lequel ils peuvent écrire si le ou la professionnel-le rencontré est « *trans-friendly* » ou non.

Certains comportements des professionnels-les ont été identifiés par les participants-es : pour construire une relation de confiance, il faut notamment ne pas sentir de jugement, que le médecin utilise le bon pronom et qu'il ne change pas d'attitude quand il apprend que son ou sa patient-e est trans.

La cinquième stratégie identifiée est la production de ressources d'informations : plusieurs guides et dépliants à l'intention des personnes trans et des professionnels-les ont été produits au cours des années.



On peut prendre l'exemple du dépliant sur l'hormonothérapie créé par Projet 10 et l'ASTT(e)Q. Nancy insiste sur l'importance de mettre des ressources en ligne disponibles dans plusieurs langues :

On est en train de mettre en place un site web qui va avoir des ressources vu qu'il y a un grand manque en ce moment des ressources disponibles sur Internet sur les questions de santé trans, en français, en anglais, bientôt on espère aussi en espagnol.

Ces outils ont une double utilité : ils permettent l'éducation des professionnels-les de la santé et des services sociaux ainsi que *l'empowerment* des personnes trans, en les informant sur les règles pour prescrire des hormones, les risques de la prise d'hormones, les interventions chirurgicales, etc. Par ailleurs, plusieurs militants-es ont insisté sur l'importance actuelle de la cyber-militance.

La sixième stratégie identifiée est d'offrir des soins et des services sociaux au sein des organismes mêmes. Pour ce qui est des soins de santé, À deux mains a servi d'exemple : l'organisme a mis en place une clinique pour les moins de 25 ans qui offre l'hormonothérapie sur un modèle de consentement éclairé. Une participante, infirmière à la retraite, était connue des premiers médecins qui prescrivaient des hormones : ils conseillaient à leurs patients-es trans d'aller la voir pour se faire injecter des hormones.

Les services sociaux sont la force des organismes. En effet, plusieurs des personnes que j'ai rencontrées se considèrent comme intervenants-es ou travailleurs-ses sociaux. Les groupes financés peuvent embaucher des militants-es afin de pouvoir offrir des services sociaux. On note parmi les services offerts : les groupes de discussions, les soupers communautaires, le soutien individualisé ainsi que la ligne d'écoute. Le travail de rue a également été cité ; il permet de fournir des services aux personnes trans qui n'iraient pas nécessairement en chercher d'elles-mêmes. Les femmes trans travailleuses du sexe représentent un public cible étant donné qu'il est possible d'intervenir sur le lieu de travail d'une partie d'entre elles. Monique explique les bienfaits du travail de ces groupes : « Ils distribuent des condoms dans le milieu de la prostitution, des seringues, c'est vraiment s'occuper de la santé de notre communauté ». Une autre participante explique que ce travail entraîne la solidarité au sein de la communauté :

Il y avait une solidarité puisque je donnais des préservatifs à tout le monde, et s'il y en a une qui arrivait après que je sois partie, les filles lui en donnaient, je les laissais pour les copines. (Dominique)

Plusieurs militants-es rencontrés ont insisté sur l'importance d'offrir des services de travail social en direction des personnes trans, particulièrement auprès des personnes trans marginalisées. À la question « quel est le plus gros impact de ton groupe », Julie répond : « Ben c'est le nombre de vies qu'on a sauvées. C'est pas compliqué, c'est clair qu'on a sauvé plein de vies ».

La septième et dernière stratégie dont les participants-es m'ont fait part est la pression politique sur le gouvernement afin d'introduire des changements institutionnels. Mike et Nancy soulignent l'importance de cette pratique :

Donc une partie de tout ça est centrée sur les politiques gouvernementales, euh, et d'être en quelque sorte capable d'influencer les changements apportés, surtout dans le système de soins de santé. (Mike, traduction libre)

On participe aussi au niveau plus comme politique, dans le sens que, vu que par exemple il y a beaucoup de changements au niveau des chirurgies de réassignation sexuelle, on s'implique avec des autres groupes dans le Réseau de santé trans pour mobiliser, pour répondre à ces développements et pis pour vraiment mettre la pression sur le gouvernement pour assurer que les besoins des personnes trans marginales en particulier sont rejoints. (Nancy)

Cette stratégie a permis deux changements majeurs. Tout d'abord, le remboursement des opérations a beaucoup évolué au cours des années. Certaines participantes plus âgées ont connu l'époque où les opérations étaient remboursées dans le secteur public. Par la suite, le médecin chirurgien qui exerçait dans le secteur public est passé au secteur privé ; en conséquence, les opérations réalisées au Québec ne pouvaient plus être remboursées. Pour obtenir le remboursement, les patients-es devaient aller se faire opérer en République tchèque. Depuis peu, les opérations sont de nouveau remboursées au Québec dans le cadre d'une entente de partenariat entre le public et le privé (PPP). L'idée n'est pas ici de retracer l'ensemble des évolutions historiques liées au remboursement des opérations chirurgicales, mais de montrer qu'il y a eu beaucoup de changements au cours des vingt dernières années.

Bruno explique que le fait que ces changements soient effectués en PPP représente à la fois une avancée pour les personnes trans qui n'ont plus à aller en République tchèque pour se faire opérer, mais également un recul pour le « système de santé québécois universel ». François questionne le fait qu'un seul chirurgien soit habilité à faire des opérations remboursées, parce qu'il se retrouve dans une situation de monopole.

Le second changement nommé par les participants-es est la création d'une nouvelle clinique spécialisée en changement de genre à l'hôpital Saint-Luc par le ministère de la Santé et des Services sociaux. Pour les militants-es rencontrés, la mise en place de cette clinique et la possible création d'un guichet clinique représentent une avancée importante, à condition que les organismes trans soient consultés et inclus dans le processus d'élaboration du nouveau service, et qu'ils aient une place au sein du futur comité clinique. À ce titre, un participant dit : « C'est important que le Réseau de santé trans ait une voix au chapitre dans le comité clinique qui va être constitué » (Bruno). Certains activistes ont expliqué qu'ils essayent actuellement de se faire reconnaître et consulter par les institutions. Par ailleurs, Julie a expliqué qu'ils allaient essayer d'obtenir un remboursement pour des thérapies de sexologie et de psychologie, mais elle demeure sceptique sur la possibilité d'obtenir l'accès gratuit à un tel service alors qu'il n'est pas remboursé dans le système de santé général.

Pour terminer sur les enjeux liés aux soins de santé et de services sociaux, quelques participants-es ont évoqué l'importance de réaliser des avancées sur plusieurs enjeux en même temps. Johnny exprime ses craintes à ce sujet :

Le Québec maintenant couvre les chirurgies, donc c'est coulé dans le béton que être trans, ça veut dire que tu vas avoir des chirurgies. Ça rend ça comme institutionnalisé. C'est le gouvernement, il donne son sceau pour dire c'est ça, une personne trans, c'est une personne qui se fait opérer. C'est pour ça que je trouvais ben regarde... élargissons la définition du genre avant pis après ça, parlons de couvrir les chirurgies.

Pour lui, la facilitation du changement de prénom et de la mention de sexe passe avant l'accès aux chirurgies remboursées.

5.3 CHANGER DE PRÉNOM ET DE MENTION DE SEXE

Le changement de prénom et de mention de sexe constitue un enjeu central de la militance trans touchant l'ensemble des personnes qui font une transition juridique. Les personnes trans interviewées ont beaucoup parlé des problèmes rencontrés avec le Directeur de l'état civil (DEC). Ils ont également nommé différents objectifs, certains revendiquant l'abandon de la mention de sexe et d'autres la facilitation de son



changement, et plusieurs stratégies utilisées, comme la production de guides d'information, le combat juridique et la pression politique.

Les pratiques du DEC⁶² ont été dénoncées par plusieurs participants-es qui les jugent discriminatoires. Bruno explique :

Quand je me suis retrouvé sur la table d'opération, à vomir le lendemain de mon opération et tout ça, je me suis vraiment dit : si je suis ici, c'est à cause que je veux mon certificat de naissance conforme à mon identité. Je me suis dit : c'est à cause d'un gouvernement trop rigide qui m'impose d'être ici. Je trouvais ça absolument inhumain, écoeurant, injuste et basé complètement sur des principes discriminatoires envers les personnes trans.

La colère exprimée par Bruno est partagée par beaucoup de personnes trans interviewées. Il a été identifié par plusieurs d'entre elles que la rigidité du DEC a des conséquences sur plusieurs autres plans. Selon François, les autres institutions reposent systématiquement sur les décisions du DEC pour changer, ou non, la mention de sexe ou le prénom :

[L]e principal problème avec ça, c'est toutes les institutions autour qui s'assoient sur le fait que l'état civil [DEC] a pas changé ta mention de sexe, pour se laver les mains du fait que tu continues à recevoir des lettres avec ton prénom masculin, mais avec le type de civilité « Madame ».

On peut donc assister à des changements de prénom au sein d'institutions sans changement de mention de sexe, le premier étant plus rapide et accessible que le second auprès du DEC. Mike déplore les règles du DEC, qui rendraient les changements beaucoup plus compliqués que dans d'autres provinces du Canada. Pour lui, la difficulté d'accéder à un emploi ou à un logement est une conséquence de ces règles :

Tout ce qui exige des documents, surtout au Québec où ils le rendent très difficile – les lois de l'état civil – pour changer ses documents – même ton nom tout simplement – plus difficile que toutes les autres provinces. Il y a beaucoup plus de paperasse. Ça prend beaucoup plus de temps. Et avoir des documents qui ne correspondent pas à son apparence ou qui ne correspondent pas à la façon dont est perçue son apparence. Je veux dire, non seulement je trouve ça troublant, mais c'est aussi extrêmement dangereux et limite souvent la capacité des gens de trouver des emplois ou un logement. (traduction libre)

Johnny juge le passage aux douanes états-uniennes comme dangereux en termes de transphobie, car ses papiers ne correspondent pas à son identité de genre.

Quant aux objectifs des militants-es, ils oscillent entre une volonté d'abolition et de facilitation. En effet, les différents problèmes évoqués poussent plusieurs participants-es à souhaiter l'abolition de la mention de sexe sur les papiers d'identité, ce qui permettrait de faciliter la vie de beaucoup de personnes trans :

Juste la question du genre sur les documents, du genre sur les formulaires, partout il y a une question de genre et pis c'est sûr que moi, j'ai une perspective où est-ce que je veux pas qu'il y ait un genre sur mes papiers. (Bruno)

Juste changer le prénom et pis ne rien mettre en mention de sexe, ça pourrait être simple. (Dominique)

Ce que je vois comme truc urgent pour faciliter la vie d'un tas d'individus, ce serait l'abolition de la mention de sexe sur les papiers. [...] enlever la mention de sexe, ce serait une victoire semblable à celle qu'on a obtenue le jour où on a enlevé les mentions d'état civil, marié, divorcé ou veuf, ou les mentions de race. (François)

⁶² Pour plus de détails sur les règles de changement de prénom et de mention de sexe, voir le chapitre I.

L'analogie avec le retrait des mentions de statut civil et de race des papiers d'identité que fait François lui permet de questionner l'utilité d'avoir une mention de sexe sur les papiers.

Marie et Bruno expliquent qu'il leur semble plus intéressant stratégiquement de revendiquer la facilitation du changement de la mention de sexe plutôt que son abolition, car ils identifient la facilitation comme étant plus facile à obtenir sur le court terme. Marie explique que « quand on négocie avec l'appareil, c'est d'y aller toujours qu'est-ce qui est le plus urgent, et qu'est-ce qu'on pense qu'on va être capable de faire ».

Plusieurs stratégies ont été identifiées, la première étant la production de guides d'information afin de permettre aux personnes trans de comprendre comment elles peuvent obtenir leur changement de prénom et de mention de sexe.

La seconde est le combat juridique, lequel a permis d'obtenir quelques gains. Une militante transgenre a poursuivi plusieurs institutions pour obtenir son propre changement de prénom. Sa victoire a eu pour effet de mettre en place la règle des cinq ans pour l'obtention d'un changement de prénom sans prise d'hormones. Elle a également obtenu la reconnaissance par les tribunaux qu'aucun prénom n'est sexué en lui-même. Un autre changement majeur est le passage d'un pouvoir arbitraire à un pouvoir réglementé dans la gestion des demandes de changements de prénom. En effet, avant sa bataille, le changement de prénom était géré au cas par cas : certaines personnes pouvaient obtenir leur changement de prénom assez rapidement et d'autres attendre très longtemps, voire ne jamais l'obtenir. Les pouvoirs du DEC ont ainsi été balisés et le changement de prénom repose actuellement sur des critères définis.

La dernière stratégie est la pression politique qui s'est effectuée par des discussions avec le gouvernement et un rassemblement revendicatif. Une participante explique qu'il y a eu des discussions avec le gouvernement dans le cadre du Groupe de travail mixte de lutte contre l'homophobie au milieu des années 2000. Celles-ci ont abouti à la mise en place d'un délai plus court lors du processus de changement de prénom.

D'ailleurs, sur le plan du changement de la mention de sexe, il y a eu peu d'évolution, les interventions chirurgicales étant toujours requises. Selon plusieurs participants-es, la revendication de pouvoir la changer sans opération a émergé dès les années 1990. Il s'agit d'une revendication qu'une partie de la communauté trans ne soutenait pas. Comme nous l'avons vu dans le chapitre précédent, cette question se situe au cœur des tensions transidentitaires. Lors du Rassemblement du 17 juin 2010, l'ensemble des organismes trans s'est mis d'accord afin de revendiquer l'obtention du changement de la mention de sexe sans traitements médicaux obligatoires. Certains participants-es voient comme une avancée importante le fait que l'ensemble des organismes trans se soit accordé sur cette question. Il s'agirait d'un premier pas vers l'obtention de changements.

La régulation du changement de genre par le Directeur de l'état civil est alors jugée particulièrement problématique par les militants-es rencontrés. Plusieurs ont identifié la pression politique comme une stratégie de résistance, ce qui renvoie au prochain enjeu abordé : la reconnaissance politique.



5.4 LA RECONNAISSANCE POLITIQUE

Le quatrième enjeu nommé par les participants-es est la reconnaissance de la militance trans par le gouvernement, notamment afin d'obtenir du financement public et des changements dans les institutions médicales et juridiques. À ce propos, une partie du travail de certains organismes et regroupements trans est orientée vers la défense des droits et la pression politique. Mike évoque la place de cette pratique dans son travail au sein des organismes trans :

J'ai beaucoup appris sur le lobbying gouvernemental. Ça n'a jamais été l'élément principal du travail que je faisais, mais c'est sans doute une chose sur laquelle j'en saurais beaucoup moins si ne m'étais pas impliqué. (traduction libre)

La reconnaissance politique se joue à plusieurs niveaux : d'une part, le financement des organismes par les gouvernements représente une forme de soutien à ces organismes qui agissent pour améliorer la situation des personnes trans ; d'autre part, les discussions avec le gouvernement permettent d'obtenir des changements institutionnels. Cette dernière dimension est orientée principalement vers le gouvernement provincial étant donné que cette structure régit les changements de prénom et de mention de sexe, en plus des soins de santé et des services sociaux.

Le premier aspect de la reconnaissance par les institutions gouvernementales de la militance trans est le financement des organismes et projets trans. Grâce à une recherche sur les personnes trans démontrant leurs besoins en services, l'ASTT(e)Q est le premier projet centré sur cette population à recevoir un financement. Le projet Chrysalide, quant à lui, n'est pas parvenu à obtenir un financement autonome. Par la suite, plusieurs organismes ont réussi à obtenir des financements publics afin d'offrir des services aux personnes trans ou mener des campagnes contre la transphobie, alors que d'autres, comme l'ATQ, n'en avaient toujours pas reçu au moment de ma recherche de terrain.

Le second aspect de la reconnaissance politique est l'ouverture de discussions entre les institutions gouvernementales et les militants-es trans. Celles-ci auraient débuté au milieu des années 2000 grâce à l'alliance avec les gais et les lesbiennes. En effet, la CTTQ, une coalition de militants-es trans ayant pour mission de faire du lobbying et de la défense des droits, a été créée à cette époque, en s'inspirant des milieux gai et lesbien. Marie explique à ce propos :

Faut qu'on fasse ce qui se fait dans le milieu gai ou ailleurs, avoir un genre de fédération, une coalition, peu importe comment on l'appellera, qui va regrouper tous ces gens-là, mais qui va avoir une mission d'aller vers le haut, d'aller faire les revendications, d'aller faire valoir nos droits, faire des relations publiques, et pis aussi faire de la concertation.

La CTTQ a joué un rôle de lobbying auprès du gouvernement provincial pendant plusieurs années, notamment en participant au Groupe de travail mixte de lutte contre l'homophobie, qui réunissait neuf ministères et des organismes communautaires. Des discussions ont pu s'ouvrir avec le gouvernement, ce qui a permis certains gains, comme l'accélération des procédures de changement de prénom pour les personnes transsexuelles. Cette alliance s'est poursuivie et la pression politique exercée par les organismes LGBT, réunis au sein d'une coalition dans laquelle plusieurs organismes trans sont impliqués, a facilité la création du Plan de lutte à l'homophobie⁶³.

⁶³ Le Plan de lutte à l'homophobie vient concrétiser la Politique gouvernementale de lutte à l'homophobie adoptée en 2009. Le Plan prévoit qu'une somme de 3,6 millions de dollars sera consacrée à la lutte contre l'homophobie entre 2011 et 2016. De plus, la définition d'homophobie utilisée par la coalition LGBT inclut la transphobie, ce qui a entraîné des débats au sein de cette coalition lorsque quelques militants-es voulaient que le terme « transphobie » apparaisse également.

Les luttes pour la reconnaissance politique ont permis de développer des liens avec le gouvernement et d'obtenir un certain nombre de changements concernant les règles du Directeur de l'état civil, mais également au plan de l'accès et du remboursement des soins de santé, comme vu précédemment. Le travail de pression politique a, entre autres, facilité des rapprochements avec certains membres de la fonction publique, notamment ceux ayant favorisé la mise en place de la nouvelle clinique spécialisée en changement d'identité de genre.

Plusieurs participantes qui militent depuis plus de 10 ans ont noté des changements très importants : le gouvernement reconnaît de plus en plus les organismes trans comme des interlocuteurs légitimes, ce qui permet de faire avancer certains dossiers. Catherine affirme : « Y'a beaucoup plus d'instances gouvernementales qui communiquent avec nous quand il y a des problèmes, ou quand ils veulent faire avancer certaines choses ».

Au plan fédéral, le dépôt du projet de loi C-389⁶⁴ par le Nouveau Parti démocratique du Canada est considéré par plusieurs comme une grande victoire. Il s'agit d'ajouter l'identité ou l'expression de genre à la loi sur les crimes haineux. Monique a vécu la période où les femmes trans étaient criminalisées et pouvaient se faire arrêter par le simple fait de marcher dans la rue habillées en femme. Elle explique :

Le bill C-389 qui est en train de passer, c'est la libération totale. Quand tu te dis que t'es une humaine à part entière. T'es considéré comme n'importe quel autre humain. D'après moi, c'est la cerise sur le sundæ. Quand tu te dis qu'avant ça, tu pouvais te faire insulter par une foule au complet et que t'avais aucun moyen de défense par qui que ce soit.

Pour elle, ce projet de loi représente donc une avancée phénoménale.

Avant de passer à la partie suivante sur la reconnaissance sociale, il semble important de préciser que plusieurs participants-es remettent en cause le pouvoir de l'État, comme Nancy qui dit :

Je crois que cela dépend trop de l'État et du gouvernement pour reconnaître nos droits et je pense que, ultimement, ce qu'il faut faire c'est construire des mouvements qui rejettent ce pouvoir d'État de nous accorder certains types de droits. (traduction libre)

Cette volonté de rejet du pouvoir étatique ne signifie pas que ces militants-es refusent d'entrer en discussion ou de faire du lobbying auprès des institutions gouvernementales. De la même manière que des militants-es peuvent à la fois revendiquer la dépathologisation et sensibiliser les professionnels de la santé, plusieurs des participants-es agissent des deux côtés : ils remettent en cause le pouvoir de l'État et du gouvernement tout en exerçant une pression politique afin de réaliser des changements institutionnels.

⁶⁴ Depuis les entrevues, des élections fédérales ont été déclenchées, ce qui a empêché le projet de loi d'être adopté. Une version améliorée (le Bill C-279) a été déposée au parlement du Canada en 2009.



5.5 LA RECONNAISSANCE SOCIALE

Le cinquième enjeu identifié est la reconnaissance sociale, laquelle est liée à la représentation des personnes trans au sein de différents espaces. À ce titre, Marie dit :

Tout ce qui gravite dans la vie normale hors transition, y'a beaucoup de lacunes. Mais c'est normal d'une certaine façon, parce que déjà c'est très prenant le côté transition, mais je trouve que plus qu'on va travailler à ce que la société soit ouverte à la transsexualité, plus les gens vont vouloir faire avancer d'autres dossiers, comme ça en étant *out*.

Selon elle, le fait de se dévoiler peut permettre une meilleure acceptation sociale. Les participants-es ont nommé quatre espaces au sein desquels la reconnaissance sociale prend place : les médias, le milieu scolaire, le milieu de travail et le milieu familial.

L'espace médiatique représente le premier espace identifié comme essentiel par les participants-es pour avancer vers plus de reconnaissance sociale. Johnny remarque qu'il demeure beaucoup de transphobie dans les médias, celle-ci ayant des conséquences sur l'acceptation sociale :

Dans les médias souvent quand ils parlent de trans, ils sont dans le champ là : soit c'est un stéréotype dans un film ou une émission ou aux nouvelles. Y'a beaucoup de transphobie là. Y'a de la transphobie dans les médias et ça renforce la transphobie dans le public. Donc pour moi, tu vois, combattre la transphobie, ce serait aussi passer par les médias, pis d'essayer de présenter une diversité d'images de personnes trans. (Johnny)

Julie explique que les médias ont tendance à utiliser le genre assigné à la naissance quand ils parlent des personnes trans, ce qu'elle considère comme « très irrespectueux ».

Les pionnières de la militance trans que j'ai rencontrées ont toutes été visibles dans les médias, notamment dans des émissions de télévision. Dominique a participé à plusieurs émissions « sur la transphobie, sur le travail du sexe, sur le travail de rue ». Elle explique qu'elle adaptait son propos lors de ses interventions médiatiques : « Moi, ma personnalité, je m'adapte. Je m'adapte à leur discours, et je mets mon opinion après. J'arrive pas là avec un discours militant trop fort ». Monique estime avoir participé au changement de l'image de la transsexualité dans les médias. En effet, son objectif était de donner une image plus respectable, afin d'aller à l'encontre de l'association entre transidentité et marginalité. Par ailleurs, le cas d'Hélène est particulier, car elle a été médiatisée malgré elle. Elle a dû choisir entre laisser les médias dire ce qu'ils voulaient d'elle ou intervenir :

J'ai décidé la deuxième option, effectivement d'intervenir, de parler pour tenter d'éduquer les gens. Parce que la meilleure façon dans un cas comme ça de tenter d'amoindrir les chocs, c'est de montrer aux gens qu'il n'y a rien d'extraordinaire.

On peut considérer que ces trois pionnières ont eu une visibilité militante qui a permis de combattre la transphobie au sein de l'espace médiatique.

Plusieurs militants-es s'impliquant depuis moins longtemps ont évoqué l'importance de la visibilité de personnes trans dans les films et séries télévisées, qui est, selon eux, de plus en plus grande. Pour Johnny, cela peut aider à la banalisation des transidentités ; il souhaite voir plus de films et de séries télévisées où des personnes trans tiendraient un rôle secondaire : « Ça serait le fun de pouvoir regarder des films où il y ait des personnes trans ou toutes sortes de personnes queers et pis que ça soit pas tout le temps des affaires extravagantes ». Bien qu'il y ait plus de visibilité, Julie note que les hommes trans sont particulièrement peu visibles médiatiquement : « Un gars trans, c'est jamais ça qui est dans la tête du monde. Moi, j'aimerais ça qu'il y ait un gars trans public ».

Enfin Marie remarque qu'il y eu un changement important dans l'acceptation des personnes trans dans les médias :

Depuis que Michelle Blanc est là, qui n'a pas travaillé sa voix pantoute, qui a une voix de gars quand tu l'entends à la radio, tu sais pas que c'est une femme. On l'accepte, alors qu'il y a 10 ans, c'aurait été impossible. Elle aurait vraiment perdu sa job et sa crédibilité, alors que maintenant au contraire, ça l'a propulsée. C'est pour te dire à quel point, les choses ont évolué en 10 ans.

Ces différents éléments montrent que, selon les personnes rencontrées, la visibilité au sein de l'espace médiatique peut jouer un rôle déterminant dans la reconnaissance sociale. Le milieu scolaire semble également jouer un rôle fondamental.

Le milieu scolaire représente le deuxième espace nommé, de l'éducation populaire peut y être faite afin de faire reculer le cissexisme. Mike voit cet espace comme déterminant dans l'apprentissage du respect des différences :

Les enfants peuvent être éduqués à être respectueux et inclusifs ou ils peuvent apprendre à être irrespectueux et haineux [...]. Alors, j'aimerais qu'on en parle plus dans toutes sortes d'écoles, en commençant par les très, très jeunes jusqu'aux universités et cégeps. Parce que je crois que c'est là que s'enseigne une bonne partie de ce que les gens savent et pensent dans la vie de tous les jours. (traduction libre)

Selon lui, sans éducation aux réalités trans dès le plus jeune âge et à tous les niveaux scolaires, les élèves auraient tendance à reproduire des comportements transphobes. Bobby déplore qu'il n'y ait « pas beaucoup de discussions par rapport à la sexualité ou au genre, d'un point de vue plus large » à l'école. Johnny abonde dans le même sens ; il regrette la disparition des cours d'éducation sexuelle :

Il y a encore des lacunes dans les écoles primaires et secondaires. Pas juste trans mais LGBT. J'veux dire... on dirait qu'ils ont peur d'en parler dans les écoles, surtout que là, ça a l'air qu'il n'y a plus d'éducation sexuelle.

On voit donc que la sensibilisation dans les écoles passe beaucoup par les enjeux et réseaux LGBT. Cependant, quelques participants-es ont affirmé qu'il y aurait encore beaucoup de résistance de la part d'organismes gais et lesbiens à traiter des enjeux trans lors de leurs interventions. Catherine prend l'exemple du GRIS-Montréal, qui intervient dans les écoles secondaires. Selon elle, l'organisme aurait toujours beaucoup de lacunes en ce qui a trait aux enjeux trans :

Si tu regardes Gris-Montréal là, ils viennent juste d'embarquer les bisexuels dans leur gang. [...] Quand ils vont dans les écoles là, les étudiants si ils posent des questions sur la transsexualité, ils peuvent pas répondre avec des grosses connaissances. Ou les jeunes iront pas poser la question, si c'est pas sur le tapis là. Si c'est une trans qui y va là, ben ils vont poser les questions et les jeunes vont être beaucoup plus ouverts d'esprit.

On remarque que les professeurs-es peuvent tenir un rôle important dans l'éducation de leurs étudiants-es quant aux enjeux trans. Selon Marie, la Centrale de l'enseignement du Québec (rebaptisée Centrale des syndicats du Québec), qui est surtout présente dans le domaine de l'éducation, serait une alliée importante :

À la CEQ, par contre, là ça fait quand même plusieurs années qu'ils s'occupent des personnes trans parce que c'est vraiment un milieu, où il est arrivé plusieurs cas de transition en milieu scolaire.

Un autre participant est professeur dans un cégep au sein duquel il a cofondé un réseau de professeurs-es sensibilisés aux enjeux LGBT, afin qu'ils puissent offrir du soutien à leurs étudiants-es LGBT.



Par ailleurs, plusieurs associations étudiantes queers existent sur les campus universitaires anglophones, comme le Centre 2110 de l'université Concordia et l'Union for Gender Empowerment de l'université McGill, qui offrent à la fois des espaces dans lesquels les personnes trans sont accueillies, mais également des outils pour combattre la transphobie sur les campus universitaires, comme je l'ai montré dans le chapitre précédent.

Si le milieu scolaire est un espace d'intervention important, le milieu de travail l'est tout autant. À ce titre, plusieurs participants-es ont partagé des expériences de transphobie en milieu de travail⁶⁵. On remarque une difficulté d'accéder à un travail légal, notamment quand les papiers d'identité ne correspondent pas au genre d'identification de la personne. Hélène s'est fait harceler par des collègues et a perdu son emploi quand elle a fait paraître son changement de prénom dans les journaux⁶⁶. Elle dit se battre pour « le droit à chaque personne d'avoir un emploi ».

Le travail de sensibilisation peut être mené de deux manières : par une visibilité militante et par la sensibilisation de structures (p. ex. : syndicats, entreprises). Johnny a adopté les deux stratégies. D'une part, il dévoile sa transidentité auprès de ses collègues : « J'en parle, je le normalise. J'en parle comme si c'était tellement banal qu'ils ont pas le choix de voir que c'est quelque chose "oh dans le fond, c'est pas si dramatique que ça là" ». Le fait que plusieurs de ses collègues l'aient connu avant sa transition a eu une influence positive, de même que la posture qu'il adopte :

Faque le monde m'appréciait déjà, quand j'ai annoncé ma transition... ils savent... bon là, ils ont deux choix : soit qu'ils arrêtent de m'apprécier parce qu'ils sont contre ce que je fais ou qu'ils changent leur mentalité pour pouvoir continuer à m'apprécier. Puis la plupart des gens ont choisi l'option B.

D'autre part, il a cofondé un réseau de sensibilisation LGBT à l'intention des autres professeurs-es de son cégep. Il explique qu'il a rencontré quelques résistances par rapport aux enjeux trans, mais qu'il a réussi à les dépasser et à éduquer ses collègues.

Pour ce qui est de la sensibilisation, Monique affirme que beaucoup de grandes entreprises auraient mis en place des politiques afin d'inclure les personnes trans : « C'est le bureau des relations humaines de l'endroit qui s'occupe de ça, c'est souvent les travailleurs sociaux qui sont là, qui travaillent, qui sensibilisent les gens ». Marie explique que, par rapport aux États-Unis, il y a au Québec un manque d'associations spécialisées :

Dans le milieu de travail, y'a d'excellentes associations aux États-Unis, nous, on a rien ici. Comment faire sa transition au travail ? Je dis pas que ça se parle pas dans ces organismes-là, mais aux États-Unis, y'a des organismes spécialisés juste pour ces causes-là. Et pis c'est un enjeu hyper important pour notre communauté, garder notre pouvoir d'achat.

En termes de changements, Catherine remarque « qu'il y a de plus en plus de lois dans les milieux de travail pour contrer la discrimination ».

Pour plusieurs participants-es, le milieu familial constitue un autre espace déterminant dans la lutte contre le cissexisme. Certains ont relaté des événements discriminants au sein de leur famille. Julie, par exemple, s'est sentie discriminée lors d'un souper de Noël où « tous les autres étaient nommés par leurs

⁶⁵ Je me centrerai ici sur le marché du travail légal et n'aborderai pas les enjeux liés au travail du sexe, qui demeurent très importants.

⁶⁶ Il s'agit d'une obligation, imposée par le Directeur de l'état civil, afin d'obtenir un changement de prénom.

professions, mais nous, on était trans ». Ainsi sa transidentité et celle de sa conjointe étaient ce qui les caractérisait, et non pas leur emploi.

De plus, on remarque que les parents d'enfants trans peuvent jouer un rôle important dans l'acceptation de soi, comme l'explique Monique qui a eu une expérience très positive :

Moi, ce qui m'a le plus aidée dans la vie, je vais te le dire franchement, c'est entre 0 et 6 ans, de m'être jamais fait dire que j'étais pas correct d'être la petite féminine que j'étais là. T'sé je jouais avec mes poupées, mes jeux de petite fille. Moi, mes parents m'ont jamais dit : « T'es un petit gars, joue pas avec ça ». Alors c'est sûr que de pas avoir été écrasée de 0 à 6 ans, ça m'a aidée.

Les parents trans sont aussi au cœur des enjeux familiaux. Dans le passé, les parents trans pouvaient perdre la garde de leurs enfants, ce qui a changé :

Une des grandes batailles, c'était aussi les enfants, ceux qui ont des enfants. Souvent les femmes se servaient de ça pour que le père n'ait plus accès à ses enfants. Maintenant ça n'existe plus ça. Maintenant devant les juges, c'est pas une raison pour enlever les enfants à leur père. (Monique)

En d'autres mots, les enjeux familiaux sont liés aux interactions dans le cadre familial, à la parentalité d'enfants trans, mais également à la transparentalité.

Quelques autres enjeux, que je ne développerai pas, ont été nommés par certains participants-es, comme le vieillissement et le sport.

5.6 LES ALLIANCES AVEC D'AUTRES MILITANCES

Les alliances avec d'autres militances représentent le sixième enjeu identifié par les participants-es. Il s'agit, d'une part, de renforcer le combat contre le cissexisme comme l'illustre la citation de Monique : « Faut avoir une force de frappe, c'était nécessaire. Pour avoir des droits au gouvernement et tout, notre petite communauté de transsexuels là, c'était pas ben ben fort ». Cette lutte contre le cissexisme est considérée pour plusieurs comme liée à d'autres luttes contre les oppressions. À ce titre, plusieurs des participants-es ont insisté sur l'importance de s'allier, de soutenir les différentes luttes contre les oppressions même s'il ne s'agit pas de leur premier cheval de bataille. À ce propos, Bruno explique :

Sur le terrain, on a intérêt à s'allier. Mais pour moi, ce sera toujours LGBTIQ, féministes et tralala t'sé. On a intérêt, les gens de la gauche, les gens marginalisés, les gens opprimés à se rassembler pour être forts. Et à chacun chacune, appuyer les causes des autres groupes, même s'il s'agit pas de notre cause principale que, dans le quotidien, on planche 40 h/semaine là-dessus.

Selon Hélène, une autre participante, « chaque groupe minoritaire qui obtient une victoire la remporte pour tous les autres ». D'autre part, il s'agit de combattre le cissexisme qui peut être présent au sein de ces divers réseaux militants. J'aborderai successivement les alliances avec les activistes LGBTQ, féministes et d'autres populations marginalisées, ensuite j'exposerai les stratégies de rapprochement proposées par les participants-es.



5.6.1 Les alliances avec les militants-es LGBQ

L'alliance LGBTQ est très importante ; les militants-es rencontrés ont été très loquaces à ce sujet. Je commencerai par exposer les lieux d'alliance nommés, puis les débats au sein de la militance trans quant à l'alliance avec les LGBQ, enfin j'aborderai les problèmes de cissexisme au sein des réseaux LGBTQ identifiés par les participants-es.

Quatre lieux d'alliance ont été identifiés : le milieu VIH/sida, le milieu queer anglophone, le milieu LGBT francophone, le milieu queer francophone. Le premier lieu d'alliance se situe au sein de la lutte contre le VIH/sida. Les femmes trans sont particulièrement touchées par l'épidémie, au même titre que les hommes gais. Une militante trans séropositive que j'ai rencontrée s'est investie dans la lutte contre le VIH/sida dans les années 1990 ; elle s'est jointe à des organismes VIH/sida au sein desquels elle a occupé des postes importants. Dominique explique qu'un de ces groupes était un « château fort gai » au sein duquel elle est parvenue à se faire une place malgré les résistances de certains hommes gais. D'autres participants-es se sont investis dans des organismes VIH/sida et ont mentionné la place importante des hommes gais et le manque d'inclusion des personnes trans. Cette question sera approfondie plus tard.

Le second lieu d'alliance repéré se situe dans le milieu queer anglophone, fortement composé d'étudiants-es et de jeunes. Cette alliance s'est d'abord traduite par le changement de nom des Centres des femmes de Concordia et de McGill qui sont devenus respectivement le Centre 2110 et l'Union for Gender Empowerment dans la première moitié des années 2000. Ces changements de nom représentaient un élargissement des mandats de ces groupes, qui voulaient traiter à la fois d'enjeux féministes, queers et trans. Un autre organisme majoritairement anglophone, Projet 10, s'adresse spécifiquement aux jeunes (16-25 ans). Il a développé au milieu des années 2000 le Projet Max, un projet ayant pour but l'inclusion des personnes trans. Cela a permis une inclusion beaucoup plus forte des jeunes trans, qui fréquentent cet organisme en plus grand nombre depuis.

Le troisième lieu d'alliance repéré se situe au sein du milieu LGBT francophone. L'évènement que les militants-es rencontrés jugent fondateur de cette alliance est les États généraux des communautés LGBT de 2004. C'était la troisième édition et la première où les personnes trans étaient incluses. Elles étaient une dizaine sur les 400 personnes présentes. Marie explique que ces États généraux ont permis beaucoup de changements au sein des communautés LGBT et au-delà :

Le milieu gai a joué un rôle très important. Parce que même si c'était pas toujours bien fait, même si c'était pas toujours l'ensemble des points qui étaient considérés, ils ont fait connaître le mot « trans » dans beaucoup de milieux où ce que les trans elles-mêmes n'avaient pas accès. Juste faire connaître un nom, c'est déjà beaucoup [...]. Donc intra-communauté LGBT, y'a beaucoup de changements qui se sont faits parce qu'il y a des gens qui ont fait le pont entre les deux, et pis qui ont dit, on va arrêter de rester encabané. [...] Les T, c'est maintenant un acteur incontournable dans la communauté LGBT.

Ainsi, depuis le milieu des années 2000, les participants-es ont noté beaucoup d'évolution au sein des organismes gais et lesbiens francophones devenus LGBT. Le travail d'inclusion se fait organisme par organisme, certains étant encore aujourd'hui LG ou LGB uniquement. Cette alliance a également permis l'accès à une reconnaissance politique de la militance trans, comme il a été mentionné précédemment.

Le défilé de la Fierté Montréal est un autre évènement d'importance. En effet, depuis 2009, l'ATQ anime un cortège dans la parade LGBT avec des revendications spécifiquement trans, sous l'impulsion de jeunes femmes trans lesbiennes. C'est une action de visibilité jugée très importante par plusieurs participants-es.

Les caucus LGBT des centrales syndicales francophones ont également évolué vers plus d'inclusion des personnes trans. En effet, une participante explique que leur participation aux coalitions LGBT au sein desquelles elles tiennent une place importante a permis de les sensibiliser.

Le quatrième lieu repéré est le milieu queer francophone, qui s'est formé plus récemment. En 2009 s'est créé le groupe PolitiQ-queers solidaires, qui possédait dès ses débuts une commission trans. Julie voit le queer comme inclusif des personnes trans : « PolitiQ comme telle n'est pas trans, c'est queer, plus large, ça inclut les trans ». Quelques participants-es ont mentionné la coalition lancée par cet organisme afin d'organiser le premier rassemblement extérieur revendicatif trans devant le Directeur de l'état civil. Le soutien des mouvements LGBT et queer a été très important, car près des deux tiers des organismes signataires proviennent de ces réseaux.

Au sein des réseaux militants trans, plusieurs points de vue s'affrontent quant à l'alliance avec les LGBQ. Les discours des militants-es peuvent prôner des rapprochements ou des éloignements entre ces militances.

Les identités trans ont rapport dans le mouvement LGBT et pis ça a rapport au mouvement queer. [...] Je pense qu'au niveau des oppressions que les personnes trans vivent, ça se rapproche aux oppressions que d'autres personnes vivent par rapport au genre et à la sexualité. (Bobby)

Pour Johnny, ces oppressions ont la même origine :

Même si nos besoins, nos réalités quotidiennes sont peut-être différents sur des détails, la discrimination sociale à laquelle on fait face, elle vient de la même place. Faque le public *at large* là, il nous met tous dans le même panier.

Monique, une militante trans de longue date, abonde dans le même sens. Elle dit que « pour le commun des mortels, homosexuels, transsexuels, transgenres, Mado [une célèbre *drag queen* montréalaise], c'est tout mêlé dans le même panier ».

Un autre participant, Bruno, soutient qu'il y a des parallèles importants à faire entre ces deux oppressions, mais qu'elles demeurent différentes : « Dans un cas, y'a l'orientation et dans l'autre cas, y'a l'identité. Donc pour moi, c'est deux réalités différentes, des problématiques différentes, donc des besoins différents ». Selon Monique, les réalités trans et LG sont tellement différentes qu'elles ne sont pas comparables. Étant hétérosexuelle, elle s'est opposée pendant longtemps à l'alliance avec les LG, mais a changé d'avis depuis quelques années. Elle explique :

C'est très récent. Parce que pendant longtemps... d'abord les vieilles transsexuelles ne voulaient pas [s'allier avec les LG], et certaines jeunes aussi qui sont assez puissantes dans la communauté préféraient que les transsexuels restent un groupe autonome.

On remarque ainsi une divergence entre les personnes trans hétérosexuelles qui se sentent moins concernées par cette alliance et celles qui sont LGBQ qui la portent, comme l'illustre la citation de Marie :

Souvent y'a un problème dans notre communauté t'sé... parce qu'il y a des trans qui veulent pas être associés aux gais, parce qu'elles sont hétéros, et l'inverse, celles qui sont plus gais et lesbiennes : « ben oui, mais c'est nos meilleurs alliés, on devrait s'associer avec eux ».

Il y a donc des débats au sein de la militance trans sur l'alliance avec les militants-es LGBQ, lesquels sont notamment alimentés par les expériences des activistes trans au sein de ces réseaux.



Les militants-es rencontrés ont évoqué plusieurs problèmes de cissexisme au sein des militances LGBQ, qui se caractérisent par un non-traitement des enjeux trans ou une relégation au second plan, comme l'expriment François, Julie et Johnny :

[L]es groupes qui se disent LGBT, c'est en fait des groupes gais et lesbiens. (François)

Sur LGBT, le T est tout petit à la fin d'habitude. (Julie)

Le commentaire que j'entends : « *the world isn't ready yet* », le monde est pas encore prêt. Même dans la communauté LGBT, les bis pis les trans, on se fait dire ça souvent [...]. C'est très très frustrant parce que je crois en la solidarité et puis personne n'avance sans qu'il y ait tout le monde qui avance. (Johnny)

À ce propos, un autre participant explique qu'en règle générale quand le T est ajouté, il est inclus dans des questions de sexualité, et ainsi il n'est pas réellement traité, il questionne :

Si ça dit LGBT ou si ça dit LGBQ, la question se pose souvent : « Bien, c'est super, mais où est le T ? Où sont les éléments trans qui font partie de ce panel, partie de cet atelier, partie de cet organisme ? » (Mike, traduction libre)

Selon Bobby, les militants-es LGBQ ne remettent pas suffisamment en cause leur position de pouvoir :

Souvent les trans sont mentionnés mais y'a pas vraiment... t'sé c'est comme oh LGBT, mais le T est pas vraiment comme t'sé... en anglais on dit *accountability*. T'sé c'est comme, on le mentionne parce qu'on veut être inclusif mais c'est plus de la tolérance que de l'inclusivité vraiment. [...] D'être tolérant, ça veut juste dire, y'a rien qui change, c'est toujours les mêmes personnes qui sont en position de pouvoir, et pis ces personnes-là sont capables de dire : « ben j'utiliserais pas mon pouvoir contre toi, mais je t'en donnerais pas non plus ». Y'a pas d'échange qui se fait, y'a pas d'ouverture par rapport à laisser une place aux personnes qui sont trans.

Une autre participante, Catherine, pointe les conséquences de l'exclusion des enjeux trans des organismes LGBQ :

[I]ls font des actions pour les gais et lesbiennes, mais ils en font pas en même temps pour les trans. S'il y a quelque chose pour les trans, c'est rare qu'ils aient le temps de s'en occuper. Ou comme qu'ils connaissent pas assez le dossier ou qu'ils ont pas assez d'expérience là-dedans, ben des fois s'ils s'en occupent, ils s'en occupent tout croche.

Pour terminer, il est intéressant de voir qu'il y a des dynamiques propres entre les différentes communautés LGBQ. Hélène exprime cette idée tout en considérant que l'accès à l'égalité des droits pour les LG a permis de créer de l'espace pour s'ouvrir aux enjeux trans :

Pendant un bout de temps, les gais étaient les ennemis des lesbiennes, vous êtes assez vieux, vous avez peut-être connu ça, les gais étaient les ennemis aussi des transgenres, les lesbiennes ont été aussi beaucoup les ennemis des transgenres et des transsexuels ; toutes des fausses femmes pour eux. Donc au départ, c'était pas évident, ils se battaient pour leurs propres droits, mais maintenant que leurs droits sont établis, y'en a qui sont rendus beaucoup plus ouverts et regardent, justement, la question des transgenres, des transsexuels comme étant des groupes minoritaires qu'il faut aussi défendre et protéger.

À ce titre, le lien entre personnes trans et lesbiennes a été évoqué. Les militants-es rencontrés ont mentionné à plusieurs reprises le soutien qu'ils ont pu avoir de militantes lesbiennes, mais également les résistances des lesbiennes à leur entrée au sein de l'alliance LGBQ, par peur de perdre du terrain et de la visibilité, comme l'évoque cette citation de Catherine :

Les lesbiennes qui disaient : « Vous autres [les gais], tout est fait pour vous autres, il nous reste plein d'affaires à faire pour nous autres, on est 10 ans en arrière sur vous autres ». Moi là, j'ai répondu, nous autres, on est 20 ans en arrière ou 30 ans en arrière. Je me faisais fusiller du regard par cette lesbienne-là.

Si les militants-es LGBTQ semblent représenter des alliés-es d'importance dans la lutte contre le cissexisme, ils forment également des espaces au sein desquels une certaine exclusion et marginalisation peuvent être vécues par les personnes trans. La militance féministe semble représenter une autre alliée de taille dans la lutte des militants-es trans.

5.6.2 Les alliances avec les militantes féministes

Les participants-es ont identifié plusieurs lieux d'alliance avec les militantes féministes ; ils ont également mentionné les débats présents au sein de la militance trans et certains problèmes de cissexisme au sein des réseaux féministes.

Trois lieux d'alliances ont été repérés par les militants-es rencontrés : la lutte des travailleuses du sexe, les milieux queers anglophones et le mouvement des femmes francophone. Le premier lieu d'alliance identifié s'est formé au sein de la lutte des travailleuses du sexe. Beaucoup de femmes trans exercent le travail du sexe. Ces femmes ont constitué des réseaux autour de la pratique du travail du sexe, qu'elles exercent au sein des mêmes lieux. Cela a permis le développement d'une militance trans. À ce propos, une femme trans travailleuse du sexe a fait du travail de rue depuis le début des années 1990, notamment en direction des autres femmes trans travailleuses du sexe. Elle explique qu'à la fondation d'un organisme non mixte par et pour les travailleuses du sexe au milieu des années 1990, Stella, la question s'est posée d'inclure ou non les femmes trans. Selon Dominique, il a finalement été retenu que « toute personne s'identifiant en tant que femme, même s'il est en garçon le jour et pis en femme la nuit, peut recevoir des services à Stella ». C'est donc un des premiers groupes de femmes au Québec à avoir mis en place une non-mixité qui incluait les femmes trans (transsexuelles et travesties). Selon une militante, beaucoup de femmes trans fréquentaient cet organisme, et c'est au sein de la lutte des travailleuses du sexe qu'on a pu voir émerger les premières revendications trans lors de manifestations ou de rassemblements pendant les années 1990. L'importance de l'alliance entre travailleuses du sexe trans et cis est soulignée par Nancy :

On a des organismes [...] qui sont aussi, et selon moi, ça fait partie d'un mouvement féministe, qui sont des alliés essentiels, très importants dans le mouvement des travailleuses du sexe. C'est un allié très très important. Et pis, là où des femmes trans et des travesties, des travailleuses du sexe font partie pis sont comme vraiment, dans certains cas, au centre de campagnes.

Cette participante indique quelques critères d'inclusion comme l'offre de services aux femmes trans et la mise au premier plan de celles-ci à certains moments.

Le second lieu d'alliance repéré se situe dans le milieu étudiant anglophone queer et féministe. Ceci se traduit par le changement de nom et de mandat des Centres des femmes de Concordia et de McGill, comme mentionné précédemment. La citation de Mike suggère que les deux groupes ont recomposé le sujet politique de leur féminisme en s'ouvrant à d'autres réalités qui ne concernaient pas uniquement les femmes, mais également les personnes trans.

Je crois que ces deux groupes et d'autres groupes travaillent fort pour reconstruire l'idée des gens sur ce que veut dire le féminisme et ce que veut dire être un organisme féministe et que le féminisme n'implique pas nécessairement seulement les femmes non trans, mais il touche vraiment à tellement de choses. [...] Et on reconnaît qui est exclu et comment ne plus exclure ces personnes et à quoi ça ressemble travailler pour inclure les personnes qui devraient être incluses dans le travail déjà en cours. (traduction libre)



On voit que l'arrivée du queer a permis à certains organismes de réactualiser leur vision du féminisme afin d'y inclure les personnes trans et LGBTQ.

Le troisième lieu d'alliance se situe au sein du mouvement des femmes francophones. On remarque que depuis les années 2000, des discussions, des échanges et de l'éducation populaire entre militantes féministes et trans ont eu lieu. Quelques participantes ont expliqué que plusieurs groupes de femmes ont mis en place des politiques d'inclusion des personnes trans dans leur non-mixité. De plus, plusieurs hommes et femmes trans ont été proactifs au sein de ces discussions. Bruno, par exemple, a réussi à sensibiliser un certain nombre de militantes féministes présentes dans ses réseaux :

J'ai déjà réussi à rallier certaines personnes du milieu féministe à la cause trans, parce que ces personnes-là ne connaissaient pas beaucoup de choses des enjeux trans, et pis n'avaient pas nécessairement des préjugés mais avaient peut-être certaines idées préconçues. Et puis, en me connaissant, en me voyant, en discutant avec moi de plein de choses, ben ces personnes-là ont dit : « Ah ben t'sé, je suis devenu ben plus trans-allié ».

Une autre participante, Marie, voit ce qu'elle identifie comme « la dernière vague du féminisme » comme plus ouverte aux enjeux trans.

Par ailleurs, les rapports entre militances trans et féministes sont jugés relativement conflictuels par plusieurs participants-es. Bruno affirme :

L'histoire entre le transactivisme et le féminisme, depuis 40 ans, est une histoire de luttes et de déchirement principalement. Même si oui, y'a eu quelques féministes qui ont été alliées des trans, et quelques trans qui ont été alliées avec les féministes. Mais la principale dimension était une dimension de choc... et de déchirement, c'est le meilleur terme.

On voit ainsi qu'au même titre que l'alliance avec les militants-es LGBTQ, l'alliance avec les militantes féministes fait débat au sein des réseaux trans.

Des problèmes de cissexisme ont également été identifiés au sein des réseaux féministes. En effet, plusieurs participants-es ont mentionné avoir vécu du rejet au sein de groupes féministes, comme l'illustre la citation de Monique :

Les féministes, elles sont pas tellement d'accord d'avoir des transsexuels auprès de leurs groupes. Y'en a, je pense, y'en a des transsexuels qui militent avec les féministes, mais c'est pas facile. Oh non non, je te dis, vraiment, on était dans une case à part, et très loin dans le casier du bas.

Cette relégation des personnes trans peut prendre une tournure plus extrême et transphobe au sein de certaines franges du féminisme. Pour une participante, le discours des féministes revient à dire : « Vous êtes pas des femmes, on est femmes en premier et pis les trans après » (Julie). On voit ici une négation de l'appartenance des femmes trans à la catégorie femme. Cela peut parfois être doublé d'une négation de l'appartenance des hommes trans à la catégorie homme. À ce propos, Marie évoque « certains groupes radicaux, qui vont jusqu'à reconnaître un *transboy* comme une femme [...] parce que c'est vraiment le fait d'être né avec des ovaires qui compte ». On assiste donc à une essentialisation du sujet politique du féminisme qui est fondamentalement cissexiste, comme mentionné dans la première partie de ce chapitre.

La question des refuges pour femmes victimes de violence représente un point de cristallisation des enjeux de l'inclusion des personnes trans au sein de la non-mixité féministe. Julie résume bien la situation d'exclusion qui peut parfois être vécue :

Je pense aux centres de femmes, t'sé pour les femmes battues, déjà une fille lesbienne qui arrive dans un centre de femmes, déjà elle est pas nécessairement bien... t'sé c'est pas évident. En plus trans, t'es aussi bien de fermer ta gueule là. Si t'es pas opérée, tu rentres pas. Si tes papiers sont en ordre et tout, tu le dis pas, tu passes, ça va. Si tu passes pas et pis que t'es pas opérée, oublie ça, ils vont te mettre dehors.

Il y a donc une pression à « passer » et ne pas se dévoiler, ce qui, selon une autre militante, peut poser problème aux femmes trans pauvres qui ont moins accès aux modifications corporelles (comme l'électrolyse), et qui sont celles ayant le plus besoin de services. Elles peuvent ainsi se retrouver sans aucune ressource. Nancy, quant à elle, explique que l'accès aux refuges se joue toujours au cas par cas.

De temps en temps, on trouve des travailleuses spécifiques qui sont des alliées fortes, qui travaillent dans un refuge, qui ont milité à l'intérieur pour l'accessibilité pour les femmes trans par exemple, et pis tout va bien. Mais dès que la personne quitte l'organisme, ben vu qu'il n'y a pas de politique en place, ça peut changer complètement l'accès.

Pour terminer, cette même participante explique que le mouvement féministe représente une grille d'analyse importante pour lier différentes populations marginalisées :

Et les mouvements féministes, je pense, jouent un rôle très important dans le rassemblement d'alliances entre les travailleurs-ses du sexe, les personnes handicapées, les personnes trans, les femmes et les personnes trans racisées tout particulièrement, et les Autochtones de cette manière pour...qui comprend et localise vraiment l'oppression à la fois dans nos vies de tous les jours et dans nos communautés, en plus du sens systémique de type situationnel. (traduction libre)

La prochaine partie se centrera d'ailleurs sur l'alliance entre les militants-es trans et d'autres populations marginalisées.

5.6.3 Les alliances avec d'autres populations marginalisées

Il s'agit de la plus ancienne alliance identifiée par les participants-es. Elle prend place essentiellement au sein des organismes de santé en direction des personnes marginalisées. Les cinq populations marginalisées avec lesquelles des alliances ont été identifiées sont les usagers-ères de drogue, les travailleurs-ses du sexe, les personnes séropositives, les personnes racisées et les personnes incarcérées.

La première population identifiée est formée d'organismes s'adressant aux usagers-ères de drogue. En effet, CACTUS et Dopamine, deux organismes ciblant cette population, ont développé, dès les années 1990, de la prévention et du travail de rue et ont mis en place des groupes d'entraide pour les personnes trans. Ces organismes visent également d'autres populations marginalisées ; ils sont au cœur des alliances abordées dans cette partie⁶⁷.

La seconde population est composée des travailleurs-ses du sexe. J'ai déjà souligné la place importante qu'occupent les femmes trans au sein de la militance des travailleuses du sexe, place qu'elles ont assumée dès la création de l'organisme Stella.

⁶⁷ Chrysalide n'existant plus au sein de Dopamine, c'est l'ASTT(e)Q au sein de CACTUS qui joue seul ce rôle aujourd'hui.



La troisième alliance avec une population marginalisée identifiée par les participants-es se situe au sein de la lutte contre le VIH/sida. En effet, plusieurs militants-es rencontrés se sont investis dans des organismes VIH/sida, dont deux femmes séropositives. Une d'entre elles occupait des postes de responsabilité dans plusieurs organismes VIH/sida au courant des années 1990, comme mentionné précédemment. Cela lui a permis de faire beaucoup de conférences à travers le Canada. Elle a même fondé un groupe d'entraide entre femmes transsexuelles séropositives qui se rencontrait une fois par semaine. Mike, un autre participant, explique que d'autres organismes trans comme À deux mains, le Centre 2110 et Projet 10 s'occupent de la prévention et de l'éducation sexuelle, en se préoccupant souvent d'inclure les personnes trans : « Par exemple, parler d'utiliser les trucs de sexe à risques réduits comme les condoms ou autre, pour les personnes trans. S'assurer que ces informations précises sont incluses » (traduction libre). Bobby partage cette préoccupation d'inclusion des personnes trans dans la prévention du VIH/sida. Il a quitté un organisme au sein duquel il s'impliquait parce qu'il ne le trouvait pas assez inclusif des personnes trans et trop composé d'hommes gais.

C'est comme on accepte les personnes trans, mais on change pas rien de pratique pour faire l'espace comme vraiment inclusif et pis pour que nos pratiques, et nos désirs d'interventions soient représentatifs de leurs réalités. Faque c'est un peu le cas avec [un organisme VIH], c'est un peu mon *beef* avec eux autres.

Une autre militante abonde dans le même sens, mais sur le plan de la militance liée au VIH/sida en général :

Les personnes trans séropositives sont une des dernières vraiment comme... on parle des utilisateurs de drogues, on parle des travailleurs et travailleuses du sexe, des migrants... y'a certaines populations ou minorités toujours à côté, ou qui sont complètement invisibles. Et pis ce sont ceux qui sont le plus touchés en même temps. (Nancy)

On peut penser que le lien qui s'est constitué dans les années 1990 ne s'est pas nécessairement maintenu et n'a pas permis une inclusion de plus en plus grande des personnes trans au sein de la militance liée au VIH/sida. À ce propos, un militant rencontré estime qu'il y a eu très peu d'organismes VIH/sida signataires de l'appel du 17 juin 2010.

La quatrième population à laquelle certains militants-es trans tentent de s'allier est composée des personnes migrantes et racisées. Il s'agit d'une alliance qui est beaucoup plus présente dans les milieux anglophones que francophones ; elle demeure cependant encore trop limitée aux yeux de plusieurs. Bobby regrette le manque d'organismes pour les personnes queers et trans racisées :

C'est la question des personnes racialisées aussi. Et pis je veux dire, y'a pas beaucoup de liens qui sont faits par rapport à ça [à Montréal], mais je sais qu'à Toronto y'a une grosse population de gens qui sont trans et des personnes de couleur aussi, et pis des... comme QPOC là, *queer people of colour*, qui discutent beaucoup beaucoup de la question trans.

Nancy souligne qu'il y a encore trop peu de personnes racisées dans les organismes trans, alors que les enjeux d'immigration et de racisme s'expriment beaucoup dans son expérience du travail de rue :

Ce qui concerne beaucoup des personnes que je rencontre quand je fais le travail de rue par exemple, ce sont des questions juridiques, des questions d'accès à l'hormonothérapie, des questions d'accès à des papiers d'immigration, des différentes réalités qui sont influencées par le racisme par exemple. [...] On est la plupart tous des organismes blancs aussi, qui répondent pas aux besoins des personnes trans racisées, migrantes, les latinas en particulier si on parle de travail du sexe. Y'en a beaucoup. Et pis aucun service qui répond directement à leurs besoins.

Elle s'implique au sein de cette militance afin de pouvoir y amener la voix des personnes trans racisées.

La cinquième population marginalisée identifiée est composée des personnes incarcérées. En effet, Nancy soutient que cette lutte est fortement influencée par le mouvement pour l'abolition des prisons aux États-Unis. Elle explique que les personnes trans sont souvent enfermées dans les prisons correspondant au genre assigné à leur naissance : « Ça arrive ici au Canada aussi, que les personnes trans sont incarcérées, que les femmes trans sont dans le milieu des hommes et pis vice versa ». Deux organismes semblent concernés par cette question-là : l'ASTT(e)Q qui organise des visites pour les prisonniers trans et le Projet de correspondance pour les prisonniers-ères qui développe une correspondance spécifiquement pour les personnes queers et trans.

Pour terminer cette partie, je dois préciser que la tension entre les personnes trans précarisées à cause de leur statut économique et social et celles ne l'étant pas exerce une influence très importante sur le travail d'alliance avec d'autres personnes marginalisées. Effectivement, les militants-es qui pensent que les personnes trans précarisées doivent être au centre de la militance trans sont celles qui travaillent le plus à ces alliances. Nancy souligne l'importance de ce travail d'alliance et de représentation au sein de mouvements d'autres populations marginalisées.

Les personnes trans font partie du mouvement des travailleuses du sexe, du mouvement pour la justice des migrants, sont des personnes pauvres, sont des personnes incarcérées, etc. Donc on devrait avoir la représentation des personnes trans dans ces sortes de milieux aussi, donc c'est pour ça qu'on s'implique. [...] Donc pour moi, il y a plusieurs mouvements où il faut qu'on s'implique, et pis où il faut faire des liens. Parce que pour moi, le risque, c'est que si on parle juste du mouvement trans, on met le focus sur les besoins, les réalités des personnes les plus privilégiées.

On voit donc que l'alliance avec d'autres populations marginalisées est développée inégalement. Certaines alliances ont débuté dès les années 1990, produisant des liens qui se sont maintenus ou non. D'autres alliances sont plus récentes et semblent demeurer trop peu développées aux yeux de plusieurs participants-es. Leurs réflexions quant aux stratégies afin de rapprocher la militance trans d'autres militances peuvent constituer de bons éléments de réponse.

5.6.4 Les stratégies de rapprochement

Quatre stratégies de rapprochement entre la militance trans et les autres militances ont émergé des entrevues : l'adoption par la militance trans des enjeux d'autres militances et inversement, l'ouverture de dialogue, la sensibilisation ainsi que l'acquisition d'une position de leadership par les militants-es et organismes trans.

La première stratégie est la double adoption : c'est-à-dire, l'adoption des enjeux d'autres militances par la militance trans et l'adoption des enjeux trans par les autres militances. Comme je viens de le mentionner, Nancy considère que la participation et la représentation des personnes trans aux militances d'autres populations marginalisées sont très importantes, au même titre qu'elle pense qu'il faut mettre au centre de la militance trans les personnes précarisées à cause de leur statut économique et social. De plus, Marie signale le double traitement des questions d'identité de genre et d'orientation sexuelle par les militances LGBTQ :

Une chose qui est difficilement comprise dans le milieu trans, c'est que si on veut qu'on soit vraiment LGBT, ça veut dire que les organismes à la base pour gais et lesbiennes s'ouvrent aux réalités trans, donc à l'identité de genre, ben faudrait que les groupes pour trans s'occupent aussi de l'orientation sexuelle de leurs membres, dans le sens qu'on n'est pas juste trans, on a aussi une orientation sexuelle.



Pour elle, l'accueil des personnes trans hétérosexuelles au sein des organismes LGBT représente un indicateur de l'inclusion des personnes trans.

Johnny évoque une idée similaire quand il explique que les personnes féministes trans ou alliées devraient s'exprimer davantage. Cela permettra des rapprochements en ouvrant un dialogue, ce qui constitue la seconde stratégie. En effet, selon Johnny, ouvrir un dialogue basé sur le respect permet de sortir de l'aspect émotionnel que le féminisme peut engendrer pour les personnes trans et inversement :

C'est en dialoguant, mais en dialoguant d'une manière qui n'invalide pas l'expérience de l'autre. Parce que ce que je trouve souvent dans ces affaires-là, c'est que c'est pas juste des débats intellectuels, c'est vraiment des grosses émotions qui sortent et pis les gens des deux bords se sentent justement invalidés par l'autre côté.

Il évoque le même type d'idée par rapport au mouvement LGBTQ. Pour Bruno aussi, l'ouverture d'un dialogue semble une bonne stratégie. Il explique qu'il faut ouvrir la communication avec de bons arguments « justes à la fois pour les féministes et pour les trans », « qui respectent l'ensemble des identités ». Il préconise ainsi d'éviter les tensions : « ça sert à rien de parler plus fort, ça sert à rien d'écraser les autres ».

La troisième stratégie, directement liée à la seconde, est la sensibilisation. Pour Bobby, les organismes LGBT, queers, féministes et VIH/sida doivent travailler à inclure les personnes trans, notamment en évitant les réactions défensives quand un problème de transphobie est nommé :

Des changements concrets pour moi, ça serait vraiment une question que dans les organismes LGBT, il y ait vraiment une éducation qui est faite pour les personnes qui travaillent dans ces organismes-là, pour rendre les services vraiment inclusifs. [...] Même si ça l'a pas rapport nécessairement avec les organismes qui font de la prévention VIH ou de l'éducation par rapport au VIH, ben si t'adresses pas ce problème-là, tu viens de couper plein de gens de tes services dans le fond, des gens qui se sentiront pas confortables avec tes services. Donc je pense que ces enjeux-là doivent être adressés et pis si tu te fais dire quelque chose que tu fais est problématique, ben c'est de dire « okay, qu'est ce que je peux faire pour régler la chose », rentrer dans un dialogue plutôt que d'être défensif.

Ainsi, il affirme que ne pas rendre les organismes inclusifs pour les personnes trans empêche celles-ci d'accéder à ces services. Par ailleurs, la sensibilisation d'organismes importants et ayant du poids est considérée par plusieurs militants-es comme utile pour influencer de plus petits organismes, comme l'illustre la citation de Bruno par rapport aux militances LGBT et celle de Marie par rapport à la militance féministe :

Quand on va réussir à gagner des gros organismes comme Gai Écoute, GRIS-Montréal sur les questions trans, ben je pense que là ça va être une question de peu de temps pour rejoindre tous les petits organismes aussi, pour que le T soit réellement intégré. Pour ça, ça prend des trans sur le terrain qui vont parler, et qui font des conférences. (Bruno)

Si ça passe par la Fédération des femmes [du Québec], c'est une instance assez haute pour que ça puisse avoir des répercussions et que ce soit plus facile de faire passer le message dans certains groupes de filles ou de femmes récalcitrantes. (Marie)

Ces organismes sont donc jugés très influents au sein de ces militances et pourraient permettre des changements plus profonds.

Enfin, la quatrième stratégie de rapprochement est l'acquisition d'une position de leadership par les activistes et organismes trans. Nancy explique que le mouvement féministe devrait donner une place plus importante aux voix des femmes trans : « Une chose que je pense que le mouvement féministe doit vraiment faire c'est de réaffirmer l'importance de femmes trans réellement visibles et qui possèdent du

pouvoir et du leadership dans ces mouvements » (traduction libre). Julie, quant à elle, estime que les organismes trans peuvent acquérir du leadership qui leur donnera de la crédibilité :

Faque si l'organisme voisin regarde par-dessus son balcon vers l'organisme à côté trans pis « sacrifice, ils en brassent des affaires, les trans t'sé », hé ben, c'est du leadership, c'est le pouvoir que les autres veulent bien nous accorder. Donc les autres communautés vont voir qu'on est crédible, qu'on fait des affaires, qu'on avance, que nos dossiers sont sérieux, pis qu'on a de vraies revendications.

Le fait que les organismes trans soient jugés sérieux permettra, selon elle, d'obtenir plus de soutien de la part d'autres militances et organismes.

Les différentes stratégies de rapprochement entre la militance trans et d'autres militances permettraient alors une inclusion plus forte des personnes trans au sein de ces réseaux. Cela signifierait y faire reculer le cissexisme. Les alliances permettent également d'accroître le nombre de personnes combattant le cissexisme.

5.7 PERCEPTION DU CHANGEMENT SOCIAL

Les participants-es ont perçu un certain nombre de changements sociaux concernant les personnes trans, dont une grande partie a été révélée tout au long de ce chapitre. On remarque une différence de perception importante en fonction du temps d'implication, ce qui est logique étant donné que plus on milite depuis longtemps, plus on a eu l'occasion de voir se réaliser des changements. Selon Dominique, il y a de plus en plus de personnes trans visibles : « Moi, je pense que les gens sont plus aussi surpris, parce qu'il y en a partout. Y'en a de plus en plus. Les gens se cachent moins qu'avant ». Une autre militante, Catherine, évoque des changements sur de nombreux plans :

Ça a changé, oui, c'est sûr. Y'a eu beaucoup plus de présence à la télévision. [...] Ça se voit... avec le temps, on voit qu'il y a beaucoup plus de lois dans les milieux de travail, pour contrer la discrimination. Y'a beaucoup plus d'instances gouvernementales qui communiquent avec nous quand il y a des problèmes, ou quand ils veulent faire avancer certaines choses. Les organismes nous appellent plus souvent aussi, pour pouvoir les aider sur certains sujets. Et quand on va faire des conférences, on voit que le monde est déjà plus ouvert d'esprit qu'avant, ils posent des questions un peu moins stupides.

Selon elle, il y a plus de visibilité et une connaissance et reconnaissance plus grandes de la militance et des enjeux trans. Marie, quant à elle, note des changements en termes organisationnels et d'alliances :

On a fait beaucoup de rattrapage depuis 10 ans, [...] surtout au niveau organisationnel, dans le sens que je trouvais qu'il y avait une grosse lacune, c'est que des organismes trans par les trans et pour les trans, y'en avait pratiquement pas.

Pour elle, le développement d'organismes trans ainsi que le soutien des organismes gais et lesbiens, comme vu précédemment, représentent une dimension extrêmement importante dans l'avancée du changement social lié aux enjeux trans.

Plusieurs militants-es espèrent voir ces différentes dimensions continuer à évoluer, notamment en termes de visibilité, d'accès aux soins de santé et d'inclusion dans les milieux LGBT et féministes. Deux



participants m'ont fait part de leur visée de changement social à long terme. Bruno, tout d'abord, espère voir la transphobie disparaître et les personnes trans accéder à la reconnaissance sociale :

Ben moi, demain matin, on élimine toute la transphobie. C'est ce que je veux, c'est ce que je souhaite de tout cœur. Non seulement éliminer la transphobie, mais la reconnaissance à part entière. C'est pas juste bien de ne pas être discriminé, il faut aussi être reconnu t'sé. Pour moi, c'est un enjeu majeur, la question de la reconnaissance.

Ensuite, François espère parvenir à une société où chacun pourra choisir le genre qu'il souhaite :

[M]on idéal à moi là, ce serait un monde où tu peux te dire du genre que tu veux, tu peux avoir l'air de ce que tu veux. Tout est possible. Ce serait un monde où tout est possible en matière de genre, sexe, sexualité. Je veux dire tout est possible actuellement, tu peux bien vivre comme tu veux, sauf que concrètement, y'a plein d'incitatifs à ne pas vivre comme ça. Parce que dans mon monde idéal, ben y'aurait pas ça.

Ainsi, la lutte contre la transphobie a permis des changements sociaux importants, mais demeure toujours d'actualité.

Chapitre 6

ANALYSE DU MOUVEMENT TRANS AU QUÉBEC

Dans ce chapitre, j'analyserai d'abord la consistance collective du mouvement trans, qui est considérée par Lilian Mathieu comme une dimension fondamentale d'un mouvement social. Selon lui, la dimension collective ne vient pas de soi, mais est produite au sein d'une mobilisation (Mathieu, 2004 : 17). Je me pencherai sur la construction d'une « identité collective » et d'une « communauté » en m'inspirant de concepts de Mathieu et d'autres auteurs.

Ensuite, je m'intéresserai à la dimension conflictuelle d'un mouvement social et son corolaire, l'orientation vers le changement social, qui sont les deux autres dimensions fondamentales à un mouvement social selon Mathieu (2004). En effet, selon lui, chaque mouvement social entretiendrait une relation d'opposition et de confrontation avec un adversaire et s'inscrirait dans la visée d'un « nouvel ordre social » (p. 19). J'analyserai la contestation du cissexisme dans la seconde partie de ce chapitre. J'inscrirai ensuite le combat des militants-es trans dans une remise en cause des normes entrecroisées de genre, de sexe et de sexualité existant actuellement au Québec, à la lumière des études féministes et des études trans.

Enfin, j'aborderai les dynamiques d'alliances entre le mouvement trans et d'autres mouvements remettant en cause les normes de genre, de sexe et de sexualité. Je me pencherai spécifiquement sur les possibles redéfinitions des mouvements sociaux dont ces alliances peuvent être porteuses, en me basant sur les trois dimensions d'un mouvement social développées par Mathieu.

6.1 CONSTRUIRE UNE IDENTITÉ COLLECTIVE ET UNE COMMUNAUTÉ

Érik Neveu (2005) avance l'intention de coopération comme une variable permettant d'établir un premier tri entre ce qu'est un mouvement social et ce qui ne l'est pas. La présentation des différents organismes trans a révélé qu'ils font un travail commun et coopèrent les uns avec les autres. Ceci est un premier indicateur de cette dimension collective. En effet, plusieurs regroupements ont été identifiés : le Réseau de santé trans, le Rassemblement du 17 juin ou encore le rassemblement de plusieurs organismes pour la production de matériel d'information comme les dépliants sur les traitements hormonaux associant Projet 10 et l'ASTT(e)Q.

Mathieu invite à analyser la dimension collective d'un mouvement social de manière dynamique, complexe. En effet, celle-ci doit être réfléchie avant tout comme un processus. L'objectif de cette partie est d'analyser la formation des liens au sein de la militance trans, en se penchant sur la construction d'une identité trans collective et la formation d'une communauté trans.

6.1.1 La construction d'une identité trans collective

Selon Mathieu (2004 : 141), le caractère identitaire d'un mouvement social serait central pour les militants-es appartenant à un groupe stigmatisé. Il s'agirait de contester l'image défavorable qui imprègne

la représentation des personnes trans. À ce propos, la définition d'*identité collective* dans le *Dictionnaire des mouvements sociaux* insiste sur l'importance d'analyser comment celle-ci se construit, en précisant qu'elle représente un enjeu de lutte important entre activistes (Voegtli, 2010 : 294).

Dans le cadre de ma recherche, les participants-es ont mentionné comment le changement d'identité de genre a joué un rôle dans leur implication. En effet, le fait d'entamer une transition de genre a exercé une influence sur l'implication de l'ensemble des personnes rencontrées. Certains d'entre eux, comme Catherine et Julie, ont commencé leur militance au sein d'organismes trans au moment de leur transition. D'autres, comme Johnny, Bobby, Nancy, Marie, François et Bruno, s'impliquaient déjà au sein de groupes militants et ont vu cette implication évoluer vers les enjeux trans qui les touchaient plus directement. La fréquentation des réseaux militants trans a par ailleurs permis à beaucoup d'entre eux d'accéder à de l'information qui les a aidés à faire leur transition. On peut ainsi penser que la transidentité de ces activistes est en partie façonnée au moment où ils commencent à s'impliquer au sein d'organismes trans, ce qui représente un premier indicateur de la construction d'une identité trans collective.

La création de cette identité trans collective semble traversée par ce que je nomme des « tensions transidentitaires ». Kendal L. Broad (2002) a analysé le processus de construction identitaire au sein du mouvement trans états-unien, en s'intéressant à la tension entre la politique d'affirmation identitaire et la politique de déconstruction associée aux théories et pratiques queers. Selon elle, ces deux politiques sont présentes au sein de la militance trans ; elle propose donc de parler d'une identité politique complexe, composée d'allers-retours entre ces deux politiques (p. 261). Sa conception de l'usage de l'identité au sein du mouvement trans permettra de mettre en relief certaines dynamiques présentes dans la construction d'une identité trans collective au Québec.

Broad explique que la politique d'affirmation identitaire trans revêt trois aspects : la formation d'une frontière autour du groupe identitaire, le développement d'une conscience trans commune et la négociation identitaire dans la vie quotidienne. Premièrement, la création d'une frontière entre qui est trans et qui ne l'est pas est visible à travers les tensions que j'ai décrites entre les différents sous-groupes (p. 250). À ce propos, Davidson (2007) explique :

J'ai décrit les manières dont les activistes construisent, questionnent, changent et s'organisent à l'intérieur (et à l'extérieur) de la catégorie transgenre. J'ai examiné les politiques d'inclusion et d'exclusion dans le mouvement social trans, y compris : les séparatistes transsexuels qui rejettent la catégorie transgenre et protestent leur inclusion là-dedans ; les activistes genderqueers qui se demandent s'ils sont « assez trans » et se sentent exclus parce qu'ils remettent en question l'engagement au sexe et au genre binaire de beaucoup d'activistes trans ; les activistes qui sont prêts à s'organiser au sein de ce mouvement, mais ne sont pas prêts à revendiquer l'identité transgenre pour eux-mêmes. (p. 172, traduction libre)

On voit donc qu'une frontière se trace et permet la construction d'une identité trans collective aux États-Unis. Ses pourtours fluctuent lorsqu'on considère qui se sent inclus ou exclu et qui souhaite s'y insérer.

Dans le cadre de ma recherche, on remarque que la création de frontières entre qui est trans et qui ne l'est pas occupe une place importante. Le rattachement collectif sur le plan de l'identité au Québec s'opère autour du terme « trans », qui a pour vocation unique d'être un terme unificateur. Cependant, autour de ce terme s'articulent des rapports de pouvoir définissant qui est inclus et qui est exclu, et par extension qui peut se revendiquer de cette identité collective. Par conséquent, certains militants-es s'adressent uniquement aux personnes transsexuelles, n'accueillent pas au sein de leurs organismes des personnes transgenres, genderqueers ou autres, et refusent de se battre pour des changements touchant



l'ensemble des personnes trans. Ces militants-es délimitent les transidentités au passage strict d'un genre à l'autre, en suivant les étapes du processus de transition médicalisée. Il y a donc une contrainte à se faire opérer, comme l'a évoqué François : « Y'en a pour qui t'es pas trans si tu te fais pas opérer ». On retrouve un parallèle entre le sentiment des militants-es genderqueers états-uniens de ne pas être assez trans pour entrer dans la catégorie, et la difficulté de la part de certains activistes genderqueers ou queers québécois à trouver de l'information sur les personnes se situant « quelque part hors du système binaire » (Bobby), ou se sentant marginalisées au sein de la communauté trans (Johnny).

Le développement d'une conscience trans est le second aspect. Pour ramener cette question aux travaux de Broad, la conscience trans pourrait être caractérisée par ce qu'elle nomme la subjectivité trans : une compréhension de l'oppression vécue par les personnes trans dans la société ainsi que de leur émancipation (Broad, 2002 : 252). Cet aspect est perceptible dans l'évolution de la lutte contre le cissexisme, les processus de compréhension et de caractérisation de l'oppression vécue par les personnes trans et la mise en œuvre de stratégies pour la combattre. Je développerai cet aspect dans la partie 6.2.

Le dernier aspect est celui de la négociation identitaire dans la vie de tous les jours. En se rendant visible en tant que personne trans, l'individu participerait à la création d'une identité collective trans (Broad, 2002 : 253-254). À ce propos, plusieurs militants-es rencontrés considèrent que la visibilité de leur transidentité dans différentes sphères de leur vie aide à l'obtention d'une reconnaissance sociale des personnes trans. Ils participent à la création d'une identité trans collective. Par exemple, Monique assure depuis longtemps une présence dans les médias afin de « faire changer l'image de la transsexualité », Johnny a fait sa transition sur son lieu de travail, ce qui lui permet de « banaliser » les transidentités auprès de ses collègues. Ces deux exemples illustrent l'importance de la visibilité quotidienne dans la constitution d'une identité trans collective.

Après cette discussion de la politique d'affirmation identitaire trans, je me pencherai sur la politique de déconstruction identitaire. Celle-ci revêt deux aspects : le premier est le brouillage des frontières, notamment celles du genre, en se revendiquant comme « *both and neither* », à la fois homme et femme ou ni l'un ni l'autre (p. 256-257) ; le second est l'usage de l'identité à des fins de provocation (p. 258). Plusieurs militants-es se définissent comme genderqueers ou queers comme vu précédemment. Certains, comme Johnny, s'opposent à la contrainte à la binarité perçue au sein de la militance trans et utilisent une visibilité en tant que personne trans dans un objectif de provocation. Selon François : « Y'en a pour qui être trans, c'est être d'aucun genre, c'est *fuck* le genre ». Il interroge ainsi la frontière entre qui est trans et qui ne l'est pas, en expliquant que des personnes ne s'identifiant pas en tant que trans peuvent vivre des expériences similaires à celles des personnes trans, comme les femmes butches qui expérimentent parfois plus de transphobie à cause de leur visibilité que des personnes trans avec un *passing* parfait.

Cependant, je dois préciser que l'usage de l'identité à des fins de provocation ressort moins dans ma recherche que dans l'étude de Broad. Cela pourrait s'expliquer par une différence de contexte national. Selon ce que j'ai pu observer dans mon étude, la politique de déconstruction identitaire dans le mouvement trans québécois se caractériserait par une volonté de créer une catégorie trans diversifiée plutôt que restrictive.

Il y a donc un jeu identitaire au sein du mouvement trans au Québec comprenant des allers-retours entre une politique d'affirmation identitaire et une politique de déconstruction identitaire. On remarque que ces deux politiques peuvent également être présentes chez chaque militant-e. Bruno, par exemple, ne

se définit pas comme étant en dehors des catégories binaires et il ne revendique pas une identité provocante, mais il se bat au sein de la communauté trans pour l'acceptation de la diversité des transidentités. Cette construction identitaire exerce une influence sur la dimension collective en définissant qui appartient à la catégorie trans et qui en est exclu, et en créant une délimitation à l'appartenance à la communauté trans.

6.1.2 La formation d'une communauté trans

La formation d'une communauté trans semble au cœur de la dimension collective du mouvement trans. Karine Espineira (2008) voit la communauté trans comme un espace de partage et d'échange où s'opère une mise en commun (p. 13). Selon Mathieu (2004), les groupes stigmatisés ont particulièrement besoin de constituer une communauté : cela permettrait de créer une cohésion au sein du groupe et d'échapper au contrôle et à la stigmatisation en établissant des espaces de rencontre entre personnes vivant un même stigmat (p. 142).

L'importance de se retrouver entre personnes trans a été nommée par deux participants-es :

Juste de passer une soirée avec des semblables, des gens qui ont vécu la même chose, [...] ça donne des forces. (Monique)

Ça m'a apporté un sens de communauté [...]. Je sens quand même que je me suis formé un réseau communautaire de gens avec lesquels je peux être moi-même. (Johnny)

Les différents organismes trans aussi accordent beaucoup d'importance à l'entraide. L'ATQ, l'ASTT(e) Q et le projet Caméléon organisent un groupe de discussion hebdomadaire, Chrysalide en organisait un aux deux semaines. Ces organismes et d'autres, comme Stella, À deux mains, Projet 10, le Centre 2110, l'Union for Gender Empowerment, ont mis en place un soutien individualisé et font de la prévention en ce qui a trait aux relations sexuelles et à l'usage de drogue.

Ces pratiques d'entraide créent de la solidarité et permettent de constituer des réseaux trans, qui sont une base à l'action militante. En effet, pour Mathieu (2004), l'entrée dans la militance est liée à la sociabilité. C'est par les connexions avec d'autres membres d'un réseau que s'opère l'engagement individuel (p. 118). C'est peut-être une des raisons qui poussent les organismes trans à vouer une si grande importance à l'entraide. Plusieurs participants-es ont insisté sur l'impact social de leur implication, comme Bruno qui dit s'être trouvé une famille, ou Julie qui a noué une relation amoureuse. McAdam (1988) soutient que plus un-e militant-e est en contact avec d'autres militants-es et affectivement proche de certains, plus s'accroît sa probabilité de militer. À ce propos, certains participants-es ont expliqué que l'informel tenait une place très importante dans les rencontres de leur groupe. La sociabilité permet ainsi de consolider les liens entre activistes trans, ce qui renforce la dimension collective de la militance.

Par ailleurs, Mathieu (2004) explique que la socialisation politique est au cœur de l'engagement militant, en ce qu'elle amène à concevoir certains éléments de sa vie comme étant politiques (p. 76). Les militants-es interviewés ont noué des liens avec d'autres personnes trans au moment de leur transition, ce qui les a amenés à entrer en militance ou à faire évoluer leur militance vers les enjeux trans. On peut penser que c'est par ces liens qu'une conception de leur vécu comme politique a pu se développer. Ici aussi, on voit que la formation d'une communauté renforce l'implication des militants-es au sein du mouvement trans.



À ce propos, Mike explique que grâce à son implication au sein d'organismes trans, il a développé des connaissances qui lui ont permis de devenir un pilier de la communauté trans en étant capable d'informer d'autres personnes trans sur comment accéder au parcours de transition et comment réaliser des actions militantes.

Plusieurs tensions au cœur de la communauté trans ont été identifiées par les participants-es. Les tensions transidentitaires ont déjà été évoquées. Les militants-es rencontrés ont également nommé des tensions relativement à l'espace géographique, à la langue, à l'âge, au genre d'identification et au statut économique et social. Sur le plan géographique, on remarque que la plupart des organismes trans se trouvent à Montréal. Les différents organismes trans utilisent principalement l'anglais, le français ou ces deux langues. J'ai observé dans ma recherche un décalage quant au financement, les organismes anglophones ayant plus de subventions publiques et une conception des transidentités plus diverse alors que les réseaux trans francophones regroupent essentiellement des personnes transsexuelles. Une troisième tension s'opère en fonction de l'âge. Certains organismes comme l'ASTT(e)Q et l'ATQ sont considérés par plusieurs comme accueillant des personnes trans plus âgées, alors que Projet 10, À deux mains et le Centre 2110 accueillent des jeunes trans. De plus, les processus de transition et les vécus du cissexisme diffèrent en fonction du genre d'identification ; les hommes trans et les femmes trans ne vivent pas exactement les mêmes expériences. Enfin, la dernière tension s'opère entre les personnes trans précarisées à cause de leur statut économique et social et celles ne l'étant pas. Plusieurs participants-es ont évoqué un débat présent au sein de la communauté trans opposant ceux qui pensent qu'il faut mettre au centre les personnes exerçant un travail valorisé, afin de changer l'image de la transsexualité, et ceux qui estiment que les personnes trans précarisées doivent être au cœur de l'action militante dans une perspective de justice sociale.

Toutes ces tensions indiquent qu'il existe plusieurs réseaux trans, lesquels forment une communauté. Celle-ci se crée notamment autour des regroupements d'organismes trans tels que le Réseau de santé trans, qui regroupe cinq organismes trans de manière permanente, et le Rassemblement du 17 juin 2010, auquel l'ensemble des organismes trans du Québec a participé. Pendant plusieurs années, la journée de la Fierté trans a également exercé une fonction de réseautage entre organismes, en accueillant des kiosques d'information des différentes organisations ou en introduisant chaque organisme présent dans la salle avant de commencer la présentation des conférences.

La dimension collective du mouvement trans s'articule donc autour de la construction d'une identité trans collective et d'une communauté trans, deux aspects qui représentent à la fois un enjeu et un produit de l'action des organismes et des militants-es. Ils parviennent ainsi à se réunir et à créer du collectif afin de résister au cissexisme.

6.2 CONTESTER LE CISSEXISME ET REMETTRE EN CAUSE LES NORMES DE GENRE, DE SEXE ET DE SEXUALITÉ

Un mouvement social se caractérise par une relation d'opposition, d'antagonisme et de confrontation avec un adversaire (Mathieu, 2004 : 19). Cette dimension de confrontation s'inscrit dans une visée de changement social (24). L'objectif de cette partie du chapitre est d'analyser la contestation du cissexisme, et de l'inscrire dans une remise en cause des normes de genre, de sexe et de sexualité.

6.2.1 La lutte contre la régulation du changement d'identité de genre

J'aborderai ici la régulation du processus de transition médicale et juridique, afin de concevoir les stratégies des militants-es comme une contestation du cissexisme. La régulation et le contrôle du changement d'identité de genre par les institutions gouvernementales, médicales et juridiques reposent sur la pathologisation des personnes trans par le *Manuel diagnostique et statistique des troubles mentaux* de l'Association américaine de psychiatrie et par la *Classification internationale des maladies* de l'Organisation mondiale de la santé. En effet, un diagnostic d'un-e professionnel-le en santé mentale est exigé afin d'avoir accès aux différentes étapes de la transition médicale et juridique (i.e. hormonothérapie, chirurgie, changement de prénom, changement de mention de sexe), ce qui confère aux professionnels-les un pouvoir important. Cette régulation est jugée par de nombreux théoriciens-nes et chercheurs-es comme étant au cœur de la transphobie. Gaëlle Krikorian (2003 : 408) la considère comme la manifestation la plus lourde de la transphobie. De même, Arlène Istar Lèv (2005) et Karine Espineira (2008, p. 27) soutiennent que le diagnostic représente un instrument de régulation de la binarité des genres, la première insistant sur son caractère sexiste et hétérosexiste, la seconde sur le maintien des transidentités comme une exception permanente.

À ce propos, le projet de recherche-intervention sur les aînés-es trans au Québec a révélé plusieurs obstacles auxquels sont confrontées les personnes trans lorsqu'elles tentent d'accéder à une transition médicale : délais associés à l'obtention des lettres de professionnels-les en santé mentale, rigidité des processus d'obtention de ces lettres, attitude de ces professionnels-les versant dans la confrontation et empreinte de condescendance (Hébert *et al.*, 2012). Le diagnostic de trouble de l'identité de genre semble ainsi donner un pouvoir important aux professionnels-les en santé mentale et aboutit à retarder les processus de transition. Tom Reucher (2006) inscrit d'ailleurs la prise de parole des activistes trans et la création de groupes de défense des droits, en France, dans une opposition au pouvoir de ces experts-es.

Les activistes trans rencontrés ont développé plusieurs stratégies afin de répondre aux problèmes rencontrés dans l'accès à la transition médicale. Tout d'abord, plusieurs militants-es rencontrés remettent en cause le pouvoir des professionnels-les en santé mentale. François a exprimé sa colère envers les « pys, mêmes *trans-friendly*, qui ne comprennent pas à quel point ça peut être aliénant, carrément aliénant cette espèce d'obligation qui est faite d'aller les voir ». Une autre participante, Nancy, a insisté sur les dangers du pouvoir lié au diagnostic qui peut retarder l'accès au processus de transition et pousser certaines personnes vers une prise d'hormones sans suivi médical. La situation est particulièrement problématique pour les personnes à faible revenu ou migrantes qui ne peuvent pas nécessairement payer un psychologue ou un sexologue privé pour recevoir les lettres nécessaires à la transition. Plusieurs participants-es ont également dénoncé les pratiques de la clinique montréalaise spécialisée en changement d'identité de genre.

Ensuite, la sensibilisation semble également une stratégie importante. Celle-ci est pratiquée par des rapprochements individuels et collectifs avec plusieurs professionnels-les de la santé. Ces rapprochements aident à sensibiliser ces professionnels-les aux besoins et aux réalités des personnes trans. Cette sensibilisation s'effectue à la fois de manière individuelle, en orientant et en influençant ces intervenants-es de la santé, mais également de manière collective en organisant des ateliers et des formations qui s'adressent à eux. L'éducation des professionnels-les permet de développer un réseau d'alliés-es, répertorié par certains organismes trans qui peuvent leur référer des personnes trans. De plus, des organismes comme Projet 10 et l'ASTT(e)Q ont produit des guides et des dépliants d'information concernant les procédures de transition médicale et juridique afin d'éduquer les professionnels-les de la santé et d'outiller les personnes trans dans une perspective d'*empowerment*.



De plus, la plupart des organismes trans offrent eux-mêmes des soins de santé afin d'aider les personnes trans dans leur parcours de transition, comme les groupes de discussions ou les lignes d'écoute, lesquels apportent un soutien psychologique. De plus, l'organisme À deux mains a mis en place une clinique où les moins de 25 ans peuvent se faire prescrire des hormones.

Enfin, plusieurs activistes ont mentionné l'exercice d'une pression politique sur le gouvernement afin d'obtenir des changements dans le système de santé public. Deux changements majeurs ont été nommés : l'amélioration du remboursement des opérations chirurgicales et la création d'une nouvelle clinique spécialisée en changement d'identité de genre.

Sur le plan de la transition juridique, deux recherches ont mis en relief les problèmes liés aux politiques du Directeur de l'état civil (DEC) quant au changement de prénom et de mention de sexe. Nathalie Duchesne (2009) parle d'une « violence indirecte étatique de normalisation » (p. 3). Marie-France Bureau et Jean-Sébastien Sauvé (2011) expliquent que la stérilisation est obligatoire pour obtenir un changement de mention de sexe : les personnes qui ne veulent pas ou ne peuvent pas se faire opérer doivent vivre avec des papiers d'identité non conformes à leur identité de genre, ce qui peut avoir pour conséquence un dévoilement involontaire et augmente leurs risques de subir de la violence transphobe (p. 15). Plusieurs militants-es rencontrés ont jugé les politiques du DEC comme étant discriminatoires. Ainsi, plusieurs militants-es trans remettent en cause l'existence même de la mention de sexe sur les papiers d'identité. Selon François, Dominique et Bruno, le retrait de la mention de sexe permettrait de faciliter la vie de beaucoup de personnes trans, car l'information sur le sexe est constamment demandée dès qu'un formulaire administratif doit être rempli.

Il semble pertinent de se demander en quoi les différentes stratégies militantes contestent l'ordre social cissexiste. En effet, plusieurs stratégies marquent clairement une opposition à la régulation du changement d'identité de genre dans une visée de changement social, comme la remise en cause du pouvoir des experts-es et de l'existence de la mention de sexe sur les papiers d'identité. D'autres stratégies, comme les luttes politiques ou juridiques pour faciliter le changement de prénom sans traitements médicaux, s'inscrivent elles aussi dans un cadre de contestation.

Les autres stratégies sont centrées sur l'éducation et l'entraide, comme les rapprochements individuels et collectifs avec des professionnels-es afin de les sensibiliser et de développer une liste d'alliés-es, la production de guides et de dépliants d'informations ainsi que l'offre de services de santé par des organismes trans. Ces stratégies semblent s'inscrire dans une volonté d'améliorer concrètement l'accès au changement d'identité de genre, sans forcément contester les politiques qui régulent ce processus. Toutefois, à la lumière du concept de cissexisme, ces stratégies peuvent elles aussi s'interpréter dans un cadre de contestation. En effet, toute action permettant de faciliter le changement d'identité de genre s'avère contester dans les faits l'obligation de demeurer dans le genre assigné à la naissance, et ainsi remet en cause les normes de genre, de sexe et de sexualité.

6.2.2 La reconnaissance des personnes trans

La lutte contre le cissexisme ne se situe pas uniquement sur le plan de la régulation du changement d'identité de genre par les institutions gouvernementales, médicales et juridiques. Plusieurs autres espaces ont été ciblés par la littérature et par les participants-es à la recherche. Il s'agit ici de faire connaître l'existence des personnes trans au sein de ces espaces et d'obtenir pour elles une reconnaissance sociale.

À ce propos, Marie a évoqué l'idée de « travailler à ce que la société soit ouverte à la transsexualité », par l'intermédiaire de la visibilité.

Les médias représentent le premier espace où une reconnaissance des personnes trans semble importante. Selon certains auteurs-es, la couverture médiatique à l'échelle internationale de deux femmes trans, Christine Jorgensen et Coccinelle, a joué un rôle clé dans l'acceptation du désir de changer de sexe chez plusieurs personnes trans (Namaste, 2005a : 72) et dans la manière dont le public les perçoit (Foerster, 2006 : 71 ; Califia, 2003 : 28). Espineira (2008) explique que l'émergence d'une visibilité trans au sein de l'espace médiatique a permis un accès à l'espace public. À ce propos, les trois répondantes pionnières qui ont participé à ma recherche, Dominique, Monique et Hélène, ont évoqué l'importance d'être visible au sein de l'espace médiatique afin de changer l'image des transidentités. Par contre, d'autres militants-es rencontrés ont souligné la reconduite du cissexisme dans les médias par l'utilisation de stéréotypes concernant les personnes trans, selon Johnny, et par l'usage des pronoms associés au genre assigné à la naissance, selon Julie. Johnny et Julie ont tous deux insisté sur le rôle de banalisation des transidentités que pourraient promouvoir les médias, notamment en rendant visible une diversité de personnes trans dans les films et séries télévisées.

Le milieu scolaire représente un autre espace de reconnaissance important, au sein duquel s'exercent diverses formes de discrimination, de harcèlement et de violence contre les personnes trans, selon une recherche québécoise (Chamberland et Duchesne, 2010 : 40). À ce propos, deux organismes trans, le Centre 2110 et l'Union for Gender Empowerment, sont localisés dans des campus universitaires anglophones. Ils représentent des lieux d'accueil et d'entraide pour personnes trans et organisent diverses activités afin de combattre la transphobie au sein de leurs universités respectives. Par ailleurs, plusieurs participants-es ont évoqué l'importance de sensibiliser les élèves et les professeurs-es aux niveaux secondaire et collégial afin de faciliter la transition des étudiants-es. Des actions peuvent être menées pour contester le cissexisme en milieu scolaire. D'autres militants-es rencontrés considèrent l'école comme un lieu important pour apprendre le respect des différences en discutant dès le plus jeune âge du genre, du sexe et de la sexualité. Pour Mike, sans éducation aux réalités trans à tous les niveaux scolaires, les élèves auront tendance à reproduire des comportements transphobes. Ainsi, pour combattre efficacement le cissexisme, ces activistes semblent chercher une reconnaissance et une visibilité des réalités trans au sein du milieu scolaire.

Le milieu de travail est également un espace où la transphobie est présente aussi bien selon la littérature (Krikorian, 2003 : 408) que selon certains militants-es rencontrés, comme Hélène et Johnny. Deux stratégies ont été identifiées par ceux-ci : se rendre visible en tant que personne trans afin de faire connaître les transidentités à leurs collègues et travailler au sein des structures, comme les syndicats et les services de ressources humaines des entreprises, pour qu'ils puissent sensibiliser à leur tour l'ensemble du personnel.

Un dernier espace identifié lors des entrevues est le milieu familial où se trouve un double enjeu : celui des parents trans (Pyne, 2012) et celui des enfants trans (CTYS). À ce propos, Monique a affirmé qu'une famille qui apporte du soutien pouvait jouer un rôle important dans l'acceptation du désir de changer de sexe. Dans le milieu familial, la visibilité est également une stratégie importante ; cependant, celle-ci peut difficilement faire l'objet d'un choix, étant donné que les membres de la famille d'une personne trans l'ont connue avant qu'elle n'ait fait sa transition.



L'implication des militants-es trans pour faire connaître les transidentités et obtenir une reconnaissance sociale dans ces différents espaces passe principalement par des actions de visibilité et de sensibilisation. La volonté de reconnaissance s'inscrit dans une contestation du cissexisme, en rendant intelligible l'existence de personnes qui franchissent la frontière du genre et remettant donc en question les normes de genre, de sexe et de sexualité.

6.2.3 La remise en cause des normes de genre, de sexe et de sexualité

Le cissexisme s'exprime par une marginalisation des personnes qui franchissent la frontière des catégories de genre, laquelle est érigée de manière à ce que chaque personne demeure dans le genre qui lui a été assigné à sa naissance, et que l'alignement entre genre, sexe et sexualité soit maintenu. Comme le mentionne Davidson (2007) dans une citation particulièrement pertinente :

Les constructions normatives de corps sexués, d'identités de genre et de sexualités interprètent les identités et les corps trans comme non naturels et inintelligibles, ce qui rend nécessaire la catégorie transgenre et le mouvement social trans. (p. 278, traduction libre)

Il peut s'avérer intéressant de considérer certaines conceptions du rapport entre genre, sexe et sexualité en études féministes et en études trans afin de jeter un nouvel éclairage sur la lutte contre le cissexisme et voir en quoi le mouvement trans est susceptible de remettre en cause les normes de sexe, de genre et de sexualité. À ce propos, quand François a été interrogé sur les changements qu'il souhaitait à long terme, il a répondu « un monde où tout est possible en matière de genre, de sexe et de sexualité ».

Nicole-Claude Mathieu (1991) et Judith Butler (2005), deux théoriciennes féministes, la première matérialiste, la seconde poststructuraliste, s'accordent sur le fait que le genre et le sexe sont construits, le premier précédant le second, et que les normes poussent à un alignement entre genre, sexe et sexualité. En revanche, elles ne conçoivent pas les transgressions de la même manière : alors que la première pense que les transgressions ne remettent pas nécessairement en cause un fonctionnement asymétrique du genre (Mathieu, 1991 : 260), la seconde les appréhende comme ayant un potentiel de déstabilisation des catégories de genre (Butler, 2005 : 84). Par ailleurs, un débat sur le potentiel de transgression des normes de genre par les transidentités a également cours au sein des études trans. En effet, les théoriciens-nes se référant à un paradigme constructiviste et ceux se référant à un paradigme essentialiste ont tendance à s'affronter à ce sujet. Le débat s'engage ici autour de la notion d'(in)visibilité, qui serait au cœur d'une hiérarchisation politique entre deux catégories de trans, d'après Alexandre Baril.

Les personnes transgenres sont subversives puisqu'elles sont *visibles*⁶⁸ car elles ne modifient pas leur corps et exposent un sexe/genre discordant, alors que les personnes transsexuelles, au moyen de la médecine, peuvent demeurer *invisibles*, « passer » pour des hommes/femmes cis, contribuant à reconduire l'idée qu'il n'existe que deux sexes/genres. (Baril, 2011c : 12)

Si plusieurs théoriciens-nes considèrent la visibilité individuelle comme un instrument politique, d'autres voient l'invisibilité comme un besoin et une nécessité vitale.

Dans ma recherche, ces enjeux ont émergé et ne semblent pas en réalité se limiter à une opposition entre personnes transgenres et transsexuelles. Tout d'abord, la construction d'une identité collective trans

⁶⁸ Souligné dans le texte.

est traversée par ce que je nomme des tensions transidentitaires. Comme mentionné précédemment, celles-ci semblent davantage s'articuler autour de la conception de l'identité trans : certains défendent qu'il existe une seule manière d'être trans, alors que d'autres veulent élargir cette catégorie. Ainsi, l'opposition ne semble pas se dessiner autour de la visibilité individuelle d'un genre qui serait discordant ou binaire, mais se situe plutôt dans le discours des militants-es, selon leur conception de ce que signifie être trans. Le débat agitant les études féministes et les études trans se déroule autrement au sein de la militance trans. En effet, en construisant une identité trans collective, la question de la visibilité ne se pose plus uniquement de manière individuelle, mais également sur le plan collectif.

Toutefois, la question de la visibilité individuelle semble elle aussi occuper une place au sein de la militance. Plusieurs participants-es ont souligné que la visibilité de la transidentité fait courir des risques plus importants de subir des violences transphobes. À ce propos, François a expliqué que la visibilité dépasse la tension entre transsexuels-les et transgenres : « si t'es identifiable en tant que personne trans, il est là ton problème ». Marie, quant à elle, a affirmé que quand la transidentité d'une personne est découverte par d'autres, il est possible de ne plus être considéré comme un homme ou une femme, mais plutôt comme une personne trans. À ce propos, Hébert *et al.* (2012) insistent sur les difficultés que peuvent rencontrer les personnes qui sont « visiblement trans », si leur apparence ou leur anatomie sont non conformes aux normes de genre, ou si leurs papiers d'identité révèlent un prénom ou un genre ne correspondant pas à leur genre d'identification. Cela confirme que la visibilité de la non-conformité aux normes de genre et le franchissement de la frontière des catégories de genre sont au cœur de l'oppression que vivent les personnes trans.

6.3 LES ALLIANCES AVEC D'AUTRES MOUVEMENTS REMETTANT EN CAUSE LES NORMES DE GENRE, DE SEXE ET DE SEXUALITÉ

Les alliances représentent un autre aspect important des mouvements sociaux. Mathieu explique que beaucoup de militants-es sont membres de plusieurs organismes ou défendent plusieurs causes, ce qu'il définit comme la « multipositionnalité » des acteurs-rices (2004 : 135). D'ailleurs, les alliances entre mouvements sociaux semblent porteuses d'une redéfinition de ces mouvements, car elles seraient susceptibles de renforcer la dimension collective et d'élargir la dimension conflictuelle ainsi que la visée de changement social. Cela susciterait l'émergence de nouveaux mouvements sociaux, à l'exemple des mouvements queers et LGBT issus de plusieurs militances remettant en cause les normes de genre, de sexe et de sexualité. Analyser les alliances entre le mouvement trans et d'autres mouvements permet de mettre en lumière la présence de différentes orientations dans l'émergence du mouvement trans, et la façon dont la remise en cause des normes de genre, de sexe et de sexualité a joué un rôle important dans la création de ces alliances.

Les premières alliances des activistes trans se sont formées avec d'autres populations marginalisées, soit les travailleuses du sexe et les personnes séropositives. En effet, les femmes trans pratiquent en grand nombre le travail du sexe et plusieurs d'entre elles sont séropositives. Les lieux fréquentés par les travailleuses du sexe trans sont les seuls lieux de rassemblement communautaire jusqu'à la fin des années 1990, d'après Namaste (2005a : 54). La militance trans a donc pu émerger à partir des réseaux de travailleuses du sexe trans. Ces différents éléments peuvent expliquer pourquoi les premières alliances se sont formées au sein d'organismes de santé intervenant auprès de populations marginalisées. C'est notamment grâce à des femmes trans travailleuses du sexe et parfois également séropositives que ces liens ont été créés. Un autre élément explicatif de cette première alliance est l'accès au financement public. En



effet, CACTUS recevait des subventions et certaines de ses employées ont participé à la constitution de Stella sur des bases inclusives des femmes trans puis de l'ASTT(e)Q, un projet spécifiquement trans au sein de leur structure. Se développera par la suite une compréhension des besoins spécifiques de la population trans au sein des organismes de santé, qui permettra de créer plus tard le concept de santé trans.

Plusieurs auteurs-es proposent des interprétations théoriques des liens entre les oppressions liées aux normes de genre, de sexe et de sexualité. Pour Baril (2009), l'enchevêtrement du sexisme et de la transphobie démontre la pertinence d'une alliance entre militances trans et féministe (p. 21). Julia Serano (2007) pense que la transphobie et l'homophobie viennent toutes deux de ce qu'elle nomme le « sexisme oppositionnel » qui réprime ceux qui sortent des normes sexuelles et de genre, car ils menacent l'idée que les hommes et les femmes forment deux sexes opposés (p. 13). Pour d'autres auteurs-es, l'homosexualité est avant tout réprimée parce qu'elle transgresse les normes de genre (Califia, 2003 : 351 ; Chamberland, 2010). Enfin, Gaëlle Krikorian (2003) parle d'une « communauté d'insultes » pour désigner les personnes LGBT puisque les attaques transphobes et homophobes ont tendance à se confondre et à s'en prendre indifféremment aux personnes trans, gaies et lesbiennes (p. 407). Ces différents exemples illustrent les liens entre les systèmes d'oppression liés aux normes de genre, de sexe et de sexualité ; cela permet de comprendre l'importance des alliances entre les mouvements remettant en cause ces normes.

À ce titre, le mouvement queer états-unien aurait contribué à forger une alliance entre différentes militances remettant en question ces normes autour de la lutte contre le VIH/sida dès le début des années 1990 (Stryker, 2008 : 134). Il n'est pas étonnant de voir comme second lieu d'alliance au Québec deux organismes féministes (Centres des femmes des universités Concordia et McGill) et un organisme gai et lesbien (Projet 10), tous trois anglophones, ayant opéré un tournant dans leur mandat dans la première moitié des années 2000 afin d'orienter leurs actions sur les enjeux LGB, féministes, trans et queers. Plus récemment, la création d'un organisme queer francophone, PolitiQ, a mené à l'initiative d'une mobilisation collective trans, le Rassemblement du 17 juin. L'émergence du mouvement queer a pour cause et conséquence une alliance entre différentes militances remettant en cause les normes de genre, de sexe et de sexualité, notamment les militances féministe, gaie et lesbienne, si bien qu'aujourd'hui plusieurs organismes queers peuvent être considérés comme des organismes trans.

Le mouvement gai et lesbien francophone a, quant à lui, commencé à intégrer des personnes trans vers le milieu des années 2000, suite aux États généraux des communautés LGBT de 2004 (TCGLQ, 2004). L'utilisation du sigle « LGBT » est considérée par certains auteurs-es comme ambiguë : d'un côté, ce sigle veut symboliser une coalition importante pouvant être vue comme un élément clé du changement social pour les personnes trans, de l'autre, il est perçu comme un piège, car son utilisation par un organisme ne signifie pas nécessairement que ce dernier traitera d'enjeux liés à l'identité de genre ou accueillir les personnes trans (Davidson, 2007 : 235, Stryker, 2008 : 261 ; Stone, 2009 : 335).

Certains militants-es que j'ai rencontrés m'ont fait part des liens fondamentaux qu'ils voyaient entre les militances trans, gaie et lesbienne, dont Bobby et Johnny. Une autre participante a expliqué s'être opposée pendant longtemps à cette alliance, car, étant hétérosexuelle, elle pense que les expériences des personnes trans et celles des personnes gaies et lesbiennes diffèrent énormément. À l'inverse, ma recherche montre que ce sont principalement des militantes trans lesbiennes qui ont porté cette alliance. Ainsi, l'orientation sexuelle des activistes trans aurait une influence sur leur volonté de s'allier ou non avec les LGB.

D'un point de vue concret, Marie a expliqué que l'alliance avec les LGB a permis de belles avancées en rendant visibles les enjeux trans dans beaucoup d'espaces que les militants-es trans ne pouvaient pas atteindre et en permettant d'entamer des discussions avec les institutions gouvernementales. Par ailleurs, des militants-es trans expriment se sentir profondément marginalisés lorsqu'ils voient des organismes se nommer « LGBT » sans se préoccuper réellement de l'identité de genre. Johnny et Bobby ont constaté des résistances à l'inclusion de la militance trans au sein de la militance LGBT, allant parfois jusqu'à un refus de traiter des enjeux trans et de questionner les pratiques transphobes qui peuvent être reproduites au sein de ces organismes gais et lesbiens devenus LGBT. On remarque que, bien qu'elle soit porteuse de changement social et que des liens cruciaux peuvent exister tant sur le plan des oppressions subies que sur celui des actions communes, l'alliance entre les militances trans, gaies et lesbiennes demeure très inégale d'un organisme à l'autre. Ma recherche a permis de dénombrer deux organismes trans appartenant au milieu LGBT francophone, trois organismes queers anglophones et un organisme queer francophone. Le mouvement queer semble donc beaucoup plus ouvert à rallier les populations trans que le mouvement LGBT.

L'alliance avec le mouvement féministe semble elle aussi traversée par des tendances contradictoires. D'un côté, certaines militantes féministes travaillent à l'inclusion des personnes trans au sein du mouvement féministe (Stryker, 2008 : 108), de l'autre, il existe beaucoup de résistance à cette inclusion, exprimée notamment par l'exclusion des personnes trans des espaces non mixtes (Namaste, 2005b : IX). Alexa Conradi (2004), militante féministe et actuelle présidente de la Fédération des femmes du Québec, introduit un article qu'elle a publié sur la question de la manière suivante :

Le mouvement des personnes transsexuelles/transgenres interpelle le mouvement des femmes de diverses façons, tant dans ses pratiques que dans son analyse politique. Tantôt en bousculant, tantôt en amenant une bouffée d'air frais, cette réalité fournit une occasion aux féministes de jeter un regard nouveau sur leurs convictions. (p. 1)

On voit donc les tensions qui peuvent exister autour de l'inclusion des personnes trans au sein du mouvement féministe québécois. Au Québec, on retrouve ces mêmes tendances, certaines franges du mouvement féministe étant très inclusives des personnes trans, comme celles liées au mouvement des travailleuses du sexe ou au mouvement queer, et d'autres excluant les personnes trans de leur groupe, comme c'est le cas d'une partie des organismes appartenant aux regroupements plus anciens du mouvement des femmes francophone. Il existe une négation de l'appartenance des femmes trans à la catégorie « femme » qui peut se doubler d'une négation de l'appartenance des hommes trans à la catégorie « homme ». On assiste de fait à une essentialisation du sujet politique du féminisme chez certains organismes (Dorlin, 2008 : 150). Les militants-es trans rencontrés semblent également diverger quant à leur volonté d'alliance avec les militantes féministes : si certains s'affirment comme féministes, d'autres rejettent cette identité.

Chacune des dimensions d'un mouvement social est mobilisée dans la constitution des alliances. Les alliances doivent s'appréhender en tant que processus de rapprochement et d'éloignement, de convergence et de divergence. Portées principalement par des militants-es vivant plusieurs oppressions, elles permettent une évolution du caractère collectif des différents mouvements au sein desquels ces militants-es s'impliquent, c'est-à-dire le mouvement trans, mais aussi les mouvements LGBT, queer, féministe, des travailleurs-ses du sexe ou encore du VIH/sida. Ensuite, la dimension conflictuelle peut être redéfinie, car plusieurs oppressions peuvent être combattues simultanément. Par exemple, l'existence du mouvement LGBT pousse les activistes appartenant à ce mouvement à lutter en même temps contre l'homophobie, la lesbophobie, la biphobie et la transphobie. Les alliances s'opérant principalement entre militances remettant en cause les normes de genre, de sexe et de sexualité, la perspective de changement



social peut elle aussi évoluer vers une remise en question plus globale de ces normes. Ces éléments confirment que les alliances doivent être analysées de manière dynamique et qu'elles sont susceptibles de faire évoluer les mouvements sociaux jusqu'à en créer de nouveaux sur la base de ces alliances.

CONCLUSION

La présente recherche s'est penchée sur les dynamiques d'émergence du mouvement trans au Québec. Ce mouvement s'est construit à travers des luttes sociales. Cette étude est centrée sur le combat contre le cissexisme autour duquel des militants-es s'organisent, s'entraident et s'opposent. Le cissexisme renvoie à l'oppression qui réprime les individus franchissant la frontière du genre et ainsi encourage la plupart des personnes à s'accommoder du genre assigné à leur naissance.

Le cissexisme s'exerce d'abord à travers la régulation institutionnelle du changement d'identité de genre, qui tend à rendre les processus de transition longs et complexes. Elle représente une violence indirecte qui oblige notamment à recevoir un diagnostic d'un-e professionnel-le en santé mentale afin d'accéder au système de santé public, et à la stérilisation pour les personnes voulant obtenir le changement de leur mention de sexe sur leurs papiers d'identité. Le cissexisme s'observe également à travers les effets qu'elle produit pour les personnes qui dérogent à ses diktats, soit la marginalisation et l'exclusion des personnes trans de l'espace médiatique et des milieux de travail, scolaire, familial, de la santé et des services sociaux. Finalement, le cissexisme peut se manifester à l'intérieur d'autres mouvements sociaux, y compris ceux combattant les normes de genre, de sexe et de sexualité comme le mouvement LGBT, le mouvement queer ou le mouvement féministe, qui interrogent ces normes sans toujours questionner la présomption de l'adéquation entre le sexe biologique et le genre assigné à la naissance.

Cette recherche avait pour but d'analyser les dynamiques d'émergence du mouvement trans au Québec en partant de l'engagement des militants-es trans, de leurs pratiques, des objectifs poursuivis et des stratégies déployées. Plus spécifiquement, mes questions de départ étaient les suivantes : comment l'identité trans collective se construit-elle ? Comment la communauté trans se forme-t-elle et s'organise-t-elle ? En quoi la lutte contre le cissexisme remet-elle en cause les normes de genre, de sexe et de sexualité ? Quels sont les processus d'éloignement et de rapprochement entre le mouvement trans et d'autres mouvements sociaux ?

Pour mener cette recherche sur les expériences des militants-es trans, j'ai adopté une épistémologie féministe qualitative, sur la base du postulat selon lequel les activistes possèdent déjà un savoir réflexif sur leurs propres expériences militantes et que le travail à effectuer est de mettre en relief la connaissance située qu'ils avaient du mouvement trans. Les douze entrevues semi-dirigées réalisées ont permis de révéler les dynamiques d'émergence du mouvement trans, grâce à la richesse des informations dévoilées et à une diversité importante au sein de l'échantillon d'activistes rencontrés en ce qui a trait à l'âge, la période d'engagement, le genre d'identification, la langue d'usage et le milieu d'implication. Cette étude propose une lecture des savoirs et des expériences de personnes trans ayant assumé un rôle actif en tant que militant-e et participé d'une manière ou d'une autre aux luttes collectives. Il est à souhaiter qu'une telle synthèse puisse à son tour nourrir la réflexion au sein du mouvement trans.

Les militants-es rencontrés ont été particulièrement loquaces. Ils ont tous-tes révélé avoir commencé leur implication au sein du mouvement trans au moment de leur transition, ce qui suggère que les organismes trans offrent un espace essentiel et incontournable pour trouver du soutien et de l'information au cours du processus de transition. Au final, j'ai répertorié une douzaine d'organismes au sein desquels ces militants-es se sont investis. Une grande partie de ces organismes ont des préoccupations orientées

vers la santé ou desservent les populations LGBTQ. Cependant, je les ai considérés comme des organismes trans car ils ont développé des projets ou des services s'adressant aux personnes trans, disposant d'une certaine autonomie même si le degré d'autonomie varie d'un organisme à l'autre, et au sein desquels des activistes trans se sont impliqués et peuvent continuer à le faire. Parmi les organismes répertoriés, seuls deux sont spécifiquement trans. Par ailleurs, le rapprochement entre les organismes et les militants-es trans semble constituer un défi constant, car plusieurs tensions traversent la militance trans et influencent les pratiques et les stratégies adoptées par les uns et les autres. Tout d'abord, les différentes lectures des transidentités donnent lieu à ce que j'ai nommé des tensions transidentitaires, qui consistent à délimiter l'appartenance à la catégorie « trans ». En second lieu, certains militants-es considèrent que les personnes trans précarisées à cause de leur statut économique et social devraient occuper le centre de la militance, d'autant qu'elles subissent souvent les effets cumulés de plusieurs formes de marginalisation, alors que d'autres privilégient la visibilité des personnes trans ayant un style de vie conforme au modèle normatif (avoir un emploi, vivre en couple, etc.) afin de défaire l'association entre transidentités et marginalités. Toutefois, les organismes et militants-es trans parviennent à se regrouper autour d'enjeux particuliers ou d'actions politiques ponctuelles. Le Réseau de santé trans et le Rassemblement du 17 juin 2010 constituent des bons exemples de regroupements⁶⁹.

Cette recherche a également permis d'examiner une série d'enjeux de la lutte contre le cissexisme identifiés par les militants-es trans rencontrés. Cette lutte s'oriente vers la facilitation du changement d'identité de genre, qui passe notamment par une reconnaissance sociale et politique. Différentes stratégies ont été mises en place qui remettent en cause le pouvoir des professionnels-les de la santé ainsi que les procédures régulant le changement de l'identité de genre sur les papiers d'identité, voire pour certains l'existence même de la mention de sexe sur ces papiers. Ces stratégies comprennent des activités de sensibilisation et de visibilité ; l'exercice d'une pression politique ; la production de guides d'information ; l'utilisation de résultats de recherche et les alliances avec d'autres mouvements sociaux. À ce propos, quatre stratégies de rapprochement avec d'autres militances ont été nommées : la solidarité avec d'autres mouvements sociaux, l'ouverture d'un dialogue, la sensibilisation et la nécessité d'exercer un certain leadership dans d'autres mouvements. L'usage de ces différentes stratégies illustre à quel point la militance trans est diversifiée.

Le modèle d'analyse des mouvements sociaux proposé par Lilian Mathieu (2012, 2009, 2004) s'est révélé fructueux pour examiner le mouvement trans au Québec. Découlant de ce modèle, trois axes d'analyse ont été privilégiés : la dimension collective, la dimension conflictuelle et l'orientation vers le changement social ainsi que les alliances avec d'autres mouvements sociaux.

Le premier axe d'analyse concerne la dimension collective du mouvement trans, qui a été examinée à partir d'observations relatives à la création d'une identité trans collective et à la formation d'une communauté trans. Sur le plan de la création d'une identité collective, j'ai remarqué des dynamiques d'allers-retours entre une politique d'affirmation identitaire et une politique de déconstruction, deux tendances qu'avait observées Kendal L. Broad dans son analyse du mouvement trans états-unien. Dans l'ensemble, le processus de construction identitaire au sein du mouvement trans est complexe et

⁶⁹ De plus, en 2012, le Conseil québécois LGBT (anciennement CQGL) a mis en place un comité trans afin d'établir un plan de revendications présenté au ministre de la Justice (voir Appendice A). Ce comité a réuni la plupart des organismes trans ou endossant des revendications trans : l'ASTT(e)Q, le Centre 2110, Projet 10, PolitiQ, Alterhéros et la Coalition jeunesse montréalaise de lutte à l'homophobie, ainsi que la Confédération des syndicats nationaux, une psychologue et une ancienne militante de l'ATQ.



dynamique ; il est traversé par des rapports de pouvoir entre les partisans d'une vision plus restrictive de l'identité trans et ceux qui expriment une volonté d'élargissement de ce qu'inclut l'identité trans collective. Cela révèle l'importance du processus de construction identitaire au sein d'un mouvement social de personnes marginalisées, pour qui une revalorisation de l'identité est importante. Sur le plan de la formation de la communauté trans, j'ai également observé un processus complexe et dynamique traversé par de nombreuses tensions qui peuvent rendre ardu le travail en commun des organismes et militants-es. Cependant, l'entraide est ressortie comme un aspect fondamental de la militance trans, ce qui démontre l'importance de constituer une communauté trans.

Le deuxième axe d'analyse touche la dimension conflictuelle du mouvement trans et son orientation vers le changement social, ce qui ressort à travers la contestation du cissexisme et la remise en cause des normes de genre, de sexe et de sexualité. L'utilisation du concept de cissexisme permet de lier, dans un même cadre, des objectifs et des stratégies variées, dont certains pourraient paraître de prime abord très différents, voire opposés. Ainsi, les militants-es trans orientent leurs luttes vers une facilitation du franchissement de la frontière du genre qui découle de l'imposition d'un système catégoriel binaire présumant de l'adéquation entre sexe, genre et sexualité en fonction du genre assigné à la naissance.

Le dernier axe d'analyse se rapporte aux alliances du mouvement trans avec d'autres mouvements sociaux remettant en cause les normes de genre, de sexe et de sexualité. Les observations ont permis de constater de l'existence d'alliances avec d'autres mouvements collectifs : la lutte des travailleurs-ses du sexe, la lutte contre le VIH/sida, le mouvement queer, le mouvement gai et lesbien et le mouvement féministe. L'émergence de ces alliances invite ces différents mouvements sociaux à se redéfinir en incluant les personnes trans dans la définition de leur dimension collective et la lutte contre le cissexisme dans leurs aspirations de changement social. De telles alliances sont alors susceptibles d'engendrer de nouveaux mouvements sociaux, comme le mouvement LGBTQ, qui émane d'alliances tant aux États-Unis, en France qu'au Québec. À l'inverse, selon les propos des militants-es interviewés, les dynamiques d'éloignement entre ces mouvements seraient attribuables à une reproduction du cissexisme au sein d'autres mouvements sociaux, et à la reproduction du sexisme, de l'homophobie et de la marginalisation des travailleurs-ses du sexe et des personnes séropositives au sein du mouvement trans.

Cette recherche a permis de montrer qu'on assiste actuellement à l'émergence d'un mouvement trans au Québec, selon la définition de Lilian Mathieu. Tout en étayant et en analysant divers aspects de ce mouvement, cette étude présente des limites, dont deux sont particulièrement à souligner. La première touche la composition de l'échantillon. Bien que des efforts aient été faits pour le diversifier à l'étape du recrutement, notamment en ce qui touche les caractéristiques sociodémographiques et la posture militante, sa petite taille et la méthode de recrutement par volontaires ne suffisent pas pour garantir qu'un éventail exhaustif d'expériences militantes trans ait été examiné. L'échantillon de militants-es rencontrés est, par exemple, composé de personnes fortement scolarisées. Il aurait été intéressant également d'interroger des militants-es d'autres mouvements sociaux avec lesquels des alliances ont été nouées afin de recueillir leur vision des avantages et des difficultés de telles alliances.

Une seconde limite tient à la méthodologie employée, soit la collecte des propos réflexifs que des personnes trans formulent sur leurs expériences militantes antérieures. Malgré leur richesse, ces propos sont livrés rétrospectivement. Les expériences ainsi décrites correspondent à une vision partielle du mouvement trans et offrent toujours des lectures interprétatives des événements traduisant des postures politiques et idéologiques contemporaines. Il aurait été intéressant de recourir à une pluralité de sources

incluant, par exemple, les archives écrites des organismes pour comparer, voire confronter, différentes lectures possibles de l'émergence du mouvement trans. Le cadre de cette recherche n'autorisait pas un projet si ambitieux.

Un premier apport de cette étude est de répertorier la lutte contre le cissexisme, laquelle implique une critique du fonctionnement de la société qui mérite selon moi une écoute plus attentive. J'espère que cette recherche contribuera à rendre visibles les revendications portées par les militants-es trans et la diversité des stratégies utilisées pour mener leur combat. Comme pour d'autres mouvements sociaux, la célébration des gains remportés se fait parfois aux dépens de la mémoire des luttes qui ont permis de telles avancées. A cet égard, il me semblait important de garder trace des efforts investis par les militants-es trans pour s'organiser, s'entraider et se rassembler en vue d'amener des changements sociaux.

Un second apport de cette recherche se rattache à la conceptualisation des mouvements sociaux. En effet, la mobilisation n'est qu'une stratégie parmi de nombreuses autres privilégiées par le mouvement trans. Ainsi, les militants-es trans utilisent des stratégies très diversifiées qui jouent toutes un rôle dans la lutte contre le cissexisme. Le fait d'interroger des militants-es sur leurs pratiques et leurs objectifs de lutte a permis de mieux cerner les différentes stratégies potentiellement utilisées par un mouvement social. Autrement dit, l'analyse d'un mouvement social gagne à s'appuyer, entre autres, sur le regard que portent sur lui les militants-es et à prendre en compte le contexte dans lequel ce mouvement voit le jour.

Plusieurs pistes de recherches futures émergent de cette étude. En effet, certains aspects du mouvement trans mériteraient d'être plus approfondis. Tout d'abord, le processus de subjectivation (Lamoureux, 2001) des militants-es trans serait une dimension intéressante à approfondir. La coïncidence observée entre l'entrée dans la militance trans et le processus de transition mériterait qu'on s'y arrête pour mieux comprendre ce qui se joue à ce moment précis et les éléments qui expliquent leur simultanéité. Ensuite, compte tenu des limites mentionnées plus haut, des recherches plus poussées sur certains espaces de militances seraient enrichissantes. Il serait intéressant d'explorer les expériences des militants-es trans qui ont entrepris des luttes contre le cissexisme tout en s'investissant dans l'action syndicale et, plus largement, les expériences des personnes trans dans leur milieu de travail et les stratégies de résistance au cissexisme qu'elles mettent en place.

De plus, les études féministes offrent des outils très pertinents pour la recherche sur les transidentités, en termes d'épistémologie et de conceptualisation des normes de genre, de sexe et de sexualité. Cependant, des résistances à l'inclusion des études trans au sein des études féministes existent, au même titre que des résistances à l'inclusion des militants-es trans au sein du mouvement féministe. Tout au long de ma recherche, j'ai rencontré ce type de résistances et je me suis demandé pourquoi les études féministes francophones au Québec n'accordaient pas une place plus importante à la recherche trans, qui semble pourtant avoir le potentiel d'amener un nouveau regard sur les oppressions liées aux genres, aux sexes et aux sexualités. Cette recherche invite donc à développer plus de solidarité et d'alliances entre mouvements sociaux.

J'espère que cette étude permettra de construire plus de solidarité entre les militants-es trans. L'importance de la création d'une identité collective et d'une communauté au sein du mouvement trans pourrait inspirer les militants-es à mettre l'accent sur ces deux aspects, notamment en affirmant une vision inclusive de l'identité trans et en reconnaissant la diversité de la communauté trans. Ainsi, cette recherche pourra aider à renforcer le travail en commun des militants-es et faciliter l'entrée en militance.



On peut s'attendre à de nombreux changements dans les années à venir. Les règles de changement d'identité de genre sont amenées à évoluer. On peut également espérer un engagement plus fort des institutions gouvernementales, médicales et juridiques dans le combat contre le cissexisme. Enfin, une inclusion des organismes et des militants-es trans semble être nécessaire afin d'assurer la prise en compte des besoins et des expériences de l'ensemble des personnes trans dans les processus d'élaboration de ces changements.

Appendice A

PLAN DE REVENDICATIONS DU COMITÉ TRANS DU CQGL

1. Revendications transversales

1.1. Reconnaître les expertises développées par les groupes et organismes destinés aux personnes transsexuelles et transgenres.

1.2. Consulter les groupes et organismes destinés aux personnes transsexuelles et transgenres dans la mise sur pied de politiques qui les concernent directement. 1.3. Reconnaître et permettre l'utilisation du prénom usuel de toute personne transsexuelle ou transgenre dans toutes ses relations avec tous les ministères du gouvernement du Québec sans obligation de changement légal.

2. Justice et droits

2.1. Inclure dans l'article 10 de la Charte des droits et libertés de la personne du Québec, les termes identité sexuelle et expression de genre comme motif de discrimination prohibé.

« 10. Toute personne a droit à la reconnaissance et à l'exercice, en pleine égalité, des droits et libertés de la personne, sans distinction, exclusion ou préférence fondée sur la race, la couleur, le sexe, la grossesse, l'orientation sexuelle, **l'identité sexuelle et l'expression de genre**, l'état civil, l'âge sauf dans la mesure prévue par la loi, la religion, les convictions politiques, la langue, l'origine ethnique ou nationale, la condition sociale, le handicap ou l'utilisation d'un moyen pour pallier ce handicap. »

2.2. Revoir en profondeur les règles à l'état civil permettant un changement de prénom et un changement de sexe :

2.2.1. Faciliter le changement de prénom.

2.2.2. Réviser les normes de publications des changements apportés à l'état civil pour les personnes transsexuelles et transgenres.

2.2.3. Faciliter le changement de prénom et de sexe pour les personnes immigrantes.

2.2.4. Permettre le changement de sexe sans devoir subir d'intervention chirurgicale.

2.2.5. Faire en sorte que le changement de nom et le changement de sexe de tout document produit par l'état civil (certificat de mariage, de naissance pour les enfants, etc.) puissent être en accord avec les modifications apportées au certificat de naissance.

2.2.6. Élimination des coûts reliés aux changements de prénoms à l'état civil et dans les différents bureaux et organismes gouvernementaux.

2.3. Former le personnel de l'état civil aux réalités des personnes transsexuelles et transgenres et adapter un code de conduite respectueux de cette clientèle.

2.4. Former le personnel de la Commission des droits de la personne et de la jeunesse aux réalités des personnes transsexuelles et transgenres et adapter un code de conduite respectueux de cette clientèle.

3. Financement

3.1. Assurer le financement des organismes dont la mission principale est de desservir les personnes transsexuelles et transgenres.

3.2. Financer le développement d'initiatives régionales afin de desservir les personnes transsexuelles et transgenres.

4. Santé et services sociaux

4.1. Adapter les soins de santé et de services sociaux aux protocoles du Standards of Care, développé par la WPATH (World Professional Association for Transgender Health).

4.2. Former le personnel du réseau de la santé aux réalités des personnes transsexuelles et transgenres et adapter un code de conduite respectueux envers elles.

4.3. S'assurer que les personnes transsexuelles et transgenres aient un accès défrayé par la RAMQ à tous les soins de santé nécessaires à leur transition, incluant les frais d'évaluation et de suivi psychologique obligatoires.

4.4. S'assurer que les soins spécialisés destinés aux personnes transsexuelles et transgenres puissent être dispensés dans toutes les régions du Québec.

4.5. Développer un système de formation continue des médecins, psychologues, infirmières et autres personnels de la santé pour offrir des soins adéquats aux personnes transsexuelles et transgenres.

4.6. S'assurer que l'identité de genre ne soit pas une raison de refus pour offrir des soins de santé généraux n'ayant aucun lien avec la transsexualité ou le transgenrisme.

4.7. Financer la réalisation d'études approfondies sur les effets de l'hormonothérapie sur les personnes transsexuelles.

4.8. S'assurer que les services d'accueil, de soins et d'hébergement (notamment les centres de femmes) soient en mesure d'accueillir toute personne transsexuelle ou transgenre demandant leurs services.

4.9. S'assurer que les centres de désintoxication soient adaptés et leur personnel formé pour accueillir les personnes transsexuelles et transgenres.



5. Éducation

5.1. Interpeller les milieux universitaires afin que les informations et la matière touchant l'identité de genre données en classe soient les plus récentes disponibles afin de mettre fin au problème éthique par lequel des professionnels de la santé qui traitent les personnes transsexuelles et transgenres à partir de données scientifiques qui ne sont pas à jour.

6. Sécurité publique

6.1. Permettre aux personnes transsexuelles et transgenres d'être fouillées par des représentants des forces de l'ordre du sexe de leur choix.

6.2. S'assurer que tous les détenus transsexuels et transgenres puissent recevoir les soins de santé que leur condition requiert durant tout leur séjour en centre de détention.

6.3. Procéder à une évaluation complète du système carcéral provincial afin de trouver des solutions qui offriraient un maximum de sécurité aux personnes transsexuelles et transgenres incarcérées.

6.4. Procéder à une évaluation similaire pour les centres de transition suivant la libération.

6.5. S'assurer que le personnel des services correctionnels obtienne la formation adéquate afin de savoir accueillir et traiter avec respect les personnes transsexuelles et transgenres.

7. Travail

7.1. Développer des ressources pour les employeurs et les syndicats qui leur permettront de faciliter les transitions en milieu de travail des personnes transsexuelles et transgenres.

7.2. Développer des ressources visant à aider les personnes transsexuelles et transgenres à effectuer leur transition en milieu de travail.

7.3. Sensibiliser les employeurs et les syndicats aux devoirs et responsabilités qu'ils ont envers les personnes transsexuelles et transgenres.

Appendice B

CITATIONS ORIGINALES ANGLAISES TRADUITES DANS LE TEXTE

PAGE 1

« The old LGBT movement is splintering, and the transgender issues are now clearly the cutting edge of the social justice agenda. The growing acceptability of transgender representation in mass media, and the increasing comfort younger people seem to have with transgender and genderqueer identities and behaviours, suggest that sometime in the future – perhaps the near future – transgender people will finally be accepted as full, equal members of society. But much work remains to be done. »

PAGE 2

« Trans people are told by the law, state agencies, private discriminators, and our families that we are impossible people who cannot exist, cannot be seen, cannot be classified, and cannot fit anywhere. We are told by the better-funded lesbian and gay rights groups, as they continually leave us aside, that we are not politically viable ; our lives are not a political possibility that can be conceived. »

PAGE 6

« The specific goals listed by trans activists as part of their vision of social change included fighting for the rights of youth to be supported in their families and schools. [...] Pushing for legal and legislative was another frequently cited goal, including changes to adoption and marriage laws, the creation of new birth certificate and identity document policies, coverage for trans related health care, and changes that would make discrimination based on gender identity and expression illegal in employment and housing, including the passage of a gender inclusive Employment Nondiscrimination Act, for example. Further, some activists stated that success would in part be the removal of the diagnosis Gender Identity Disorder and an end to the evaluation of trans people based on normative stands of binary sex and gender. Finally, an end to the fear and violence that trans people experience was also an agreed upon goal for activists. »

PAGE 7

« new kind of unabashedly progay, nonseparatist, antiassimilationist alliance politics to combat AIDS »

PAGE 7

« From the public health perspective, transgender populations had come to be seen as “vulnerable” populations [...]. AIDS funding thus became an important mechanism from bringing needed social and financial resources to trans communities. [...] AIDS agencies and service organizations became centers of transgender activism – hosting support groups, facilitating community gatherings, and providing employment to trans people engaged in health outreach and peer support work. »

PAGE 10

« The processes of erasure in information production and dissemination and in institutional protocols, practices, and policies create a system that produces further social marginalization of trans people. »

PAGE 10 (note en bas de page n° 9)

« Power is not a matter of dominant individual or institution, but instead it manifests in interconnected, contradictory sites where regimes of knowledge and practice circulate and take hold. »

PAGE 16 (note en bas de page n° 14)

« near universal harassment on the job »

PAGE 18

« Defining, expanding, collapsing, and questioning the category transgender is a theme that reoccurred throughout this dissertation. »

PAGE 19

« This history of transsexual activism in Canada is a history of prostitutes organizing themselves to get their peers the services they require. It's a history of TS negotiating with the police and prisons. It is a history of individuals educating service providers of detoxification programs. »

PAGE 19

« We were hoping that through the creation of "peer-run" services, we would not only build a stronger community, but would also develop personal and professional skills within the "target" population. However, the results in this regard were our most spectacular failure. With very few exceptions, most trans-identified "peers" providing services do not share the sex/gender, class, cultural, sex work background of the population that they serve. »

PAGE 19

« Eight activists advocated a vision of success in which trans people would become 'not an issue,' 'unnoticed,' or assimilated. [...] More common were visions of broadly felt social changes including those that would benefit trans people specifically and those that would be felt much more widely. Calls for reproductive freedom, an end to police brutality and the prison industrial complex, disability rights, economic justice, universal health care, access to education including job training, repealing current drug policies, creating affordable housing, and changes to immigration laws and policies, among others, were cited by trans activists as part of their visions of success. »

PAGE 21

« I have argued that visions of success are not only tied to how a better future is imagined but also to how a movement is imagined and how it continues to take shape : where it began, who the movement participants are, who is intended to benefit from the movement, what the movement priorities should be, and how activists should work towards social change. »



PAGE 22

« While activists within this movement shared a commitment to organizing for political and social changes within the category 'transgender,' coming from different sets of experiences and privileges, what this meant to each activist or organization varied. Analysis of social movements should not aim to create an image of a movement as more unified, cohesive, or stable than it actually is. »

PAGE 24

« Identities shape and are shaped by the mobilization of social protest »

PAGE 24

« But if major events and quick-witted activists set the stage for particular collective identities to emerge as salient, networks of social ties determine who sees fit to take part in the action. »

PAGE 24

« At heart, this article substantively shows that transactivism in the United States during the mid-1990s were a complex combination of both identity (collective identity construction) and queer (deconstructive) politics. »

PAGE 24

« However, if we conceive the identity in today's gender/sexuality movements as being constructed through collective action (thus continually negotiated and created), we can begin to understand how and why "identity work" remains central. [...] we must understand the simultaneous interplay of identity claims and deconstructions as part of the negotiation and revising of a complex political identity (Melucci, 1996 ; Phelan, 1994 ; Taylor and Rupp, 1999). In sum, the (de)constructions of identity in transactivism are processes by which a movement creates a specific, complex identity (of difference) in today's socio-political context that requires collective identity but also makes it consequential (Collins, 1998 ; Gamson, 1995 ; Phelan, 1994 ; Melucci, 1996). »

PAGE 24

« Through ethnographic accounts of trans activism, I evidence the gap that exists between the actual practices of activists engaged in movements for social change and the discourses that frame identity politics as hurtful, exclusionary, and incapable of creating systemic changes. As such, I inform scholarly investigations of social movements and argue for more nuanced readings of the role and uses of identity in US American movements. »

PAGE 25

« Insights into the role and uses of identity in this movement inform larger questions about social organizing and social change because nearly all movements today are framed around the politics of identity. Even those movements making claims to a post-identity or anti-identity politics continue to take as a reference point concepts of identity. »

PAGE 27

« Normative constructions of sexed bodies, gender identities, and sexualities frame trans identities and embodiments as unnatural and unintelligible such that the category transgender and a trans social movement are necessary. »

PAGE 30

Trans identities framed both within normative conceptualizations of sex, gender, and sexuality and outside of these understandings ultimately challenge and change the social imaginary and US American conceptualizations of bodies, identities, and personhood.

PAGE 31

« While often different in practice, cissexism, transphobia, and homophobia are all rooted in oppositional sexism, which is the belief that female and male are rigid, mutually exclusive categories, each possessing a unique and nonoverlapping set of attributes, aptitudes, abilities, and desires. Oppositional sexists attempt to punish or dismiss those of us who fall outside of gender or sexual norms because our existence threatens the idea that women and men are “opposite” sexes. »

PAGE 31 (note en bas de page n° 30)

« Passing means to live successfully in the gender of choice, to be accepted as a “natural” member of that gender »

PAGE 33

« More than 50 % of the activists interviewed framed their vision of success around broad views of social justice, stating that the goal of their activism was not only to improve the lives of trans people, although everyone agreed that this was part of the vision, but rather to create social changes that they believed would benefit everyone. Two central, and often overlapping, ways that activists framed their visions of broad reaching changes were around, first, changing understandings of sex, gender, and sexuality in US American society and, second, linking the movements of oppressed peoples nationally and internationally in a struggle for social justice. »

PAGE 33 (note en bas de page n° 32)

« In practice, the distinctions between what we now call “transgender” and “gay” or “lesbian” were not always as meaningful back then as they have since become. Throughout the 2nd half of the 19th century and the 1st half of the 20th century, homosexual desire and gender variance were often closely associated. »

PAGE 34

« This shift in nomenclature toward an “LGBT” community, rather than a “queer” one, marked the beginning of a new phase in the social history of sexual and gender identity politics in the US. It represented a retreat from the more radical concept of alliance, resistance, and rebellion by different groups against the same oppressive structures in the dominant culture and the adoption instead of a liberal model of minority tolerance and inclusion [...]. While some “LGBT” organizations genuinely addressed transgender concerns in addition of those of sexual orientation minorities, efforts at TG inclusion often represented a failure to



grasp the ways in which TG identity differed from sexual orientation as well as misconception about how they were alike. »

PAGE 34

« We might view the addition of the T to indicate that transgender politics is just another form of exclusionary identity politics being tacked onto mainstream gay/lesbian politics. We might also view the addition of the T as symbolizing the queer turn, an extension of the “queer” umbrella. This article suggests, however, that the T (transgender politics) is not simply one or the other. T (transgender) politics is, at the same time, neither identity politics nor queer politics, and also both. »

PAGES 34

« Gay men in this study struggled the most with transgender inclusion ; they had difficulty cultivating approximating experiences, movement connections, and space for transgendered individuals. Unlike the stark contrast between supportive and skeptical gay men, lesbians were more likely to be ambivalent about transgender inclusion. Lesbians often made connections between feminism, privilege, social justice and transgender issues, particularly connections between butch gender variance and transgender issues. They described their understanding of transgender issues as both rooted in feminism and their personal interactions with transgendered individuals. However, this feminist consciousness and personal experience also made many lesbians wary of transgender inclusion, particularly what they perceived to be the invasion of women’s space. »

PAGES 35

« Transfeminism is primarily a movement by and for transwomen who view their liberation to be intrinsically linked to the liberation of all women and beyond. [...] We believe that it is imperative that more trans women start participating in the feminist movement alongside others for our liberation. [...] It stands up for trans and non-trans women alike, and asks non-trans women to stand up for transwomen in return. Transfeminism embodies feminist coalition politics in which women from different backgrounds stand up for each other, because if we don’t stand for each other, nobody will. »

PAGE 35

« Second wave feminism was not uniformly hostile to TG and TS people. [...] There was nothing monolithic about the second wave feminist attitudes toward trans issues. The feminist 2nd wave simultaneously espoused some of the most reactionary attitudes toward trans people to be found anywhere while also offering a vision of TG inclusion in progressive feminist movements for social change. »

PAGE 36

« What is at stake is not an acceptance or rejection of transsexuals within feminist communities. What is at stake is the conception and implementation of a feminist program committed to social change, one that takes seriously the lives and realities of poor people in Canada, truly integrates racial and ethnocultural diversity, and understands and challenges the working of imperialism. »

PAGE 36 (note en bas de page n° 34)

« People of color reported HIV infection at significantly higher rates : 24.90 % of African-Americans, 10.92 % of Latino/as, 7.04 % of American Indians, and 3.70 % of Asian-Americans in the study reported

being HIV positive. This compares with national rates of 2.4 % for African Americans,.08 % Latino/as, and.01 % Asian Americans. Non-U.S. citizens in our sample reported more than twice the rate of HIV infection of U.S. citizens (2.41 %), with documented non-citizens at 7.84 % and undocumented at 6.96 %. [...] of all the people in our sample who had engaged in sex work, 15.32 % reported being HIV positive. Among survey participants, 91 % of those who reported being HIV positive identified as either MTF or gender non-conforming on the male-to-female spectrum. »

PAGE 37

« Each of these visions of success for a trans movement, necessitating social changes in areas that may seem unrelated – such as drug policy, immigration laws, job training, the prison industrial complex, abortion rights, affordable housing, and anti-poverty work – rely on a vision of a trans movement in which justice does not ‘trickle down.’ Fighting for the rights of the most socially palatable people or pushing for mainstream tolerance does not account for intersectional identities (such as being trans, poor, a youth, and a person of color) and the overlapping issues of oppression these intersections create. »

PAGE 40

« Standpoint methods recognize that some kinds of passions, interests, values, and politics advance the growth of knowledge and that other kinds block or limit it. [...] The hypothesis standpoint analyses make plausible is that vigorous commitments to democratic inclusiveness, fairness, and accountability to the “worst off” can also advance the growth of knowledge. »

PAGE 41

« Academic attention to transgender issues has shifted over the span of those ten years from the fields of abnormal psychology, which imagined transgender phenomena as expression of mental illness, and from the field of literacy criticism, which was fascinated with representations of cross-dressing that it fancied to be merely symbolic, into fields that concern themselves with the day-to-day workings of the material world. “Transgender” moved from the clinics to the streets over the course of that decade, and from representation to reality. »

PAGE 41

« Transgender studies focuses more on the everyday experience of trans people. »

PAGE 42

« Considering the study of social movement from an activist standpoint can give activists themselves a voice in articulating their commitment, highlighting their strategic and fluid engagement with a differential consciousness and revealing the processes by which they construct their collective identity. »

PAGE 43

« [W]e posit that the core ingredient is not insider or outsider status but an ability to be open, authentic, honest, deeply interested in the experience of one’s research participants, and committed to accurately and adequately representing their experience. »



PAGE 43

« The intimacy of qualitative research no longer allows us to remain true outsiders to the experience under study and, because of our role as researchers, it does not qualify us as complete insiders. We now occupy the space between, with the costs and benefits this status affords. »

PAGE 48

« So transitioning has no doubt impacted my activism, and my activism has impacted my transition as well, like, I think it's in both directions. »

PAGE 50

« It's like air, it's like breathing. »

PAGE 56

« a trans-positive feminist organization »

PAGE 67

« Health care is a major one just because it's such a fundamental part of – I guess – being alive and is key to people being able to do anything else, because if you are worried about that all the time, then it makes everything else hard to do. »

PAGE 67

« they make a lot of really unreasonable and disrespectful demands and it's also extremely expensive »

PAGE 70

« We had a meeting, couple of months ago, where we got a bunch of nurses and a couple of doctors to get in another doctor from the community to talk to them about prescribing hormones and how you do that and what to look for and how to get more people to be able to do that, so that there's more resources available. »

PAGE 70

« trans knowledgeable, friendly or just respectful in general »

PAGE 71

« So some of the stuff is centered on government policy, hum, and sort of being able to influence changes that are being made, especially in the health care system. »

PAGE 73

« Everything that requires documentation, especially in Québec where they make it extremely hard – the rules from l'état civil – to change your documentation – even just your name – harder than any of the other provinces. There's much more paperwork. It takes much longer. And having new documents that don't match your appearance or don't match how your appearance gets perceived. I mean it's not only

disconcerting for me but it's also extremely dangerous and often attacks people's ability to get jobs to housing. »

PAGE 75

« I have learned a lot about lobbying the government. It's not the major part of any of the work that I have done, but it's definitely something that I don't think I would know nearly as much about if I hadn't gotten involved. »

PAGE 76

« I think that relies too much on the state and on the government to recognize our rights and I think ultimately what we need to be doing is building movements that rejects this power of the state to accord us certain kinds of rights. »

PAGE 78

« Kids can be taught to be respectful and inclusive or they can be taught to be disrespectful and hateful [...]. So, I would like to see it talked about more in all kinds of schools, starting with super young kids all the way through universities and cégeps. Because I think that's the place where so many things that people know and think in their everyday lives get taught. »

PAGE 83

« [I]f it says LGBT or if it says LGBTQ, then often the question is : "Well, that's great, but where is the T ? Where is the trans stuff that is part of this panel, is part of this workshop, is part of this organization ? " »

PAGE 84

« I think both those groups and other groups work hard to re-construct people's idea about what feminism means and what it means to be a feminist organization and how feminism is not necessarily just about non-trans women, but it's actually about so many things. [...] And it's being recognized who is being left out and how to stop leaving those people out and what it looks like to work to include people who belong in the work that's already being done. »

PAGE 86

« And feminist movements, I think, have a really important role in bringing together alliances between sex workers, people with disabilities, trans people, women and trans people of color especially, and indigenous people in these ways to... that really understand and locate oppression both in our day-to-day lives, in our communities and then situational kind of systemic sense as well. »

PAGE 87

« For example, talking about using safer sex stuff like condoms and whatever, for trans folks. Making sure that that specific information is being included. »

PAGES 89-90

« Something that I see feminist movement really need to do is to re-assert the importance of trans women being really visible and having power and leadership within these movements. »



PAGE 94

« I have detailed the ways activists are constructing, challenging, changing, and organizing within (and outside of) the category transgender. I examined the politics of inclusion and exclusion in the trans social movement including : transsexual separatists rejecting the category transgender and objecting to inclusion in ; genderqueer activists who wonder if they are “trans enough” and feel excluded because they challenge the commitments to binary sex and gender of many trans activists ; activists who are willing to organize within this movement but unwilling to claim the identity of transgender for themselves. »

PAGE 101

« Normative constructions of sexed bodies, gender identities, and sexualities frame trans identities and embodiments as unnatural and unintelligible such that the category transgender and a trans social movement are necessary. »

BIBLIOGRAPHIE

- Action santé travesti(e)s et transsexuel(le)s du Québec (ASTT(e)Q). 2012. *Je me réfère : Un guide de survie pour les personnes trans au Québec*. Montréal : ASTT(e)Q, 133 p.
- American Psychiatric Association (APA). 2000. *Diagnostic and Statistical Manual of Mental Disorders DSM-IV-TR Fourth Edition (Text Revision)*. Arlington (É-U) : American Psychiatric Association, 943 p.
- Angers, Maurice. 1996. *Initiation pratique à la méthodologie des sciences humaines*. Québec : Les Éditions CEC, 381 p.
- _____. 2011. *Je m'engage : Un manuel pour les professionnels en santé et services sociaux qui travaillent avec les personnes trans*. Montréal : ASTT(e)Q, 66 p.
- Baril, Alexandre. 2011a. « L'identité de genre : essentielle ou construite ? Les controverses entourant l'identité de genre en études trans ». Document inédit, Ottawa, Université d'Ottawa, 26 p.
- _____. 2011b. « Stratégies de revalorisation, neutralisation, révolution et subversion : les concepts de sexe et de genre sous les regards féministes et trans ». Examen de synthèse no. 1, Document inédit, Ottawa, Université d'Ottawa, 38 p.
- _____. 2011c. « Les théories féministes queers et trans comme terrain de disputes : véritables conflits ou faux débats ? ». Examen de synthèse no. 2, Document inédit, Ottawa, Université d'Ottawa, 39 p.
- _____. 2009. « Transsexualité et privilèges masculins : fiction ou réalité ? », dans *Diversité sexuelle et constructions de genre*, Line Chamberland et al. (dir.), p. 263-295. Québec : Presses de l'Université du Québec.
- Bauer, Greta, Rebecca Hammond, Robb Travers, Matthias Kaay, Karin M. Hohenadel, Michelle Boyce. 2009. « "I Don't Think This is Theoretical : This Is Our Lives" : How Erasure Impacts Health Care for Transgender People ». *Journal of the Association of Nurses in AIDS Care*, vol. 20, n° 5, p. 348-361.
- Bettcher, Talia Mae. 2007. « Evil Deceivers and Make-Believers : On Transphobic Violence and the Politics of Illusion ». *Hypatia*, vol. 22, n° 3, p. 43-60.
- Broad, Kendal L. 2002. « GLB+T ? : Gender/Sexuality Movements and Transgender Collective Identity (De) Constructions ». *International Journal of Sexuality and Gender Studies*, vol. 7, n° 4, p. 241-263.
- Bureau, Marie-France et Jean-Sébastien Sauvé. 2011. « Changement de sexe et état civil au Québec : critique d'une approche législative archaïque ». *Revue de droit de l'Université de Sherbrooke*, vol. 41, no. 1, p. 1-50.
- Butler, Judith. 2006 (2004). *Défaire le genre*. Paris : Éditions Amsterdam, 331 p.

- _____. 2005 (1990). *Trouble dans le genre*. Paris : Éditions La Découverte, 281 p.
- Califa, Pat. 2003 (1997). *Le mouvement transgenre. Changer de sexe*. Traduction de P. Ythier. Paris : EPEL, coll. « Erotologie », 384 p.
- Central Toronto Youth Services (CTYS). 2008. *Families in TRANSition. A Resource Guide for Parents of Trans Youth*. Toronto : CTYS, 40 p.
- Chamberland, Line, Gilbert Émond, Michaël Bernier, Gabrielle Richard, Marie-Pier Petit, Marilyne Chevrier, Bill Ryan, Joanne Otis et Danielle Julien. 2011. *L'homophobie à l'école secondaire au Québec. Portrait de la situation, impacts et pistes de solution*. Rapport de recherche, Montréal : Université du Québec à Montréal. 29 p.
- Chamberland, Line, Alexandre Baril et Nathalie Duchesne. 2011. *La transphobie en milieu scolaire au Québec*. Rapport de recherche. Montréal : Université du Québec À Montréal, 39 p.
- Conradi, Alexa. 2003. « Transsexualisme et transgenre : une menace pour les groupes de femmes ? ». *La course à Relais-femmes*, n° 31, p. 1-3.
- Courvant, Diana & Cook-Daniels, Loree (1998). « Trans and intersex survivors of domestic violence : Defining terms, barriers and responsibilities ». Washingtoun : National Coalition Against Domestic Violence. En ligne. <http://www.survivorproject.org/defbarresp.html>. Consulté le 6 mars 2013.
- Davidson, Megan E. 2007. « Transgender Cultural Activism in the US : Sexed Bodies, Gender Identities, Contentious Politics, & Social Change ». Thèse de doctorat, Binghamton, Binghamton University, 287 p.
- Demczuk, Irène et Frank W. Remiggi (dir.). 1998. *Sortir de l'ombre. Histoire des communautés lesbienne et gaie de Montréal*. Montréal : VLB éditeur, 405 p.
- Dorlin, Elsa. 2008. *Sexe, genre et sexualité*. Paris : Presses Universitaires de France, 153 p.
- Dubar, Claude. 2001. *La crise des identités*. Paris : Presses Universitaires de France, 256 p.
- Duchesne, Nathalie. 2009. « Les personnes trans et l'identité civile : violence et résistance ». Mémoire de maîtrise, Montréal, Université du Québec à Montréal, 98 p.
- Dwyer, Sonya Corbin et Jennifer L. Buckle. 2009. « The space between : On being an insider-outsider in qualitative research ». *International Journal of Qualitative Methods*, vol. 8, n° 1, p. 54-63.
- Enriquez, Mickael Chacha. 2013. « La contestation des politiques de changement d'identité de genre par les militant.e.s trans québécois ». *Lien social et Politique*, vol. 69, p. 181-196.
- Espineira, Karine. 2011. « Les *Trans Studies* face aux résistances académiques et médico-légales ». En ligne. http://www.observatoire-des-transidentites.com/pages/Karine_Espineira_Les_Trans_Studies_face_aux_resistances_academiques-5202206.html. Consulté le 7 mars 2013.



- _____. 2008. *La transidentité. De l'espace médiatique à l'espace public*. Paris : L'Harmattan, 170 p.
- Filleule, Olivier. 2010. « Carrière militante ». Dans *Dictionnaire des mouvements sociaux*, p. 85-94. Paris : Presses de Sciences Po.
- Filleule, Olivier (dir.). 2005. *Le désengagement militant*. Paris : Belin, 319 p.
- Foerster, Maxime. 2006. *Histoire des transsexuels en France*. Saint-Martin de Londres (France) : H&O Éditions, 186 p.
- Gould, Roger V. 1995. *Insurgent Identities : Class, Community and Protest in Paris from 1848 to the Commune*. Chicago : University of Chicago Press, 262 p.
- Grant, Jaimie M., Lisa A. Mottet, Justin Tanis, Jack Harrison, Jody L. Herman et Mara Keisling. 2011. *Injustice at Every Turn : A Report of the National transgender discrimination survey*. Washington (É-U) : National Center for Transgender Equality and the National Gay and Lesbian Task Force, 220 p.
- Harding, Sandra. 2007. « Feminist Standpoints ». Dans *Handbook of Feminist Research : Theory and Praxis*, Sharlene Nagy Hesse-Biber (dir.), p. 46-64. Thousand Oaks (É-U) : SAGE Publications,
- Hébert, Billy, Line Chamberland et Mickael Chacha Enriquez. 2012. « Les aîné-es trans : Une population émergente ayant des besoins spécifiques en soins de santé, en services sociaux et en soins liés au vieillissement ». *Frontières*, vol. 25, p. 57-81.
- Hébert, Billy, Mickael Chacha Enriquez et Line Chamberland. 2013. *Intervenir auprès des aîné.e.s trans : S'outiller pour rendre les milieux de la santé et des services sociaux plus inclusifs*, Guide d'intervention, Montréal, Aide aux Transsexuels et Transsexuelles du Québec.
- Hibbs, Caroline. 2014. « Cissexism ». Dans *Encyclopedia of Critical Psychology*. New York : Springer New York, p. 235-237.
- Ion, Jacques. 1997. *La fin des militants ?*. Paris : Les éditions de l'Atelier, 124 p.
- Koyama, Emi. 2003. « Transfeminist Manifesto ». Dans *Catching a Wave : Reclaiming Feminism for the 21st Century*, Rory Dicker et Alison Piepmeier (dir.), p. 244-259. Boston : Northeastern University Press.
- Krikorian, Gaëlle. 2003. « Transphobie ». Dans *Dictionnaire de l'homophobie*. Paris : Presses Universitaires de France, p. 406-408.
- Lamoureux, Jocelyne. 2001. « Marge et citoyenneté ». *Sociologie et sociétés*, vol. 33, n° 2, p. 29-47.
- Lév, Arlène Istar. 2005. « Disordering Gender Identity ». *Journal of Psychology & Human Sexuality*, vol. 17, n° 3-4, p. 35-69.
- Lombardi, Emilia. 2009. « Varieties of Transgender/Transsexual Lives and Their Relationship with Transphobia ». *Journal of Homosexuality*, vol. 56, n° 8, p. 977-992.

- Macé, Éric. 2010. « Ce que les normes de genre font aux corps / Ce que les corps trans font aux normes de genre ». *Sociologie*, vol. 4, n° 1, p. 496-516.
- Maddison, Sarah. 2007. « Feminist perspectives on social movement research ». Dans *Handbook of feminist research : Theory and praxis*, Sharlene Nagy Hesse-Biber (dir.), p. 391-408. Thousand Oaks : Sage Éditions.
- Mathieu, Lilian. 2012. *L'espace des mouvements sociaux*. Bellecombe-en-Bauges (France) : Éditions du Croquant, 285 p.
- _____. 2009. « Éléments pour une analyse des coalitions contestataires. La lutte contre le sida et le mouvement des chômeurs, de " Nous sommes la gauche " à Occupation ». *Revue française de science politique*, vol. 59, p. 77-96.
- _____. 2004. *Comment lutter ? Sociologie et mouvements sociaux*. Paris : la Discorde, 206 p.
- Mathieu, Nicole-Claude. 1991. *L'anatomie politique. Catégorisation et idéologie du sexe*. Paris : Côté-femmes Édition, 291 p.
- Mayer, Robert, Francine Ouellet, Marie-Christine Saint-Jacques, et Daniel Turcotte. 2000. *Méthodes de recherche en intervention sociale*. Montréal : Gaëtan Morin. 410 p.
- McAdam, Doug. 1988. *Freedom Summer*. Oxford : Oxford University Press, 368 p.
- Ménard, Johanne. 2008. « Les gais sortent de l'ombre ». *Tout le monde en parlait*. 22 min. Montréal : Radio-Canada.
- Mongeau, Pierre. 2009. *Réaliser son mémoire ou sa thèse. Côté Jeans & Côté Tenue de soirée*. Québec : Presses Universitaires du Québec. 145 p.
- Mouvement d’Affirmation des jeunes Gais, Lesbiennes, Bi et Trans (MAG) et Homosexualités et Socialisme (HES). 2009. « Enquête sur le vécu des jeunes populations trans en France » : 6 p. En ligne. http://mediatheque.lecrips.net/index.php?lvl=notice_display&id=73720 Consulté le 7 mars 2013.
- Namaste, Viviane. 2011. « Dix choses à savoir sur les trans' et le VIH ». *Transcriptase*, n° 143, p. 11-13.
- _____. 2005a. *C'était du spectacle*, Montreal : McGill-Queen University Press, 266 p.
- _____. 2005b. *Sex Change, Social Change. Reflexions on Identity, Institutions, and Imperialism*, Toronto : Women's press, 131 p.
- Neveu, Erik. 2005. *Sociologie des mouvements sociaux*. Paris : La Découverte, 128 p.
- Nicol, Nancy. 2005. *La politique du cœur*. 68 min. Montréal : Groupe d'intervention vidéo.



- Ollivier, Michèle et Manon Tremblay. 2000. *Questionnements féministes et méthodologie de la recherche*. Paris : L'Harmattan, 257 p.
- Passy, Florence. 2003. « Social Networks Matters. But How ? ». Dans *Social Movement and Networks*, Mario Diani et Doug McAdam (dir.), p. 21-48. Oxford : Oxford University Press.
- Pires, Alvaro. 1997. « Échantillonnage et recherche qualitative : essai théorique et méthodologique ». Dans *La recherche qualitative. Enjeux épistémologiques et méthodologiques*, Jean Poupart et al. (dir.), p. 113-169. Montréal : Gaetan Morin.
- Pyne, Jake. 2012. *Transforming Family : Trans Parents and their Struggles, Strategies, and Strengths*. Toronto : LGBTQ Parenting Network, Sherbourne Health Centre, 43 p.
- Quivy, Raymond et Luc Van Campenhoudt. 2006 (1995). *Manuel de recherche en sciences sociales*. Paris : Dunod. 256 p.
- Reucher, Tom. 2006. « Quand les trans deviennent experts. Le devenir trans de l'expertise ». *Multitudes Web*. En ligne. <http://www.multitudes.net/Quand-les-trans-deviennent-experts/> Consulté le 7 mars 2013.
- Serano, Julia. 2007. *Whipping Girl : A Transsexual Woman on Sexism and the Scapegoating of Femininity*. Berkeley (É-U) : Seal Press. 408 p.
- Shapiro, Eve. 2003. « Trans'cending Barriers ». *Journal of Gay & Lesbian Social Services*, vol. 16, n° 3, p. 165-179.
- Spade, Dean. 2011. *Normal Life : Administrative Violence, Critical Trans Politics and the Limits of Law*. Brooklyn (É-U) : South End Press, 246 p.
- Stein, Marc. 2004. « Transgender ». Dans *Encyclopedia of LGBT history in America*, p. 195-208. New York : Charles Scribner's Son.
- Stone, Sandy. 2000. « Transgender ». Dans *Routledge International Encyclopedia of Women. Global Women's Issues and Knowledge*, p. 1966-1969. New York : Routledge.
- Stone, Amy L. 2009 « More than Adding a T : American Lesbian and Gay Activists' Attitudes towards Transgender Inclusion ». *Sexualities*, vol. 12, p. 334-354.
- Stryker, Susan. 2008. *Transgender History*, Berkeley (É-U) : Seal Press, 189 p.
- _____. 2006. « (De)subjugated knowledge : an introduction to transgender studies ». Dans *The Transgender Studies Reader*, Susan Stryker et Stephen Whittle (dir.), p. 1-17. New York : Routledge.
- Thomas, Maude-Yeuse. 2007. « La Controverse trans ». *Dossier Trans Révolution*. En ligne. <http://mouvements.info/la-controverse-trans/> Consulté le 7 mars 2013.

- Vidal-Ortiz, Salvador. 2008. « Transgender and Transsexual Studies : Sociology's Influence and Future Steps ». *Sociology Compass*, vol. 2, p. 433–50.
- Voegtli, Michael. 2010. « Identité collective ». Dans *Dictionnaire des mouvements sociaux*, p. 292-299. Paris : Presses de Sciences Po.
- Washington, Jamie, & Evans, Nancy J. (2000). « Becoming an ally ». Dans *Readings for Diversity and Social Justice : An anthology on racism, antisemitism, heterosexism, ableism, and classism*, Maurianne Adams et al. (dir.), p. 312-318. New York : Routledge.
- Wittig, Monique. 2001 (1992). *La Pensée straight*. Paris : Editions Amsterdam, 157 p.
- Young, Iris Marion. 1990. « Five Faces of Oppression ». Chap. dans *Justice and the Politics of Difference*, p. 39-65. Princeton : Princeton University Press.

PRIX DE PUBLICATION DE L'IREF

MÉMOIRES DE MAÎTRISE – CONCENTRATION ÉTUDES FÉMINISTES

(2013) Ariane Gibeau, M.A. Études littéraires

Colères de femmes noires et excès narratifs dans « Passing » de Nella Larsen, « Sula » de Toni Morrison et « Push » de Sapphire, publié sous le titre Chercher la rage. Colères et excès narratifs chez trois romancières africaines-américaines, Cahiers de l'IREF, collection Tremplin, n° 6, 2014, 97 p.

(2013) Mickael Chacha Enriquez, M.A. Sociologie

Le mouvement trans au Québec. Dynamiques d'une militance émergente, Cahiers de l'IREF, collection Tremplin, n° 5, 2014, 132 p.

(2012) Kim Rondeau, M.A. Études des arts

Où en sommes-nous avec l'art féministe ? Analyse de la programmation de La Centrale Galerie Powerhouse (1973-1978 et 2007-2010), Cahiers de l'IREF, collection Tremplin, n° 4, 2013, 90 p.

(2011) Stéphanie Mayer, M.A. Science politique [Prix ex æquo]

Du « Nous femmes » au « Nous féministes » : l'apport des critiques anti-essentialistes à la non-mixité organisationnelle, Cahiers de l'IREF, collection Tremplin, n° 3, 2012, 92 p.

(2011) Anna Lupien, M.A. Sociologie [Prix ex æquo]

De la cuisine au studio : le rapport public/privé interrogé au fil des parcours d'artistes québécoises de trois générations, publié sous le titre De la cuisine au studio, Éditions du remue-ménage, 2012, 208 p.

(2010) Michèle Gaudreau, M.A. Études littéraires

Violence et identité dans « Les mouflettes d'Atropos » et « Le cri du sablier » de Chloé Delaume, Cahiers de l'IREF, collection Tremplin, n° 2, 2011, 84 p.

(2009) Gabrielle Trépanier-Jobin, M.A. Communication

Représentations alternatives de la subjectivité féminine dans le cinéma féminin québécois, Cahiers de l'IREF, collection Tremplin, n° 1, 2010, 71 p.

(2008) Marie-Julie Garneau, M.A. Communication [Prix ex æquo]

Le regard au féminin : analyse du cinéma des femmes au Québec, publié sous le titre Hors champ : la marginalisation des femmes québécoises devant et derrière la caméra, Cahiers de l'IREF, n° 21, 2010, 110 p.

(2008) Anne Létourneau, M.A. Sciences des religions [Prix ex æquo]

Violence au féminin en Juges 4-5 : entre normativité et subversion du genre, Cahiers de l'IREF, n° 22, 2010, 99 p.

(2007) Anahi Morales-Hudon, M.A. Science politique

Théorisations féministes d'une citoyenneté plurielle : paradoxes et tensions de l'inclusion des femmes, publié sous le titre Citoyenneté plurielle : paradoxes et tensions de l'inclusion des femmes. Le cas des femmes zapatistes du Chiapas, Mexique, Cahiers de l'IREF, n° 18, 2008, 114 p.



(2006) Mélissa Nader, M. A. Sociologie [Prix ex æquo]

Les enjeux de la suppression hormonale des menstruations. Une analyse des discours de professionnels de la santé, Cahiers de l'IREF, n° 16, 2007, 135 p.

(2006) Judith Patenaude, M. A. Études littéraires [Prix ex æquo]

Le modelage du corps et de l'esprit féminins dans l' « Histoire d'Omayya » (1985) de Nancy Huston. Une critique des représentations de genre, Cahiers de l'IREF, n° 17, 2007, 138 pages.

(2005) Marie-Ève Bélanger, M. A. Études littéraires

Guerre, genre et résistance : Malika Mokeddem et Fariba Hachtroudi, Cahiers de l'IREF, n° 15, 2006, 116 p.

(2004) Louise Brossard, M.A. Sociologie [Prix ex æquo]

Trois perspectives lesbiennes féministes articulant le sexe, la sexualité et les rapports sociaux de sexe : Rich, Wittig, Butler, Cahiers de l'IREF, n° 14, 2005, 155 p.

(2004) Julie Brunet, M. A. Études littéraires [Prix ex æquo]

Histoires de grands-mères : exil, filiation et narration au féminin dans « La mémoire de l'eau », de Ying Chen, « Le bonheur à la queue glissante » d'Abla Farhoud et « La dot de Sara », de Marie-Célie Agnant, publié sous le titre *Histoires de grands-mères : Exil, filiation et narration dans l'écriture des femmes migrantes du Québec*, Cahiers de l'IREF, n° 13, 2005, 110 p.

(2003) Évelyne Ledoux-Beaugrand, M. A. Études littéraires

De l'écriture de soi au don de soi : les pratiques confessionnelles dans « La honte » et « L'événement » d'Annie Ernaux, Cahiers de l'IREF, n° 12, 2005, 139 p.

(2002) Judith Trudeau, M. A. Science politique

Genre et technosciences : les rôles féminins dans l'univers de quatre jeux vidéo, Cahiers de l'IREF, n° 11, 2004, 94 p.

(2001) Gaétane Lemay, M.A. Intervention sociale

Le rapport au pouvoir des femmes et des hommes et la représentation des femmes au Bureau de la Fédération des travailleurs et travailleuses (FTQ), Cahiers de l'IREF, n° 9, 2003, 170 p.

(2000) Sandrina Joseph, M.A. Études littéraires

Figures d'un discours interdit : les métaphores du désir féminin dans « Villette » de Charlotte Brontë, Cahiers de l'IREF, n° 8, 2001, 149 p.

(1998) Nathalie Ricard, M.A. Intervention sociale

La maternité chez les lesbiennes. Diversité de portraits, publié sous le titre *Maternités lesbiennes*, Éditions du remue-ménage, 2001, 190 p.

(1997) Violaine Gagnon, M.A. Communication

Vidéaste autour du monde. Enjeux et contraintes de la rencontre interculturelle et de sa représentation, Cahiers de l'IREF, n° 2, 1998, 152 p.

(1996) Lise Letarte, M.A. Sexologie

Quand la violence parle du sexe. Analyse du discours thérapeutique pour hommes violents, Cahiers de l'IREF, n° 1, 1998, 130 p.

Les Cahiers de l'IREF

Le mouvement trans au Québec. Dynamique d'une militance émergente

Tout comme aux États-Unis et en France, la militance trans est en plein essor au Québec depuis ces vingt dernières années. Cela se voit par la création ou l'expansion d'organismes trans et le développement de projets trans au sein d'organismes de santé ou d'organismes LGBTQ (lesbiens, gays, bis, trans, queers).

En prenant appui à la fois sur des concepts de la sociologie des mouvements sociaux et des concepts issus des études féministes et des études trans, cette recherche a pour objectif d'explorer les dynamiques d'émergence du mouvement trans au Québec. Douze entrevues semi-structurées ont été réalisées en 2010 avec des militants-es trans appartenant à trois générations. Trois axes d'analyse ont été privilégiés : 1. les dynamiques de la militance trans ; 2. les sens que les militants-es donnent à leurs actions ; 3. les liens entre cette militance et d'autres militances.

Cette recherche démontre qu'il y a bien un mouvement trans émergent au Québec. Celui-ci a acquis une dimension collective à travers la création d'une identité trans et la formation d'une communauté trans, deux éléments constitués de façon dynamique et traversés par des tensions. Le mouvement trans revêt également une dimension conflictuelle et s'oriente vers le changement social en combattant le cissexisme et en remettant en cause les normes de genre, de sexe et de sexualité. Enfin, le mouvement trans a mis en place des alliances avec le mouvement gai et lesbien, le mouvement queer, le mouvement féministe et les luttes d'autres populations marginalisées.



Mickael Chacha Enriquez est un militant queer et féministe anti-capitaliste (notamment au sein de PINK BLOC). Il est chargé de cours à l'École de travail social de l'Université du Québec à Montréal, et a complété une maîtrise en sociologie avec concentration en études féministes (2013). Il a également coordonné un projet de recherche-intervention auprès des aînés-es trans à la Chaire de recherche sur l'homophobie de l'UQAM (2010-2013).

La collection Tremplin des Cahiers de l'IREF est consacrée à la publication de mémoires avec concentration en études féministes qui ont remporté le Prix de publication de l'Institut.

www.iref.uqam.ca

**Institut de recherches
et d'études féministes**
Téléphone : 514 987-6587
Télécopieur : 514 987-6742
iref@uqam.ca

ADRESSE MUNICIPALE
210, rue Sainte-Catherine Est
Pavillon Hôtel-de-Ville, local VA-2200
Montréal (Québec) H2X 1L1
Métro Berri-UQAM

ADRESSE POSTALE
Université du Québec à Montréal
Institut de recherches et d'études féministes
Case postale 8888, succursale Centre-ville
Montréal (Québec) H3C 3P8 CANADA